

LE MONDE
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 45 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1 000 l. ; Liban, 250 P. ; Libye, 0,350 dt. ; Luxembourg, 27 l. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 l. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 5
S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Remaniements en U.R.S.S.

Cinq semaines après avoir accédé à la tête du parti communiste de l'U.R.S.S., M. Andropov ne s'est évidemment pas signalé par des initiatives spectaculaires. À l'extérieur notamment, ses interventions ont été des plus réduites après la série d'entretiens qu'il avait eus en novembre à l'occasion des funérailles de Brejnev, et les positions soviétiques ne semblent pas avoir bougé en substance sur aucun des grands « fronts ».

Il n'en va pas de même en politique intérieure, domaine dans lequel le nouveau secrétaire général a commencé à bouger, avec prudence certes, mais tout de même avec des résultats non négligeables, quelques pièces du jeu extrêmement figé dont il a hérité. Dès les premiers jours on a assisté au finissage du ministre des chemins de fer, au remplacement du chef des Jeunesses communistes et du responsable de la propagande du parti. Vendredi 17 décembre, le mouvement a atteint les organes de police, avec le remplacement simultané du président du K.G.B. et du ministre de l'Intérieur.

Il n'est pas sûr que tous ces changements répondent aux vœux personnels de M. Andropov : celui-ci doit tenir compte des vues de la direction collégiale qui l'a promu à sa tête, et M. Tcherebikov, nouveau « patron » du K.G.B., n'est peut-être pas plus l'homme de confiance général que M. Andropov l'était « l'homme de Brejnev » en 1967.

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que les services de police opèrent de spectaculaires « avancées » en direction du pouvoir politique. M. Aïev, ancien chef du K.G.B. en Azerbaïdjan, et qui avait déjà trébuché de ses hommes d'appareil du parti dans cette République dans les années 70, est maintenant le numéro deux du gouvernement de Moscou. Le Politburo, dont les activités semblent devoir faire l'objet d'une plus grande publicité que par le passé, a incité les citoyens soviétiques à faire part de leurs doléances et à dénoncer plus audacieusement les responsables locaux, sans même préciser si les accusations anonymes sont recevables ou non. Et les critiques se multiplient dans la presse contre les malversations et la corruption.

Ce n'est pas encore la purge pour autant. L'autorité de M. Andropov est loin d'être encore suffisamment consolidée pour cela, et l'on peut compter sur le Politburo « brejnevien » dont il a hérité pour le freiner dans cette voie. Une indication pourrait être donnée par les sessions du comité central et du Soviet suprême qui marqueront pendant la semaine à venir le sixième anniversaire de la création de l'État soviétique. Il est possible que le successeur de Brejnev à la tête de l'État, qui n'avait pas été désigné à la session de novembre, le soit à cette occasion.

Ce n'est pas non plus, du moins pas encore, la réforme. Sans doute un nouveau « département économique » a-t-il fait son apparition au sein de l'appareil du comité central du parti. Mais il faudra plus que l'apparition d'un nouveau « ministère du parti », s'ajoutant à la vingtaine de départements déjà dénombrés, pour convaincre les agents économiques que quelque chose a changé.

C'est même plutôt en faisant le contraire, en supprimant la tutelle du parti et en rendant leur autonomie aux producteurs, que l'on ranimera l'économie.

(Lire nos informations page 2.)

De violents combats se déroulent au Nicaragua

Tandis que M. Fidel Castro, dans une interview à une radio colombienne, critiquait une fois de plus l'attitude des États-Unis en Amérique centrale, accusant Washington de « préférer les solutions militaires au dialogue », de violents combats opposaient les forces sandinistes à des « éléments contre-révolutionnaires » à la frontière entre le Nicaragua et le Honduras. Selon Managua, cent cinquante hommes armés se sont introduits jeudi soir 16 décembre en territoire nicaraguayen en provenance du Honduras, et l'armée sandiniste a mis plusieurs heures à les repousser. Le Nicaragua a officiellement protesté vendredi auprès du Honduras.

Isolé, entouré de régimes hostiles, en butte aux incursions répétées d'opposants aidés par la C.I.A., le Nicaragua est tenté de durcir sa position. Dix-sept personnes, parmi lesquelles un correspondant du quotidien d'opposition *La Prensa*, ont été arrêtées dans le centre du pays pour leur participation supposée à un « plan contre-révolutionnaire ».

De la guérilla à la guerre

De notre envoyé spécial

Managua. — « No pasaran ». Le mot d'ordre des républicains espagnols pendant la guerre civile s'étale sur les murs du Nicaragua en armes. Chaque matin, les journaux s'ouvrent sur les nouvelles du « front ». La radio d'État — la seule autorisée à diffuser des nouvelles — détaille d'heure en heure les opérations de la « contre » : c'est-à-dire la contre-révolution.

À l'aéroport, sur chaque bâtiment public et sur les façades des plus anonymes, des slogans invitent le peuple à se mobiliser. Partout, on voit les uniformes vert olive des soldats et des miliciens. Pas de doute : le pays est en guerre. Au gouvernement comme dans l'opposition, tout le monde est d'accord pour dire que depuis trois ou quatre semaines les somnolents, même des offensives d'une telle ampleur qu'il s'agit bien de guerre désormais et non plus de guérilla.

Avant, les somnolents opéraient par « unités d'une centaine d'hommes », dit un journaliste nicaraguayen qui revient du théâtre d'opérations. Maintenant ce sont des brigades de cinq cents hommes qui attaquent avec des lance-grenades et des mortiers.

L'offensive s'est déplacée de la côte atlantique — région de forêts humides où vivent les Indiens Miskitos — vers les départements du Nord et du Nord-Ouest. La tactique des « contras » consiste à essayer de couper ces départements en deux pour établir leur contrôle sur des territoires qu'ils qualifient de « libérés ». Ils avaient déjà fait une tentative il y a quatre mois en débarquant quatre cents soldats à Prinzapolka sur la côte atlantique : leur but était de s'emparer de la

moitié nord du département oriental de Zelaya. Ils ont échoué, selon la version officielle.

Ils auraient essayé des opérations du même genre dans les départements de Chinandega et de Nueva Segovia. Toujours en vain, selon la même version. Les combats faisaient rage néanmoins ces derniers jours dans le département de Nueva Segovia sur les flancs de la cordillère de Japala. Une grande puissance de feu était engagée des deux côtés.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 4.)

Des « remèdes parallèles » contre le cancer pourraient être expérimentés par une firme publique

Ouverte l'été dernier par M. Jack Ralite, ministre de la santé, et animée depuis par le docteur Jean-Claude Salomon, la concertation nationale sur le cancer entre dans sa deuxième phase. Des « réunions thématiques » sont organisées jusqu'au 15 janvier 1983 dans différentes villes de France (1).

C'est dans ce cadre que, le 17 décembre, à un lieu à la faculté de médecine de Besançon une réunion nationale consacrée aux « médecines parallèles du cancer ». Cette réunion, présidée par le professeur Simon Schraub (Centre hospitalier universitaire de

Besançon), était la première prise en compte officielle de cet important phénomène social. Elle a été marquée par l'annonce publique que le groupe SANOFI (filiale pharmaceutique du groupe national Elf-Aquitaine) était susceptible de réviser gracieusement l'expérimentation clinique des produits considérés par certains comme des « médicaments miraculeux ». Des produits néanmoins délaissés par la cancérologie officielle. Contactée ce samedi 18 décembre, la direction de la SANOFI démentait cette information.

L'angoisse et les mots

De notre envoyé spécial
JEAN-YVES NAU

l'amphithéâtre de la faculté de médecine leurs supporters applaudissent. Sur les bancs des scientifiques, des cliniciens, des professeurs, des chefs de services hospitaliers. Polémiques, rancœurs, agitation, suppliques adressées au ministre de la santé que l'on remercie aussi d'avoir permis une telle réunion. Chercheurs sceptiques, dubitatifs ou ironiques. Opprobres croisés. Passions et raison.

En organisant une telle rencontre, les animateurs de la concertation nationale sur le cancer prenaient un double risque : celui du pugilat immédiat et celui de la déception à venir. Le premier écueil a été — avec tact — évité. Qu'en sera-t-il du second ?

« Cancer » : affaire de mort, bien sûr. Affaire d'angoisses et de frayeurs, d'espérances et de conviction. Mais affaire de mots aussi et — oserait-on dire — surtout. Les cancers — plus qu'aucun groupe de maladies — véhiculent les images et

(1) Montpellier, Tours, Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Marseille, Lyon, Caen, Toulouse, Bordeaux, Lille, Strasbourg et Nancy.

Mgr LUSTIGER
invité du « Grand Jury
R.T.L. - le Monde »

Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L. - le Monde », diffusée dimanche 19 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'archevêque de Paris répondra aux questions d'André Passeton et d'Alain Woodrow du Monde, d'Olivier Mazerolle et de Robert Serrou de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

(Lire la suite page 7.)

(Lire la suite page 13.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

(Lire

EUROPE

Union soviétique

LE REMANIEMENT A LA TÊTE DES ORGANES DE SÉCURITÉ

M. Tchebrikov succède à M. Fedortchouk à la direction du K.G.B.

L'agence Tass a annoncé, vendredi 17 décembre, que M. Tchchebokov, ministre de l'Intérieur de l'U.R.S.S., était relevé de ses fonctions « en raison d'une autre affectation » et remplacé par celui qui dirigeait depuis mai dernier

le comité de la sécurité d'Etat (K.G.B.), M. Vitali Fedortchouk. La direction du K.G.B. a été confiée à M. Victor Tchebrikov, qui était depuis la même date premier vice-président de cette organisation.

Une défaite des « brejnéviens »

La remue-ménage qui vient d'intervenir à la tête des organismes chargés de la sécurité intérieure est difficile à interpréter, tant les fonctions et le « profil » des hommes qui en ont la charge sont peu connus. Mais quelques observations peuvent être faites à ce stade.

La première est que les « brejnéviens ultras » subissent une défaite : M. Tchchebokov, qui vient de perdre sa place de ministre de l'Intérieur après être resté seize ans à ce poste, était l'un de ceux-là, membre à la fois du « groupe de Dnepropetrovsk », région natale de Brejnev, et du « groupe de Moldavie », où l'ancien secrétaire général avait recruté des associés lors de son bref passage à la tête de cette République, de 1950 à 1952.

On peut tirer la même conclusion du fait que son remplacement n'a pas été confié à son premier adjoint, M. Iouri Tchoubarov, dont la rapide carrière dans les années 70 n'est certainement pas étrangère au fait qu'il avait épousé Galina Brejneva, fille du secrétaire général. Les observateurs à Moscou s'attendent qu'il perde, lui aussi, sa place, si ce n'est déjà fait.

La seconde observation est que ce remaniement n'est pas une promotion pour M. Fedortchouk, l'homme qui avait surpris tout le monde en sortant de l'ombre en mai dernier pour succéder à M. Andropov à la tête du K.G.B. M. Fedortchouk a beau avoir été nommé général d'armée, il prend un poste beaucoup moins important. Le ministre de l'Intérieur de l'U.R.S.S. contrôle les milices en uniforme, les enquêtes de police sur les délits « normaux » et le secteur ennemi qui distribue les passeports pour l'étranger.

Mais le K.G.B. est, lui, une super-police qui s'occupe à la fois de la répression politique à l'intérieur et de l'espionnage à l'étranger (une sorte de mariage de la D.G.S.E. et de la D.S.T. françaises, de la C.I.A. et du F.B.I. américain), qui dirige l'important corps des gardes-frontières et se saisit d'autorité de tous les délits « particulièrement importants » : le bruit court que M. Andropov, lorsqu'il dirigeait le K.G.B., était particulièrement friand des enquêtes sur les grosses affaires de corruption que son administration retirait à l'office « pour la lutte contre le pillage de la propriété socialiste », le célèbre O.K.H.S.S., qui dépend, lui, des « petits-cousins » du ministère de l'Intérieur.

Un « client » de M. Andropov ?

La rapide transfert de M. Fedortchouk, qui ne sera pas resté sept mois à la direction du K.G.B., donne à penser que M. Andropov, en mai dernier, n'avait pas satisfait tout le monde. Sans doute était-elle une

partie d'un compromis, dont l'autre — et principal — résultat avait été la promotion de M. Andropov au secrétariat du parti, en tandem avec M. Tchernenko, un rival qui avait à l'évidence les préférences de Brejnev pour la succession.

Et le comportement plus brutal adopté par le K.G.B. au cours de l'été (arrestation de nouveaux dissidents peu connus, réduction draconienne du trafic téléphonique avec l'étranger, quasi-interruption de l'émigration juive) avait donné à penser que la supervision de ce secteur était passée en d'autres mains.

En outre, la session plénière du comité central tenue après la mort de Brejnev n'avait pas jugé utile de promouvoir M. Fedortchouk au comité central du parti. Certains ont sans doute fait valoir qu'il n'était pas tout à fait « légal » de recruter de nouveaux membres du parlement du parti entre deux congrès (seule la titularisation de suppléants est possible, comme cela s'est d'ailleurs fait en novembre). Mais des coopérations de ce genre avaient eu lieu sous Krouchtchev.

On ne saurait en conclure pour autant que M. Tchebrikov, nouveau chef du K.G.B., est un « client » de M. Andropov. Il est aussi un « Dnepropetrovskien », bien que d'une génération plus jeune que celle de Brejnev, et, s'il a fait entrer au K.G.B. la même année que M. Andropov, sa promotion au rang de premier vice-président de l'organisation a été décidée en mai dernier seulement, peut-être comme une autre partie du vaste remaniement décidé à l'époque, après la mort de Soulov et le suicide de son collègue Tzvigoun, accusé de s'être intéressé d'un peu trop près aux relations de la famille Brejnev avec des trafiquants. M. Tchebrikov a été en tout cas préféré à l'autre premier vice-président du K.G.B., M. Tsaïnev, encore un homme de Dnepropetrovsk, mais cette fois de l'ancienne génération, et dont les débuts au K.G.B. remontent à 1953.

MICHEL TATU.

● M. Victor Tchebrikov, nouveau président du comité de la sécurité d'Etat de l'Union soviétique (K.G.B.), né en 1923, est membre du parti depuis 1944. Après avoir fait la guerre et servi dans l'armée rouge jusqu'en 1946, il a fait des études à l'Institut métallurgique de Dnepropetrovsk, qu'il a terminées en 1950. Sa carrière dans le parti a commencé dans la même région : il a été notamment second secrétaire, puis premier secrétaire du parti pour la ville de Dnepropetrovsk (de 1961 à 1963), secrétaire puis second secrétaire du comité régional de 1964 à 1967.

C'est en 1967, année au cours de laquelle M. Andropov prend la direction de la police secrète, que

M. Tchebrikov entre dans cette administration en tant que chef de la direction des cadres du K.G.B. En septembre 1968 il devient vice-président du K.G.B. Après avoir siégé au comité central comme membre suppléant depuis 1971, M. Tchebrikov avait été titularisé au dernier congrès en 1981.

● M. Vitali Fedortchouk, nouveau ministre de l'Intérieur, est un Ukrainien né en 1918 ; il est membre du parti depuis 1940. Après avoir brièvement travaillé dans des journaux des régions de Jitomir et de Kiev, puis terminé 1939 une école militaire, il est entré à la même date dans les organes de la sécurité d'Etat où il a fait toute sa carrière, y compris pendant la guerre, à laquelle il a participé dans des fonctions non précises.

En 1970, il a été nommé à la tête du comité de la sécurité d'Etat d'Ukraine, poste auquel il a été maintenu jusqu'à sa nomination à la tête du K.G.B. d'Union soviétique à la place de M. Andropov en mai dernier. Il ne siège pas au comité central du parti, mais seulement au Soviet suprême, comme député de la région de Volynia.

● M. Nicolas Tchchebokov, qui vient de perdre ses fonctions de ministre de l'Intérieur, est un Ukrainien, né en 1910 et membre du P.C. depuis 1931. Après avoir terminé en 1933 ses études à l'Institut métallurgique de Dnepropetrovsk, il a été ingénieur dans la même région, maître de Dnepropetrovsk de 1939 à 1941, puis, après la guerre, responsable économique en Ukraine. En 1951, il est devenu second secrétaire de l'organisation du parti en Moldavie, que dirigeait alors Brejnev. En 1966, il a été appelé par ce dernier pour devenir ministre de l'Intérieur de l'U.R.S.S. Membre suppléant du comité central à partir de 1966, il avait été titularisé en 1968.

● Deux nouveaux vice-ministres des affaires étrangères ont été nommés le jeudi 16 décembre. Il s'agit de M. Michel Kapitza, ancien professeur d'histoire et diplomate, âgé de soixante et un ans, et de M. Victor Kompletov, qui était chef de la section Etats-Unis au ministère des affaires étrangères. M. Kapitza a été ambassadeur au Pakistan en 1960-1961, puis successivement chef de la section Sud-Est asiatique et Extrême-Orient aux affaires étrangères. — (A.F.P.)

DEUX BASKETTEUSES TCHÉCOSLOVAQUES CHOISISSENT DE RESTER EN FRANCE

(De notre correspondant.)

Deux jeunes basketteuses du Sparta de Prague, dont l'équipe disputait le 15 décembre un match à Clermont-Ferrand contre l'A.S. monferrandaise, ont vraisemblablement choisi de rester en France. Blanka Tomsova, vingt-deux ans, vingt-cinq fois internationale, et Svatava Kysilkova, dix-huit ans, qui n'avait pas participé au match, avaient toutes deux regagné leur hôtel mercredi soir. C'est à 9 heures jeudi, alors que le car de l'équipe de Prague s'apprêtait à partir que leur absence a été remarquée.

Les deux basketteuses semblent avoir quitté l'hôtel entre 6 h 30 et 8 h 30, après avoir reçu la visite de trois personnes (Blanka Tomsova était déjà venue à Clermont-Ferrand, où elle avait noué des liens d'amitié dans les milieux sportifs). Alerté, le consulat de Tchécoslovaquie à Paris a seulement précisé qu'il se chargerait des démarches relatives aux recherches. Aucune demande d'asile n'avait encore été formulée ce vendredi en fin de matinée.

J.-P. R.

Pologne

M. Walesa affirme

qu'« il ne peut agir que sur une voie pacifique »

Varsovie (A.F.P.). — Le Ditté, réunie en séance plénière ce samedi 18 décembre, devait adopter deux projets de loi sur la « suspension » de l'état de guerre. Le premier texte introduit la notion de suspension, qui n'existait pas dans la législation, et qui pourra dorénavant faire l'objet d'une décision du Conseil d'Etat (présidence collégiale de la République) sur recommandation du gouvernement. Le second décret décrit l'ensemble des mesures d'exception applicables en période de « suspension », étant entendu que le pouvoir dispose à tout moment de la possibilité de rétablir la loi martiale dans toute sa rigueur.

La « suspension » de l'état de guerre, qui selon le porte-parole du gouvernement, pourrait intervenir le 31 décembre, entraînera la libération — peut-être pour Noël — des quelque deux cents personnes encore en détention préventive, à l'exception de celles qui pourraient faire l'objet d'une mise en état d'arrestation pour activités contre l'Etat.

A Gdansk, la veille, M. Lech Walesa a pu tenir, dans son appartement, une conférence de presse alors que jusqu'à 11 heures du matin la police interdisait l'accès de son domicile. A 11 heures, une véritable colonne de journalistes arrive en voiture devant cet immeuble du quartier de Zaspa. On les laisse entrer après un simple contrôle d'identité. Visiblement, quelqu'un, en très haut lieu à Varsovie, a jugé que les méthodes répressives produisaient un effet désastreux dans l'opinion occidentale.

Heureux de retrouver les journalistes, dont beaucoup l'avaient suivi dans sa carrière de dirigeant syndical depuis août 1980, M. Lech Walesa les a embrassés avec émotion. « Grâce à votre amitié, dit-il, et malgré les limites qui me sont imposées, je peux faire mille fois plus que mon voisin de palier, car je vous ai. Je ne parle qu'avec des amis, et vous êtes mes amis. Vous m'avez beaucoup aidé. »

Accusant les autorités de l'avoir enlevé jeudi, M. Walesa a précisé qu'on l'avait tout d'abord emmené au parquet départemental. On voulait l'interroger sur des irrégularités financières dans la gestion du syndicat de Gdansk relevées par une commission de contrôle. Il a dit « qu'il avait fait exprès », alors qu'il était président de Solidarité à Gdansk, « de ne pas toucher à ces choses, là : je n'avais même pas le temps de lire les lettres personnelles. Tout était fait par mon secrétariat ». A 11 h 15, des civils « très polis » l'ont emmené en voiture, et jusqu'à 20 h 30, ont fait sans cesse des allers-retours sur la rocade périphérique de Gdansk et Odyssia. « J'en suis rentré complètement ivre », a-t-il ajouté.

Il a affirmé qu'il continuerait son combat par « des voies pacifiques » et chercherait encore une « entente » avec un pouvoir qu'il n'a ja-

mais souhaité « renverser ». Nous voulons aussi, a-t-il dit, « le calme » et le « travail ». « Mais nous ne voulons pas que ce travail soit vain. Pour cela il nous faut des garanties, et pour l'instant nous ne voyons que des chars. »

En ce qui concerne son attitude à l'égard des « nouveaux syndicats » et du mouvement patriotique de renaissance nationale (PRON — patronné par les autorités), M. Walesa a déclaré : « Je suis pour le pluralisme syndical et c'est pour cela que je demande la possibilité de me trouver une place dans un syndicat. Je dois retourner à l'ancien syndicat (Solidarité). Le pluralisme est assuré. Je crois que tôt ou tard, plutôt tard que tôt, nous l'aurons. » Quant au PRON, a-t-il dit, « j'ai eu des propositions. Peut-être que ça m'intéressera un jour, mais pas aujourd'hui ». Il a dit n'avoir pas reçu de réponse à ses deux lettres au général Jaruzelski. Il a fait une rapide allusion à quelques « coups de téléphone », ajoutant que cela n'avait aucune importance.

Il a indiqué qu'il n'avait eu aucun contact avec la clandestinité. « Ce serait trop dangereux », a-t-il dit. « Nous sommes tous liés par les ré-

solutions de notre syndicat, mais leur réalisation dépend des possibilités. Moi, je ne peux pas me cacher. Je ne peux agir que sur une voie pacifique. » Il a profité de l'occasion pour réaffirmer « sa fidélité » à l'Eglise, tout en ajoutant que l'Eglise n'avait jamais exercé sur lui de pressions et que, quand elle lui avait donné des conseils, ils étaient bons. Il a dit aussi qu'il n'aurait pas les menaces qu'on pouvait proférer contre lui. Comme un interrogatoire pour savoir s'il pourrait mener longtemps cette vie de « personne privée » constamment épiée, il a indiqué avec bonne humeur : « Je n'aime pas la vie facile. Je continuerai, ma famille aussi, je suis insaisissable. » En ce qui concerne ses projets immédiats, il a dit qu'il avait « un reliquat de vacances jusqu'au 15 février ».

Vendredi, au lendemain d'une journée d'extrême tension, Gdansk avait retrouvé son visage à peu près habituel : des queues devant les magasins et, un peu partout, des patrouilles de police. Un véhicule muni d'un canon à eau venait en position sur un terre-plein, à proximité de l'habitation de M. Walesa : à coup sûr, une « personne privée » pas comme les autres.

M. JOSPIN : la crise des pays de l'Est est celle du « modèle stalinien »

M. Lionel Jospin a contesté, jeudi 16 décembre, l'analyse avancée par M. Georges Marchais selon laquelle il y a « crise du système capitaliste », alors que les sociétés socialistes ne connaissent que des « difficultés sérieuses ». Le secrétaire général du P.C.F. avait déclaré, vendredi 16 novembre devant l'Ecole centrale Maurice-Thorez : « La solution des problèmes que connaissent les sociétés socialistes n'appelle pas la suppression du système, mais au contraire son approfondissement, son développement dans toutes ses dimensions, le déploiement de toutes ses potentialités. »

Le premier secrétaire du parti socialiste qui s'exprimait en conclusion du colloque sur la Pologne, organisé par l'ISER (Institut socialiste d'études et de recherches) que dirige M. Jean Prouteau, a déclaré que, pour sa part, il « avait plutôt tendance à porter de crise dans les pays de l'Est et de difficultés dans les pays capitalistes ». « Il y a crise d'un modèle, a-t-il dit. Cette crise est exprimée en Pologne. Il s'agit du modèle stalinien qui n'a été remis en cause mille part. » M. Jospin conclut que la crise économique que connaissent les pays occidentaux a des conséquences à l'intérieur même des pays de l'Est. Mais il estime qu'il existe « un phénomène de crise qui appartient au système lui-même ».

« Cela mérite discussion », a ajouté M. Jospin.

Le premier secrétaire du P.S. a réaffirmé que l'Est « n'est plus une zone de stabilité » et que la crise de ces pays « est source de danger ». « C'est un facteur objectif de menace pour la paix », a-t-il dit.

M. Jospin a enfin estimé que le P.S. « doit pousser le gouvernement à intégrer aux problèmes économiques (de l'aide financière demandée par le gouvernement polonais) la solution des problèmes sociaux et politiques en Pologne ». — J.-Y. L.

Allemagne fédérale

Le « refus de la confiance » permet au chancelier Kohl de demander la dissolution du Parlement

Après quatre heures de débats sans éclats, le Bundestag « refusé », le 17 décembre, la confiance au chancelier Kohl, qui avait donné la consigne d'abstention aux membres de la coalition. Seuls les sociaux-démocrates et quelques isolés ont porté leur vote en rejetant la motion déposée mardi par le chancelier. Celui-ci peut désormais se rendre auprès du président de la République pour lui exposer la situation et lui proposer de dissoudre le Parlement afin d'appeler les Allemands aux urnes le 6 mars.

Pour le chancelier, la mission de son présent gouvernement était limitée dans le temps. Il s'agissait de freiner la « course à l'abîme », de voter le budget et les lois qui l'accompagnaient, de consolider les rapports avec les pays amis et de se présenter ensuite par M. Kohl à des élections à la fin de l'année.

Le budget de la défense, le second selon le volume, a été adopté mercredi malgré le vote négatif des voix social-démocrates. Il n'a augmenté en termes courants que de 6,1 %. La Bundeswehr ressentira surtout dans le domaine du matériel les effets de cette relative austerité.

Un effort particulier devra être fourni pour rendre la profession militaire financièrement plus attractive. Des difficultés de recrutement parmi les jeunes incitent l'actuel ministre de la Défense, M. Manfried Wörner, à décider que, dès l'école, la jeunesse sera sensibilisée aux mé-

rites des armes qui est un « service d'honneur ».

La R.D.A. organise déjà cette pré-mobilisation des esprits sur une grande échelle, comme l'a montré un film projeté jeudi soir par la télévision allemande et utilisant des documents provenant de Berlin-Est. Un pareil déploiement de séduction martiale est impossible en R.F.A.

Le budget 1983, qui n'est qu'une révision relativement modeste du projet déposé par la précédente coalition (on se souviendra que celle-ci écarta durant la première lecture du dit budget), n'indique que les intentions de nouveau gouvernement. Pour le ministre des Finances, M. Stoltenberg, il s'agissait avant tout de « renverser la vapeur » et de modérer l'explosion de dépenses qui s'étaient accélérées au cours des trois dernières années. M. Stoltenberg a laissé entendre qu'il envisageait pour l'année prochaine des coupes plus importantes que celles qu'il a imposées cette année aux contribuables allemands.

ALAIN CLEMENT.

TOUS LES PARFUMS ET PRODUITS DE BEAUTÉ TOUTES LES GRANDES MARQUES

REMISES IMPORTANTES SUR FOULARDS, CRAVATES, MAROQUINERIE, CADEAUX

EDEN

3. Rue du Helder - PARIS - 770-80-69 (Angle boulevard des Italiens) et 212, Rue de Rivoli (Tuileries)

DIPLOMATIE

LA VISITE A PA

J'ai clarifié

ce qui pouvait p

declare

Le ministre des Affaires étrangères, M. Jacques Thibault, a déclaré, vendredi 17 décembre, à l'Assemblée nationale, que la France avait clarifié ce qui pouvait paraître obscur dans la politique étrangère de son pays. Il a souligné que la France avait toujours été une nation indépendante, libre et responsable, et qu'elle avait toujours été au premier rang de la défense de la paix et de la liberté. Il a également souligné que la France avait toujours été une nation ouverte à tous les peuples, et qu'elle avait toujours été une nation amie de tous les peuples.

refoulement de la

Le ministre des Affaires étrangères, M. Jacques Thibault, a déclaré, vendredi 17 décembre, à l'Assemblée nationale, que la France avait clarifié ce qui pouvait paraître obscur dans la politique étrangère de son pays. Il a souligné que la France avait toujours été une nation indépendante, libre et responsable, et qu'elle avait toujours été au premier rang de la défense de la paix et de la liberté. Il a également souligné que la France avait toujours été une nation ouverte à tous les peuples, et qu'elle avait toujours été une nation amie de tous les peuples.

M. Jacques Thibault

direction des relat

au Quai d'Orsay

M. Jacques Thibault, ministre des Affaires étrangères, a déclaré, vendredi 17 décembre, à l'Assemblée nationale, que la France avait clarifié ce qui pouvait paraître obscur dans la politique étrangère de son pays. Il a souligné que la France avait toujours été une nation indépendante, libre et responsable, et qu'elle avait toujours été au premier rang de la défense de la paix et de la liberté. Il a également souligné que la France avait toujours été une nation ouverte à tous les peuples, et qu'elle avait toujours été une nation amie de tous les peuples.

DIPLOMATIE

LA VISITE A PARIS DU PRÉSIDENT CHADLI

J'ai clarifié avec M. Mitterrand ce qui pouvait préoccuper les deux pays déclare le chef de l'Etat algérien

L'hymne national algérien, *Kassaman* (le Serment), qui fut aussi l'hymne national du F.L.N., a été joué pour la première fois à Paris, vendredi 17 décembre, à l'occasion de la visite officielle du président Chadli Bendjedid. Il retentit à nouveau à l'automne 1983 lorsque le chef de l'Etat algérien, cette fois, en visite officielle, se rendra à Paris, en visite officielle. Le principe d'une telle visite, annoncée par le porte-parole de l'Elysée, M. Michel Vauzelle, a été décidé au cours du déjeuner offert par M. Mitterrand en l'honneur de ses hôtes algériens et de leur suite.

« Il n'y a pas de nuage, ni même de brouillard léger, dans les relations franco-algériennes. Elles sont aussi bonnes qu'on peut le souhaiter », a déclaré M. Chadli à sa sortie de l'Elysée-avant-de-préciser, il est vrai, qu'il « avait clarifié avec le président Mitterrand ce qui pouvait préoccuper les deux pays ».

Le point le plus délicat était celui des refoulements de ressortissants algériens à leur arrivée en France (le Monde des 16 et 17 décembre). Ces refoulements avaient valu à l'ambassadeur de France à Alger, M. Guy George, d'être convoqué au ministère algérien des affaires étrangères à huit reprises en trois mois. C'est parce qu'ils désespéraient, semble-t-il, de voir aboutir les démarches diplomatiques que les dirigeants algériens ont pris le risque de

donner une certaine publicité à l'affaire.

Au cours des entretiens, M. Chadli a réaffirmé que son pays, qui a suspendu l'émigration en 1973, « n'a aucune volonté d'exporter de la main-d'œuvre en France ». Il a souligné que l'Algérie, qui a créé, en 1980, une commission nationale pour la réinsertion, souhaite, au contraire, le retour de travailleurs qualifiés dont elle a besoin. Pour sa part, M. Mitterrand a donné des directives pour que la question des refoulements soit réglée dans les quinze jours. Les deux parties étant d'accord pour garantir la libre circulation tout en prémissant la France contre l'entrée de « faux touristes », M. Vauzelle a annoncé qu'une mission se rendra, dès la semaine prochaine, à Alger et dans les autres capitales du Maghreb, pour mettre au point, en concertation, les règles permettant de faire respecter ces principes.

M. Mitterrand ayant soulevé la question de la venue des biens des Français installés de longue date en Algérie, le président Chadli a répondu qu'il se connaissait le problème avait été réglé et que le Quai d'Orsay en avait été informé il y a quinze jours. Selon lui, l'Etat algérien rachèterait tout bien mis en vente et en transférerait le montant en France, en totalité et immédiatement.

ment. Des promesses du même genre ayant été faites dans le passé, mais leur application ayant été entravée au niveau de l'administration, il faut espérer que cette fois il n'y aura plus de blocage.

M. Mitterrand a également soulevé le problème des droits privés de ressortissants français vivant en Algérie (divorce, garde d'enfants, ci-mesures, etc.). A ce sujet, M. Vauzelle a exprimé le souhait qu'un « progrès sensible » puisse être réalisé d'ici à la fin de l'année.

« Un climat de confiance »

Le président Chadli s'est félicité de la bonne exécution des contrats économiques « qui suivent leur cours normal ». Toutefois, il a souligné une amélioration de la coopération d'accompagnement (transferts de technologie, formation, etc.) qui ne semble pas encore bien rodée sur le terrain. M. Mitterrand a donné des instructions pour que la commission mixte de coopération technique, qui se réunira le 20 décembre, se préoccupe de ce point.

Le problème des manœuvres militaires franco-marocaines a également été réglé. Les Algériens avaient pris ombrage de ces exercices et avaient fait observer que les Etats-Unis, eux, les avaient informés au mois de l'année qu'ils procédaient également à des manœuvres avec les forces américaines. En fait, les manœuvres effectuées par les deux pays n'étaient pas d'importance comparable ; en outre, les exercices franco-marocains relevaient de la routine, mais l'attention d'Alger a été attirée par le fait que Rabat, contrairement aux fois précédentes, les a mis en valeur en alertant la presse.

Dans le domaine international, les deux présidents ont évoqué le Proche-Orient et les dossiers africains. M. Vauzelle a précisé que M. Mitterrand avait insisté sur l'idée d'indépendance des nations et des peuples et, en particulier, sur le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, sur le rôle de l'O.U.A. pour le respect de l'indépendance des Africains et sur « tout ce qui contribue à desserrer l'étau des superpuissances ».

M. Vauzelle a enfin souligné « le climat de confiance et d'amitié exceptionnel réaffirmé de manière spectaculaire » entre les deux pays, à l'occasion de cette visite. Les Algériens lui ont fait écho. « Il n'y a plus de malentendu », nous a déclaré un membre de la délégation. Cette rencontre a donné un souffle nouveau à une coopération amicale et confiante. Grâce à elle, la bilie continue à rouler normalement.

PAUL BALTA.

Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, en route, à partir du dimanche 19 décembre, pour un voyage qui le conduira successivement en Egypte, en Algérie, au Maroc, en Tunisie, au Zaïre, au Congo, en Zambie, au Zimbabwe, en Tanzanie et au Kenya. C'est la première fois, depuis le voyage de Zhou Enlai, il y a dix-neuf ans, qu'un chef de gouvernement chinois se rend en visite officielle en Afrique. — (A.F.P.).

D.G.R.G.S.T., toutes tendances politiques confondues, déclencheront le 5 octobre une grève de vingt-quatre heures, sans précédent dans ce ministère. A l'appel de la C.F.D.T., de la C.G.T. et de F.O., le comité de grève dénonçait dans ses communiqués violents (le Monde des 5 et 7 octobre) une désorganisation des services, d'autant plus profonde que la création d'un ministère chargé de la coopération et du développement (alors confié à M. Jean-Pierre Cot) avait entraîné une restructuration des tâches.

Les relations furent si tendues entre le directeur général d'une part, les fonctionnaires placés sous son autorité, mais aussi les principaux responsables du Quai d'Orsay, et les fonctionnaires d'autres ministères et organisations intéressés aux relations culturelles, d'autre part, que M. Chénou, chargé M. Viot, inspecteur général, d'établir un rapport et de lui faire connaître rapidement « ses premières observations ».

C'est au vu de celles-ci que le gouvernement a décidé de nommer un nouveau titulaire à la tête de la D.G.R.C.S.T.

M.D.

Le refoulement de la vieille dame

Selon un témoignage digne de foi, les faits suivants se sont déroulés, le mercredi 15 décembre, à l'aéroport d'Orly-Sud :

Vers 18 heures, Mme Zaira Meddaoui, une veuve âgée de soixante-six ans, originaire de la région de Mchael, en Grande Kabylie (Algérie), débarque de l'avion Air-Algérie en provenance d'Alger (Vol 1420) accompagnée de l'un de ses fils âgé de vingt-six ans. Elle vient rendre visite à sa fille, domiciliée à Elbeuf (Seine-Maritime), et à son autre fils résident à Sucy-en-Brie (Val-de-Marne).

Ce dernier, en France depuis de nombreuses années, n'a vu sa mère qu'une fois en vingt-trois ans. Avant l'arrivée des passagers, il explique aux fonctionnaires en uniforme de la police de l'air et des frontières qu'il n'a pu envoyer à temps à sa mère — en raison d'obstacles administratifs de dernière heure — le certificat d'hébergement établi par la mairie d'Elbeuf en vue d'un court séjour en France de Mme Meddaoui et, son plus jeune fils. Il remet le document aux officiers. Réponse de ces derniers : « Cette pièce n'est pas valable, elle porte uniquement la mention : « Vu pour légalisation de la signature », et le cachet de la mairie, mais non pas le visa du maire ».

S'agit-il d'un oubli de la municipalité d'Elbeuf ? Les autorités ne veulent rien savoir, malgré la personnalité du fils de Mme Meddaoui, technicien d'électronique, en situation parfaitement régulière, et aussi de toutes les papiers nécessaires : permis de séjour, livret de famille, bulletin de salaire, quittance de loyer, etc.

A 19 h 15, la vieille dame algérienne est refoulée du territoire français, ainsi que son fils cadet. Tout en larmes, elle sera mise de force dans l'avion d'Alger, sans même avoir pu embrasser son autre fils de l'autre côté des guichets de la douane.

A la division de la police de l'air et des frontières (P.A.F.), on confirme que Mme Meddaoui et son fils ont bien été l'objet d'une mesure de « non-admission », leurs certificats d'hébergement ne portant qu'une légalisation de signature « qui ne constitue pas un document valable ». Pour être valable aux termes du décret du 27 mai 1982, fait-on observer, ce certificat aurait dû porter la mention : « Vu pour accord sans objection » et le visa (signature) du maire. On constate que de nombreuses mairies — encore intentionnelles ? — s'abstiennent de faire figurer ce visa sur les documents et qu'il en résulte, selon la P.A.F., un plus grand nombre de refoulements. Une recommandation est actuellement en préparation au ministère de l'Intérieur afin de clarifier les choses. — (J.B.).

M. Jacques Thibau va quitter la direction des relations culturelles au Quai d'Orsay

M. Jacques Thibau va quitter la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des relations extérieures : il avait pris ses fonctions le 24 décembre dernier. La nomination de son successeur interviendra, selon les sources les mieux informées, avant la fin de l'année, mais elle a déjà été différée deux fois, le choix du gouvernement n'étant pas définitivement arrêté. Le poste (pour lequel le nom de M. Jacques Boutet, conseiller d'Etat, ancien président de T.F.1, a été avancé) est, en effet, délicat, et le gouvernement ne voudrait pas que le départ de M. Thibau soit interprété comme un désaveu de sa politique.

En nommant M. Thibau au poste administratif le plus important du Quai d'Orsay, le gouvernement cherchait à animer une politique dynamique d'échanges culturels spécialement axée sur la francophonie et l'audiovisuel. Le directeur général doit cependant être aussi un administrateur, gérant un personnel de quelque 8 000 coopérants et 40 % du budget du Quai d'Orsay.

De fait, une crise devait éclater rapidement dans les services. Une forte majorité des cinq cent cinquante agents parisiens de la

PROCHE-ORIENT

MARQUÉ PAR DE VIOLENTES QUERELLES INTERNES

Le trentième congrès sioniste s'est achevé dans la plus grande confusion

Jérusalem. — Le trentième congrès sioniste s'est achevé, le vendredi 17 décembre, dans la plus grande confusion. « Honteux », « Scandaleux », ces qualificatifs ont été prononcés fréquemment au fil des séances par nombre de délégués, eux-mêmes indignés du spectacle offert par le congrès, et ces mots sont la conclusion de la plupart des commentaires de la presse israélienne.

Le mouvement sioniste vivait depuis des années un profond malaise, on le savait, mais ses dirigeants n'ont jamais osé prendre la décision d'un examen salutaire réclamé par beaucoup. Une organisation sioniste, pour quoi faire, alors que l'Etat d'Israël existe et qu'il s'impose fermement au sein du mouvement par l'intermédiaire de ses représentants, qui, souvent, ne conçoivent de la part des délégués de la diaspora qu'un alignement pur et simple sur leur position, et alors que l'« aliyah » (l'émigration des juifs de l'étranger vers Israël) s'est presque arrêtée ou se trouve maintenant réduite à un ni-

veau symbolique ? A l'ouverture du congrès, nombreux étaient ceux qui espéraient encore une remise en cause, mais, une fois de plus, elle n'a pas eu lieu. Bien plus, les clivages politiques — les mêmes qu'en Israël — se sont encore aggravés (le Monde du 9 décembre).

Le congrès a perdu son temps (neuf jours) en querelles internes violentes et même violentes, puisque, à deux reprises, des congressistes ont été expulsés de la salle. L'après du débat politique en Israël entre majorité et opposition est si forte qu'elle a complètement déteint sur le congrès, les représentants du Likoud, le parti de M. Begin, et ceux du parti travailliste n'ont cessé de s'affronter, les orateurs des deux camps étant systématiquement interrompus par les vociférations et les huées de l'autre camp. Et quand ce chaos s'est apaisé, il a été relancé par les protestations des groupes qui voulaient défendre la cause des sépharades (juifs originaires des pays

arabes) et qui ont accusé les ashkénazes (juifs originaires d'Europe) de faire de la « discrimination » — un reproche très ancien en Israël — en empêchant qu'ils soient représentés aux postes de l'exécutif, qui supervise l'organisation sioniste mondiale et l'appareil administratif puissant qu'est l'Agence juive.

Pendant plusieurs jours, l'élection de l'exécutif n'a pu avoir lieu en raison de ces disputes, et ce n'est que, in extremis, dans la nuit du 16 au 17 décembre, après une négociation très difficile, que le Likoud s'est vu attribuer six sièges et le parti travailliste cinq, tandis que le mouvement Tami (sépharades), ayant menacé de quitter la coalition qui soutient M. Begin, a obtenu la promesse d'en détenir un.

Auparavant, le président de l'exécutif, M. Arye Dulzin (Likoud) avait dû, lui aussi, faire usage de la menace, déclarant qu'il était prêt à donner sa démission faute d'un compromis, finalement acquis de haute lutte à cinq heures du matin. M. Dulzin a été réélu pour quatre ans.

Une mise au point remarquée de M. Navon

Tout cela ne laissait guère de place aux discussions prévues à l'ordre du jour (également contesté). A propos de l'antisémitisme et de l'antisionisme, dont le développement préoccupe vivement les congressistes, le président de l'Etat d'Israël, M. Itzhak Navon, a fait une mise au point remarquée. Il a, en effet, sous forme d'avertissement, critiqué l'attitude de certains de ses compatriotes. « y compris des personnalités officielles », quand ils affirment un peu hâtivement selon lui que « le monde entier est contre nous ». M. Navon a dénoncé une pareille attitude parce qu'elle « tend à nous dégrader de la responsabilité de nos actes ».

M. Begin et les membres du gouvernement pouvaient se sentir visés, le président du parti travailliste, M. Shimon Peres, a attaqué la politique annexionniste du premier ministre en mettant l'accent sur le « danger démographique ». Les juifs pourraient être un jour minoritaires par rapport aux Arabes dans le cadre du « grand Israël » voulu par M. Begin. Ce dernier a répliqué en niant catégoriquement ce danger et en déclarant que les statisticiens s'étaient souvent trompés dans leurs prédictions en ne tenant pas compte du phénomène croissant d'émigration chez les Palestiniens, qu'ils s'en allaient vers les Etats du golfe Persique ou vers les autres pays.

De là à penser que la politique du président de la République dans les territoires occupés était en partie fondée sur la dispersion des Palestiniens, il n'y avait qu'un pas que certains dans l'auditoire ont franchi. Les travaillistes ont tenté de faire adopter une résolution dénonçant l'entreprise actuelle du gouvernement en Cisjordanie et à Gaza et souhaitant que l'effort financier considérable qu'il s'impose soit plutôt consacré au développement de la Galilée.

Les représentants sépharades ont fait une proposition similaire en demandant que les crédits alloués aux territoires occupés soient destinés à la rénovation des quartiers pauvres des grandes villes israéliennes, un projet de M. Begin lui-même, vieux de cinq ans et dont la réalisation reste embryonnaire. Mais ces résolutions, après de longues tractations, ont, en définitive, été très édulcorées dans le souci de maintenir un consensus apparent et de ne pas ternir davantage l'image du congrès.

Il est vrai que ce trentième congrès sioniste avait déjà failli sombrer dans le ridicule quand, par exemple, il fut sauvé d'un pugilat général par les femmes du mouvement Hadassah, qui ont entonné l'hymne national pour obliger les hommes à plus de retenue. Rien n'aura été épargné à cette assemblée, pas même, à la suite d'une malheureuse substitution de cassette, la diffusion sur le circuit de télévision intérieure d'un film porno à la place d'un documentaire sur les implantations.

FRANCIS CORNU.

Un étudiant palestinien de dix-huit ans, Samir Tajik, a été tué ce samedi matin 18 décembre, par balle, au cours d'une manifestation à Naplouse, en Cisjordanie, apprend-on de source palestinienne.

Un épisode de la guerre des nerfs entre Jérusalem et Washington

De notre correspondant

Jérusalem. — La guerre des nerfs à laquelle se livrent Israéliens et Américains depuis plusieurs semaines à propos des pourparlers entre Jérusalem et Beyrouth a connu un rebondissement inattendu le 17 décembre et a paru tourner à l'avantage du gouvernement de M. Begin. C'est du moins l'impression que celui-ci a voulu donner.

Le ministre de la défense, M. Ariel Sharon, a réservé une surprise à l'envoyé spécial américain, M. Philip Habib, venu une nouvelle fois — après avoir échoué le mois dernier — pour organiser le retrait, ou du moins un désengagement, des troupes étrangères au Liban — israéliennes, syriennes et palestiniennes. Au cours de la soirée de jeudi, au début de la réunion prévue entre la délégation américaine et les principaux membres du gouvernement israélien, alors que M. Habib s'apprêtait à présenter quelques « idées nouvelles » pour essayer de mettre fin au différend qui oppose Jérusalem et Beyrouth tant sur la procédure que sur le fond des pourparlers à venir, M. Sharon a révélé qu'il rentrait de Beyrouth, qu'il avait rencontré en secret des « officiels » libanais et avait enregistré des « progrès sensibles » durant ces conversations. C'était évidemment une façon de laisser entendre qu'Israël n'était pas besoin de la médiation américaine pour parvenir à un accord avec le Liban. Le gouvernement israélien n'a jamais caché qu'il préférait des négociations « directes » avec les dirigeants libanais.

Auparavant, M. Sharon, au cours d'une tournée d'inspection de l'armée israélienne dans le Chouf, avait confié à un correspondant militaire : « Nous

sommes aujourd'hui très près d'entamer des négociations directes avec le Liban sur des questions politiques et de sécurité, et cela peut nous mener à un second traité de paix avec un pays arabe ». Quelques heures plus tôt, en s'adressant aux délégués du congrès sioniste, le premier ministre, M. Menahem Begin, avait, lui aussi, fait preuve d'un optimisme certain. Il avait, en effet, souligné qu'il existait désormais « de bonnes chances de parvenir à un accord avec le Liban, pour permettre une évacuation simultanée des forces syriennes et israéliennes après le départ des troupes de l'O.L.P. (de la Bekaa et du Nord-Liban) ».

Un bluff ?

De la part de M. Sharon, s'agissait-il d'un coup de bluff ? Certains observateurs israéliens le pensent. Avant-il réellement rencontré des représentants du gouvernement libanais ? Les points de vue s'étaient-ils vraiment rapprochés alors que, jusqu'à ces derniers jours, la discussion était bloquée parce que les Israéliens exigeaient, notamment, que les pourparlers aient lieu en partie à Jérusalem, et que les Libanais refusaient cette condition pour ne pas donner un tour trop « politique » et « formel » aux rapports israélo-libanais ? Autant de questions qui n'ont pas encore trouvé de réponses. D'autant que les propos attribués à M. Sharon ont été démentis par un porte-parole du ministère de la défense et que la radio officielle libanaise a, pour sa part, qualifié les « révélations » de M. Sharon d'« informations suspectes répandues par Israël pour des raisons bien connues ». — F. C.



«... J'ai appris le ski à Nino Cerruti... il m'a appris l'élégance...» I. Stenmark.

Style et technicité pour la nouvelle collection de vêtements de ski et sports d'hiver signée Cerruti. Blousons, combinaisons pulls, parkas... Pour hommes et femmes. A découvrir, avant d'affronter la neige et le froid, au Département sport de la boutique Cerruti, 27, rue Royale à Paris.



ASIE

Chine

A travers les steppes de Mongolie intérieure III. — Baotou : cœur d'acier

La steppe mongole, parsemée de quelques centres industriels, a connu plus que bien d'autres régions de la Chine les avatars de la révolution culturelle, et l'influence « gauchiste » y est plus persistante qu'ailleurs (le Monde des 17 et 18 décembre). Mais les autorités ont fait des efforts pour tenter de réparer les erreurs du passé.

Baotou. — Située au pied des monts Qingshan (les montagnes Bleues), à quelque 150 kilomètres à l'ouest de Huhhot, capitale de la province, la ville de Baotou symbolise, aux yeux du pouvoir communiste, la Mongolie intérieure de demain : moderne, industrialisée et, au fond, fort peu mongole.

L'endroit, autrefois, devait être plutôt sauvage, si l'on en juge par son appellation. Baotou signifiait en mongol : « le lieu où courent les cerfs ». Hélas ! Ces gracieux cervidés ne hantent plus, depuis belle lurette, les alentours de ce qui est devenu aujourd'hui une vaste agglomération industrielle ; et il faut vraiment une vigilance extrême pour apercevoir, de temps à autre, dans ses faubourgs, un cheval — c'est pourtant l'animal mongol par excellence ! — voire un chameau tirant tristement une carriole et son paysan.

L'ombre de Mao

Des avenues larges comme des fleuves, des immeubles imposants abritant, ici un hôtel, là des instituts d'enseignement ou des palais de la culture et, continuant à planer sur la cité, l'ombre de Mao, dont plusieurs énormes statues se dressent toujours en différents points de la ville ; ainsi se présente Baotou, cœur d'acier de la région autonome de Mongolie intérieure, où les produits pour les minorités nationales sont relégués au rayon « folklore » du grand magasin local. La population de la ville (1,5 million d'habitants), nous dit fièrement l'un de ses responsables, se compose de vingt-huit nationalités outre les Han, mais ceux-ci, ajoute-t-il, représentent 96 % du total.

De ses origines de bourgade tapie à la lisière de la steppe et du morceau de plaine qu'arrose la boucle en U renversé du fleuve Jaune, Baotou conserve toutefois partiellement la marque : c'est la vieille ville, ville basse, décalée de venelles (les *hutongs*) et de maisons en terre adobe, éparpillée, en cette saison, de chaleur et de poussière. Plutôt que de reconstruire, les nouveaux planificateurs ont préféré fonder, à plusieurs kilomètres de là, deux nouveaux centres urbains. Entre ces trois parties de la ville qui s'étendent sur une superficie de 134 kilomètres carrés, on peut voir encore quelques terrains vagues et des champs de blé. A l'agglomération ont été, en outre, rattachées plusieurs petites

De notre envoyé spécial
MANUEL LUCBERT

ville des environs vouées à des activités minières (fer, charbon) et des districts ruraux qui portent l'étendard de l'ensemble à 10 000 kilomètres carrés.

Pour attirer rapidement en ces lieux une population nombreuse, il fallait un grand projet. Le culte de l'industrie lourde qui régnait dans les années 50 et l'amitié sino-soviétique, encore vigoureuse à cette époque, fournirent la solution : l'édification d'un immense combinat sidérurgique, destiné à devenir la base du développement industriel futur de la région autonome. Construit avec l'aide d'experts russes, ce complexe s'est érigé au fil des ans — et malgré les désagréments causés par la rupture avec Moscou — en véritable Etat dans l'Etat.

Autant de salariés que chez Toyota

S'étendant sur une superficie de 5 kilomètres carrés, ce combinat, il emploie, dans ses trente-quatre unités de production, plus de cinquante mille salariés, soit autant que la firme Toyota au Japon, mais pas exactement avec la même efficacité, cela va sans dire. Au total, il fait vivre entre deux cent mille et deux cent cinquante mille personnes, dont beaucoup logent à proximité de leur lieu de travail dans des immeubles sans grâce, semblables à ceux que l'on peut voir, de nos jours, dans toutes les banlieues industrielles du monde.

C'est en 1960, nous dit M. Ge Hongwen, vice-président du combinat, qu'a eu lieu la première coulée d'acier. La production s'est élevée, en 1981, à 1,2 million de tonnes pour la fonte et à peu près autant pour l'acier. Le minerai de fer vient de la mine de Bayun, située sur le territoire de la commune. Comme beaucoup de grands ensembles industriels en Chine, celui-ci possède, pour son personnel et leurs familles, ses propres écoles, ses jardins d'enfants, et même ce qui est appelé une « université », ainsi qu'un hôpital de 1 100 lits et deux dispensaires.

Malgré l'assurance donnée par le vice-président — nommé et non élu, de même que l'ensemble de la direction — selon laquelle la situation financière de l'entreprise s'est améliorée depuis la chute de la « bande des quatre », ses dirigeants se trouvent confrontés à des choix d'une grande importance pour leur propre avenir économique, et par conséquent celui de la ville, voire de la région, mais dont ils ne sont pas les seuls maîtres. D'une part, il leur faut s'adapter à la politique de « réajustement » qui tend, depuis deux, trois ans, à favoriser l'industrie légère. Tant bien que mal, ils ont essayé de s'accommoder de cette situation : l'accent, assurément, est mis davantage sur la qualité, de nouvelles productions ont été mises en route (par exemple, des structures en acier pour les maisons

des paysans, des éléments pour la fabrication de bicyclettes et de machines à coudre), un plus grand souci des problèmes de pollution s'est manifesté. Mais, à l'évidence, la production demeure encore inadaptable aux conditions nouvelles, comme l'indique, notamment, la persistance de stocks assez importants que n'expliquent pas seulement les difficultés d'acheminement dues à la saturation des lignes ferroviaires reliant Baotou à Pékin à l'est, et à Lanzhou à l'ouest.

Une autre question angossante, qui se pose ici comme dans d'autres villes du pays, est de savoir comment réaliser la modernisation de l'entreprise. Une brève visite de la fonderie et de l'un des laminiers suffit pour donner une idée de l'état archaïque des installations. En particulier, le vaste atelier de fonderie, ouvert à tous les vents et où règne un désordre inimaginable, qui évoque les descriptions par Zola des forges du siècle dernier : les hommes s'approchent à découvert des fourneaux rougeoyants chauffés à 1 000 degrés, une poussière ferreuse, soulevée par le vent venu du dehors, emplit les poumons, les promeneurs passent, sans que cela trouble qui-conque, à côté de cuves abandonnées, mais encore brûlantes. Au milieu de ce fatras, des slogans vantant les succès de la production et, comble d'ironie, les vertus de la sécurité du travail.

Qu'il faille rénover, restructurer, réformer, cela paraît l'évidence même. Mais comment et avec qui ? Les Russes sont partis en 1960 et ne sont pas revenus. Aujourd'hui encore, il n'y aurait aucun contact avec eux, affirme-t-on sur place. Faire appel aux Japonais, aux Américains ou aux Européens, cela risquerait de coûter très cher. Alors ?

Encore la Grande Muraille

Les difficultés de la reconversion viennent du gigantisme même du projet. De même que, dans l'agriculture, la primauté donnée, dans le passé, à l'extension des surfaces cultivées a fini par avoir des conséquences néfastes, de même, dans l'industrie, la priorité absolue accordée pendant longtemps au secteur « lourd » n'est pas sans inconvénients pour le développement futur de la région. Sur les deux cent quatre-vingt-dix mille salariés d'industrie de la ville de Baotou, deux cent mille sont employés dans l'industrie lourde. Il n'y a, dans toute cette cité de plus d'un million d'habitants, que 255 petites entreprises individuelles. Après trois années de réajustement, la valeur de la production de l'industrie légère ne représente pas plus de 23 % de la valeur de la production industrielle totale. Cela marque certes un doublement par rapport à 1979, mais nos interlocuteurs se montrent plutôt sceptiques sur les possibilités de continuer à ce rythme. « Ici, c'est une place forte de l'industrie lourde et, même à l'avenir, l'industrie légère ne la dépassera jamais », nous affirme avec assurance un responsable local de la planification.

Par son caractère absolu, cette profession de foi paraît typique d'une certaine mentalité rencontrée, de Baotou à Xilinhot en passant par Huhhot, tout au long de ce voyage. Province-frontière, région de minorités nationales, donc région sensible, insérée dans la forte prépondérance han, la Mongolie chinoise donne l'impression, en dépit de son ouverture récente, d'être en retard sur l'histoire, comme la télévision locale qui, dans le meilleur des cas, retransmet les programmes de Pékin avec deux jours de délai. Comme si l'obstacle de la Grande Muraille, conçue pour protéger la capitale chinoise des invasions « barbares » du Nord, était toujours aussi difficile à franchir.

De ce décalage, nous avons eu de multiples exemples, comme ce slogan relatif au passage : « *Moins jusqu'au bout la révolution prolétarienne sous la direction du président Mao* », qui fait sourire tant il paraît aujourd'hui démodé et incongru. Comme fait sourire, mais pour d'autres raisons, cette affiche lue dans un village : « *Le dentiste est arrivé. Il vient de Heilong. Il soigne, répare, arrache. Il habite à l'hôtel.* »

Entenement, la Mongolie intérieure souffre d'une longue convalescence. Mais, sur la voie du progrès, des problèmes redoutables l'attendent : déséquilibre écologique, intégration de la jeune génération mongole au monde chinois, adaptation industrielle. L'état d'arriération d'autrefois a été, semble-t-il, pour l'essentiel supprimé, bien du chemin reste à accomplir pour que cette région devienne, comme le voudrait le pouvoir, l'une des plus prospères du pays.

FIN

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Le ministre des affaires étrangères a rencontré des responsables mozambicains

Johannesburg. — Pas de commentaires. Nous avons fait le tour de nos problèmes communs. Voilà tout ce que M. P. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a déclaré, vendredi 17 décembre, à Pretoria, après avoir rencontré, des officiels mozambicains à Komatipoort, principal poste frontière entre les deux pays. La délégation de Pretoria comprenait également le directeur général des affaires étrangères, M. Van Dalsen, et au moins un officier supérieur. On ignore l'identité des émissaires mozambicains.

La reprise du dialogue direct entre Maputo et Pretoria, interrompu depuis le 11 décembre 1981, vise notamment pour Pretoria à s'assurer, sinon une impossible coopération du moins la neutralité de son voisin à l'égard de l'A.N.C. (Congrès national africain). Pretoria joue alternativement de la menace d'asphyxie économique et de l'intimidation militaire. L'Afrique du Sud offre également, malgré ses démentis, un soutien logistique à la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), qui mène la vie de plus en plus dure au gouvernement du président Machel.

Pour ce dernier, les quatre mille à cinq mille rebelles « antimarxistes » de la R.N.M. sont entraînés, ravitaillés et conseillés par l'Afrique du Sud. Leur station de radio, Africa Libre, émettrait d'ailleurs à partir des collines du Transvaal. Relativement peu nombreux mais bien armés et efficaces, les maquisards de la R.N.M. sont parvenus ces derniers mois à paralyser par intermittence les trafics ferroviaires et routiers entre le Mozambique et ses voisins du Nord. L'attaque contre le pont de Beira et la ville de Mutema (au Zimbabwe) est périodiquement mise hors d'usage. A la suite de ces perturbations, le Zimbabwe vient d'ailleurs

De notre correspondant
d'introduire un nouveau rationnement de l'essence.

Second partenaire commercial du Mozambique, l'Afrique du Sud y a détaché des techniciens pour en gérer les ports et les chemins de fer. Le port de Maputo rapporte au pays entre 40 et 50 millions de rand (1) par an, 40 % environ des rentrées de devises étrangères au Mozambique sont libellées en rand sud-africain.

Près de quarante mille ressortissants mozambicains travaillent au pays de l'apartheid. Plusieurs milliers d'ouvriers agricoles tentent chaque année de traverser clandestinement la frontière pour se faire employer par les fermiers blancs de l'est du Transvaal, qui viennent cependant d'être fermement invités par leur gouvernement à régulariser avant le 31 décembre, sous peine de lourdes amendes, la situation de plus de cinq mille travailleurs « illégaux ».

Aux prises avec une économie à la dérive, miné de l'intérieur par les attaques de ses dissidents et les spectaculaires défections de certains de ses cadres, le régime de Maputo, a craint un moment une intervention militaire de Pretoria.

Des unités tanzaniennes et zimbabwéennes ont été appelées à la rescousse. En mai, le président Machel s'est rendu à La Havane et, tout récemment, M. Fidel Castro a laissé entendre qu'une force cubaine « internationale » pourrait se rendre à Maputo. Jugée « insupportable » par Pretoria, cette éventualité se trouve probablement à l'origine de la réaction de Komatipoort.

En l'absence de déclaration officielle, la plus grande circonspection s'impose, mais il n'est pas interdit de penser que l'A.N.C. pourrait, une nouvelle fois, faire les frais d'un

modus vivendi retrouvé entre les deux pays. Il n'y a pas si longtemps, après tout, que M. Machel déclarait : « Les Sud-Africains blancs sont des Africains comme nous. C'est l'apartheid qui est notre ennemi ! » Sa destruction devra provenir des forces intérieures d'Afrique du Sud.

PATRICE CLAUDE

(1) 1 rand = 9 francs.

Côte-d'Ivoire QUATRE SOMMETS DEL'AFRIQUE FRANCOPHONE A YAMOUSSOUKRO

Yamoussoukro. (Rassemblement). — Quatre conférences d'organisations de l'Afrique de l'Ouest francophone se tiendront du dimanche 19 au mardi 21 décembre, dans cette ville du centre de la Côte-d'Ivoire. Ces quatre sommets de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), de l'accord de non-agression et d'assistance mutuelle militaire (ANAM), de l'Union monétaire ouest-africaine (U.M.O.A.) et de l'Organisation communautaire africaine et mauricienne (OCAM) réuniront au total neuf chefs d'Etat : les présidents Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire), Diouf (Sénégal), Kountché (Niger), Traoré (Mali), Ouédraogo (Haute-Volta), Ould Haïdala (Mauritanie), Eyadéma (Togo), Kérékou (Guinée) et Ndayishimiye (Rwanda).

AMÉRIQUES

Nicaragua

M. TOMAS BORGE : « Reagan veut nous détruire mais il ne sait pas comment s'y prendre »

Managua. — M. Tomas Borge, cinquante-deux ans, est l'un des neuf commandants qui composent la direction du Front sandiniste et l'un des chefs historiques de la révolution. Ministre de l'Intérieur depuis la chute de Somoza en juillet 1979, il dirige la lutte contre les tenants de l'ancien régime et tous ceux qui ont rejoint le camp de la « contre-révolution ». Nous l'avons interrogé sur la situation militaire de son pays.

Croyez-vous que les Américains vont vous attaquer ?

— Je ne le crois pas. Je ne crois pas non plus que les Honduriens vont engager leur armée contre nous. Ils auraient trop à perdre. Face à notre peuple qui serait motivé parce qu'il défendrait son territoire, ils enverraient au combat des

payans qui ne sauraient pas pour quel ils se battent dans un pays qui ne serait pas le leur.

Et les manœuvres militaires conjuguées des Etats-Unis et du Honduras ?

— C'était pour nous impressionner. Et aussi sans doute pour que nous nous trompions de cible, pour nous faire croire que l'agression viendrait de ce côté-là.

Vous avez affaire à combien de somozistes en armes ?

— Il y en a cinq mille au Honduras et un millier en permanence sur notre territoire.

Si les cinq mille envahissent le pays, que se passera-t-il ?

— Nous leur opposerons deux cent mille hommes et alors il n'y aura plus de frontière.

Que cherche Reagan à votre avis ?

— Il veut nous détruire, mais il ne sait pas comment s'y prendre. Alors il tâte un peu de tous les moyens. Ce qu'il ignore, c'est que nous sommes habitués au danger et que le danger nous stimule. Il nous permet en outre de mobiliser notre population. Dans leur désir d'en finir avec notre révolution, les Américains peuvent mettre le feu à toute l'Amérique centrale, mais ils sont finalement les perdants : car les peuples alors secoués par leur tyrannie et retrouveront leur dignité.

Est-ce que M. Reagan ne cherche pas à vous radicaliser ?

— Si c'est le cas, il n'a rien compris à notre révolution. Quoi qu'il fasse, nous ne serons ni plus ni moins radicaux. Nous ne parlons pas de pluralisme politique et d'économie mixte pour faire plaisir aux Américains. Il s'agit de notre programme et nous le maintiendrons quelle que soit la politique de M. Reagan.

Le pluralisme, cela veut dire des élections. Quelles élections ?

— Nous ne savons pas encore. Nous étudierons le système électoral d'autres pays pour mettre au point des élections adaptées à la réalité du noir.

Votre conception du pluralisme implique-t-elle la possibilité pour l'opposition d'accéder au pouvoir ?

— Pour être franc avec vous, je ne pense pas qu'elle en aura les conditions.

Pourquoi les Indiens Miskitu se sont-ils révoltés contre vous ?

— Quand la révolution est arrivée sur la côte atlantique, elle ne savait rien des Indiens. Elle n'avait aucune connaissance ethnologique. Elle a donc commis des maladrotes, utilisé des méthodes parfois expéditives. Les Miskitus se sont rebellés : certains ont pris les armes contre nous. Nous avons été obligés de réprimer. Il n'est pas dans la nature de la révolution de réprimer, mais nous avons dû le faire.

Ch. V.

DE LA GUÉRILLA A LA GUERRE

(Suite de la première page.)

Il y a eu, en une semaine, douze morts dans les rangs sandinistes. Il semble que ce soit la moyenne hebdomadaire des victimes depuis que les somozistes ont attaqué en force. On aurait dénombré environ trois cents morts depuis le début de l'année.

Les « contras » ont bien choisi en détruisant des entrepôts alimentaires, en s'attaquant même à des barrages. Le Front sandiniste a dû employer six mille jeunes pour cueillir le café, la main-d'œuvre habituelle ayant été éloignée par les combats.

De l'avis général, les « contras » sont parfaitement entraînés et équipés. Ils disposent d'hélicoptères et sans doute d'avions : on a découvert dans des zones qu'ils avaient occupées des pistes pour DC-3. Depuis plusieurs mois, un millier d'entre eux se sont infiltrés dans le département septentrional de Jinotega et même dans celui de Managua, au centre du pays — pour faire de l'action psychologique auprès des paysans et tenter de les gagner à leur cause.

Selon l'opposition nicaraguayenne, les sandinistes ont plus de moyens qu'ils n'en ont. Les sandinistes quand ils se battent sont Somoza, dit un des dirigeants du parti conservateur, M. Alfonso Celero. Ils ont plus d'hommes et plus d'armes.

Il est vrai que l'armée sandiniste est aussi plus nombreuse que ne l'était la garde nationale du défunt dictateur. On remarque néanmoins que ce sont des miliciens — des volontaires en principe — qui sont souvent en première ligne contre les somozistes et que leur entraînement, voire leur équipement, laissent beaucoup à désirer.

CHARLES VANHECKE

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LE RETOUR AU RÉGIME CIVIL RESTE FIXÉ À 1984. — Les affrontements qui ont marqué la manifestation du 16 décembre à Buenos-Aires n'entravent pas le retour, prévu pour 1984, au régime civil, a déclaré vendredi 17 décembre le général Carlos Coria, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Le bilan des heurts du 16 décembre reste d'un mort et plusieurs dizaines de blessés. Les proches de la seconde personne morte vendredi dans un hôpital de Buenos-Aires après la manifestation ont précisé que le décès était dû à une chute accidentelle. — (A.F.P.)

Nouvelle-Zélande

M. BILL ROWLING, chef du parti travailliste et ancien premier ministre en 1974-75, a annoncé qu'il ne demanderait pas le renouvellement de son mandat, écrit ce samedi 18 décembre le quotidien britannique, *The Guardian*. L'élection d'un nouveau chef du Labour est prévue pour février prochain, et l'adjoint de M. Rowling, M. David Lange, semble bien placé pour l'emporter.

Suriname

SUSPENSION DE L'AIDE AMÉRICAINE. — Les Etats-Unis ont décidé de suspendre leur aide militaire et économique au Suriname, qui s'élève actuellement à 1,5 million de dollars, a annoncé vendredi 17 décembre le

département d'Etat. Cette aide ne sera pas rétablie « tant que les responsables du Suriname n'auront pas fourni des explications sur les récents événements et sur l'orientation politique du régime », a déclaré un porte-parole du département d'Etat. M. Alan Romberg, Washington avait vivement déploré les exécutions publiques d'au moins 25 personnes qui ont suivi le coup de force militaire intervenu le 8 décembre dans l'ancienne Guyane néerlandaise. — (A.F.P.)

U.R.S.S.

EXPULSION DE L'ATTACHÉ NAVAL BRITANNIQUE. — Le capitaine Bruce Richardson a été prié, vendredi 17 décembre, de quitter l'U.R.S.S. d'ici à une semaine. Cette mesure est visiblement prise en représailles de l'expulsion par la Grande-Bretagne, il y a deux semaines, du capitaine Zotov, attaché naval soviétique à Londres.

Vatican

LE PAPE REÇOIT LE MINISTRE HONGROIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Le pape Jean-Paul II s'est entretenu, vendredi 17 décembre, pendant près d'une demi-heure avec M. Frigyes Puga, ministre hongrois des affaires étrangères, qu'il recevait en audience privée. Après son entretien avec le souverain pontife, M. Puga a été reçu par le cardinal secrétaire d'Etat Agostino Casaroli. — (A.F.P.)

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les négociations entre le P.S. et le P.C.

M. Jospin et M. Marchais concluront un accord politique

Les négociations socialistes et communistes chargées de préparer un accord entre les deux partis pour les élections municipales de mars prochains se sont réunies vendredi 17 décembre au siège du P.S. MM. Marcel Debarge, membre du secrétariat

Après les décisions du comité directeur du parti socialiste, qui avait réduit de dix-huit à onze le nombre de villes de plus de trente mille habitants où les socialistes tenteraient d'enlever la mairie aux communistes, ceux-ci avaient observé, par la voix de M. Laurent, qu'il était ainsi créé un « contexte de progression vers un accord ».

Le dirigeant communiste avait indiqué toutefois que la décision du comité directeur autorisant la présentation de listes socialistes « dans des villes comme Nîmes, Sarrebourg ou Suresne » constituait une « dernière difficulté ».

Cette « difficulté » a été évoquée vendredi au cours de la réunion du groupe de travail, les communistes insistant particulièrement sur le cas de Nîmes. Il s'agit, après Saint-Étienne, Le Havre, Reims, Le Mans et Amiens, de la ville la plus importante que gère le P.C.F.

Le comité directeur du P.S. avait renoncé à disputer aux communistes la mairie de Saint-Étienne et celle du Mans (acquises par le P.C.F. en 1977 à la tête de listes d'union de la gauche), ainsi que celle d'Amiens. Une « primaire » est prévue à Reims, ville gagnée en 1977 et que le P.C.F. n'a pas beaucoup d'espoir de conserver.

Reste Nîmes, où les communistes soulignent que M. Emile Jourdan, maire depuis 1965, avait été réélu député, en juin 1981, alors que M. Mitterrand avait dévancé M. Marchais, au premier tour de l'élection présidentielle dans cette ville et alors que les circonstances étaient très favorables au P.S.

national du P.S., et Paul Laurent, membre du secrétariat central du P.C.F., ont annoncé, après trois heures et demie de discussions, qu'une rencontre au sommet aura lieu la semaine prochaine entre MM. Lionel Jospin et Georges Marchais.

« ne peut se résoudre » à des « primaires » dans ces villes, et il a invité le P.S. à continuer les négociations.

Ces déclarations n'ont pas été reprises par l'Humanité, samedi, ce qui semble indiquer que la direction du P.C.F. se place, actuellement, dans la perspective de l'accord qui doit être conclu la semaine prochaine, sans qu'il soit interdit, pour autant, aux organisations locales, de poursuivre leur action sur le thème de l'union autour du maire sortant. Les communistes ont toujours indiqué, au demeurant, que les « primaires » constituent, à leurs yeux, des exceptions à l'accord politique national qui doit être conclu, et non pas une possibilité qui puisse être admise officiellement dans cet accord.

Les dirigeants socialistes et communistes auront encore « du grain à moudre » lors de leur rencontre au sommet. Il ne s'agit pas, pour eux, de paraphraser un document déjà établi. Parmi les autres problèmes à examiner, il y a celui des villes démunies par l'opposition et où il y a contestation sur la tête de liste entre le P.S. et le P.C.F. (c'était le cas, par exemple, à Rouen, à Soissons, à Maubeuge, à Douai, à Puteaux et à Issy-les-Moulineaux).

Les négociations sont également difficiles à Paris, où le P.C.F. revendique des têtes de liste et s'accroche mal de l'éventuelle présence de M. Fiszbin, exclu « de fait » du parti communiste, sur la liste du dix-neuvième arrondissement.

P. J.

LYON : la « sagesse » de M. Barre...

De notre correspondant régional

Lyon. — Une semaine d'attente pour un communiqué... d'attente. Les responsables de la droite lyonnaise espèrent depuis lundi dernier, une prise de position de M. Raymond Barre, à propos du conflit entre M. Francisque Collomb, sénateur non inscrit, maire sortant, et M. Michel Noir, député R.P.R. En d'autres termes, entre M.D.F. et les « apolitiques » d'une part, le R.P.R., d'autre part.

Plus que jamais fidèle à son image de « rassembleur », l'ancien premier ministre a adressé vendredi 17 décembre à l'agence France-Presse un texte indiquant : « A la suite des nombreux entretiens que j'ai eus depuis le début de la semaine, j'ai pu mesurer la déception et l'inquiétude que provoque à Lyon la perspective de primaires au sein de l'opposition. Rien ne sépare fondamentalement, au plan des principes, les futurs concurrents. Cependant, leur affrontement électoral risque de provoquer les abstentions, de favoriser l'actuelle majorité, de peser sur la question future de la ville ».

« Mon attitude à l'égard des prochaines élections municipales ayant été à diverses reprises clairement exprimée, je n'en suis que plus libre pour lancer un ultime appel en faveur de l'union de tous ceux qui, à Lyon, participent à l'opposition nationale qu'ils appartiennent ou non à une formation politique ».

M. Barre a ajouté qu'il a écrit aux deux adversaires pour « qu'ils procèdent à un nouvel examen de la situation et recherchent les bases d'un accord permettant d'unir sur une même liste les représentants de toutes les tendances politiques de l'opposition ainsi que des personnalités socio-professionnelles jouissant à Lyon d'une autorité indiscutée ».

« C'est une excellente déclaration », a commenté à chaud M. Noir qui n'exclut pas ultérieurement un soutien de M. Barre à ses listes, « surtout si dans certains arrondissements nous parvenons à établir des listes paritaires R.P.R.-U.D.F. ». « C'est un événement politique », assure même le député de la Croix-Rousse. Il est vrai que dans l'entourage du maire on laissait prévoir un soutien très ferme à M. Francisque Collomb... A l'hôtel de ville, on se contentait, vendredi soir, de « prendre acte » du communiqué de M. Barre en attendant son courrier.

Il semble que la position médiane de l'ancien premier ministre soit à moyen terme difficile à maintenir. En effet, on imagine mal un accord de dernière minute entre deux camps qui ont affirmé à plusieurs reprises et séparément être allés au bout des concessions. M. Barre ne

peut à l'évidence prendre le risque politique... d'attendre le deuxième tour.

En outre, il faudra encore une fois tenter de percer un mystère. Qui sont ces « personnalités socio-professionnelles jouissant à Lyon d'une autorité indiscutée » ? Des « politiques » à la mode Francisque Collomb ? Des socio-professionnels que le R.P.R. est prêt à accueillir ? Ou plus simplement des « baristes » convaincus ?

Parmi les premiers, on pourrait reconnaître M. André Soulier, porte-parole des « apolitiques » qui n'entendent pas être « les silencieux de l'égérie municipale ». Les seconds correspondraient, selon M. Noir, à quelques-unes des têtes de liste qu'il propose. Quant à la dernière hypothèse, elle compliquerait encore un « dosage », qui avait été la source déclarée des accords Collomb-Noir.

« Dans tout cela, pas grand-chose de nouveau », nous a déclaré M. Gérard Collomb, député, tête de file socialiste. Les seuls « bons » socio-professionnels sont... les plus proches de chacun des camps. Le jeu de chat perché continue avec des variantes à deux ou trois. Le troisième étant à géométrie variable, tantôt M. Chirac, tantôt M. Barre. « Quand parlera-t-on de problèmes concrets ? », conclut M. Gérard Collomb.

CLAUDE RÉGENT.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La commémoration de l'abolition de l'esclavage

L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 17 décembre, le projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage. Le gouvernement avait prévu de prendre comme date anniversaire le 27 avril 1848, qui est la date du décret par lequel le gouvernement provisoire de la Seconde République mit fin effectivement à l'esclavage, grâce à l'action de Victor Schoelcher, alors sous-secrétaire d'Etat aux colonies.

Le Sénat a modifié cette date (le Monde du 5 juin 1982), préférant prendre comme référence celle du « 16 pluviôse An II » (14 février 1794), qui correspond à un décret de la Convention nationale dû à l'initiative de l'abbé Grégoire. Mais, comme l'a rappelé à l'Assemblée nationale M. Rouquet (P.S., Val-de-Marne), rapporteur de la commission des lois, ce dernier décret est resté lettre morte, à la suite du coup d'Etat du 18 brumaire. En outre, la loi du 10 mai 1802 rétablissait la traite et l'esclavage. D'autre part, le Sénat avait prévu de commémorer aussi « l'érection de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion en départements français ».

M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, a justifié la date choisie par le gouvernement, en indiquant notamment : « Il vaut mieux commémorer les actes que les intentions ». Sur proposition de la commission des lois, l'Assemblée a rétabli le texte suivant : « La commémoration de l'abolition de l'esclavage fait l'objet d'une journée fériée dans les départements ».

de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, ainsi que dans la collectivité territoriale de Mayotte. Un décret fixe la date de cette commémoration pour chacune des collectivités territoriales visées ci-dessus ».

Un débat assez polémique a précédé ce vote, une partie de l'opposition reprenant à son compte la référence de la départementalisation et reliant celle-ci au débat sur le projet de loi relatif à la décentralisation outre-mer. M. Emmanuelli a, d'autre part, confirmé que cette commémoration fera l'objet, en métropole, d'une « journée nationale ».

Textes divers

L'Assemblée nationale a adopté définitivement, vendredi 17 décembre, les projets de loi suivants :

● P.L.M. (organisation administrative). En troisième lecture, le projet relatif à l'organisation administrative de Paris, Lyon et Marseille et des établissements publics de coopération intercommunale. Ce texte ne diffère pas de celui que les députés ont adopté en deuxième lecture (le Monde du 11 décembre).

● P.L.M. (code électoral). En troisième lecture, le projet portant modification de certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du Conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille. Ce texte est identique à celui que les députés ont adopté en deuxième lecture (le Monde du 11 décembre).

AU SÉNAT

- Répartition des compétences de l'Etat entre les collectivités locales : vote définitif du projet.
- I.V.G. et transports intérieurs : questions préalables adoptées.

Le Sénat a examiné et voté, vendredi 17 décembre, les conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de M. Gaston Defferre concernant la répartition des compétences de l'Etat entre les collectivités locales.

Le rapporteur, M. Girod (Gauche dém., Aisne), souligne les conditions dans lesquelles, en dix-huit heures de discussion, la commission mixte paritaire (C.M.P.) a réussi à s'entendre sur un texte commun. Il déplore l'intervention postérieure du gouvernement qui a remis en question cet effort exceptionnel de conciliation. Quatre amendements gouvernementaux, qui concernent les moyens financiers des collectivités locales, vont, en effet, directement, estime-t-il, à l'encontre des décisions de la C.M.P. et sont inacceptables.

« Si la Constitution, répond le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, n'a pas prévu que le gouvernement assisté aux C.M.P. c'est pour qu'il ne soit pas lié par leurs décisions... Je ferai, ajoute-t-il, mon possible pour aller dans le sens souhaité au sujet des contingents d'aide sociale mais je ne puis m'engager à obtenir les 500 millions de francs nécessaires pour la révision des barèmes de cette aide sociale ».

M. Jozeau-Mariné (R.I., Manche), président de la commission des lois, déclare notamment : « Revenir sur un accord en commission mixte paritaire, surtout un accord unanime, n'est pas admissible. C'est en tout cas l'attitude et la réaction ».

que le Sénat unanime a toujours eues quel que fût le gouvernement ».

En définitive, M. Gaston Defferre obtient néanmoins le vote de son projet. Par 122 voix contre une et 172 abstentions (R.I., Union centriste, R.P.R.), le Sénat adopte le texte de la commission mixte paritaire assorti des amendements du gouvernement.

Après avoir débattu d'une question orale sur la situation de l'industrie textile, à l'occasion de laquelle M. Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, souligne que la « tendance au déclin » a été stoppée, le Sénat entreprend l'examen du projet de loi sur le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.) par la Sécurité sociale.

Comme elle l'avait fait devant l'Assemblée nationale (le Monde du 12-13 décembre), M. Roudy, ministre des droits de la femme, a défendu son projet, montrant notamment que l'I.V.G. n'avait pas d'effets « notables » sur la natalité.

M. Schwint (P.S., Doubs), président de la commission des affaires sociales, faute de volontaires, doit présenter lui-même un rapport qui, contre son opinion personnelle conclut : « qu'il n'y a pas lieu à débattre », et rejette le texte en lui opposant la question préalable.

Dans la discussion générale, on entend M. Collet (R.P.R., Paris) se rapprocher à Mme Roudy de vouloir

● Nouvelle-Calédonie et Polynésie. En deuxième lecture et dans le texte du Sénat (le Monde des 27 novembre et 17 décembre), le projet modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française.

● Formation professionnelle des artisans. En deuxième lecture et dans le texte du Sénat (le Monde des 25 novembre et 17 décembre), le projet sur la formation professionnelle des artisans.

● Renouvellement des baux commerciaux. L'Assemblée a également adopté en première lecture le projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1983. Ce texte (qui n'est donc pas définitif) fixe à 2,55 le taux de variation des baux commerciaux non supérieurs à neuf ans qui viendront à échéance en 1983. Ce taux, prévu par un décret de 1953 modifié en 1972, résulte normalement d'un calcul complexe. Aussi, depuis 1975, l'habitude a-t-elle été prise de le déterminer tous les ans par voie législative. L'année dernière, il avait été fixé à 2,55. Il aurait donc dû être fixé à 2,79 cette année. Le taux de 2,55 a cependant été maintenu, a expliqué M. Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat, de façon à assurer « une rémunération équitable des propriétaires » permettant la conservation du patrimoine immobilier, tout en évitant « d'alourdir les charges des entreprises commerciales et artisanales ».

donner satisfaction « à une phalange hystérique ». M. Chérioux (R.P.R., Paris) accuse le gouvernement de pratiquer une politique familiale de régression. M. Guillard (R.I., Loire-Atlantique) pose le problème moral de la femme stérile, qui souffre de n'avoir pas d'enfant et que, dit-il, on va « imposer » pour aider à provoquer la mort d'innocents.

Mme Goldet (P.S., Paris) estime que si l'on raisonne comme l'orateur précédent, on peut aussi se scandaliser d'être « imposé » pour les tabagiques, pour les alcooliques ou les fous du volant, quand soi-même on ne l'est pas.

M. Le Cozannet (Un. cent., Côtes-du-Nord) condamne dans cette mesure « un détournement des ressources de la Sécurité sociale ». Mme Beaudou (P.C., Val-d'Oise) pense au contraire que le développement de l'éducation sexuelle sur la contraception fera baisser le nombre des I.V.G., et que la mesure proposée réduira la dépense globale entraînée par les avortements clandestins qui n'ont pas disparu.

« Les femmes vont recevoir un droit », souligne le ministre, Mme Roudy. Elles conservent leur liberté et leur responsabilité. Considérez-les comme des adultes !

M. Jacques Pelletier, président du groupe de la gauche démocratique, annonce que, « quoique hostiles » à la mesure proposée, nombre de ses amis s'abstiendront sur la question préalable, procédure dont ils ne veulent pas abuser.

Cette question préalable est alors votée par 175 voix contre 109 et 17 abstentions.

En séance de nuit, par 170 voix contre 107 et 24 abstentions, le Sénat a adopté une seconde question préalable opposée à la poursuite de la délibération sur le projet de loi d'orientation des transports intérieurs adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture (le Monde du 18 décembre). Le rapporteur, M. Ceccaldi-Pavard (Un. cent., Essonne) a estimé que, après l'échec de la C.M.P. et le vote des députés revenant au texte qu'ils avaient approuvé en première lecture, un débat en seconde lecture serait « long et inutile ».

Auparavant, la Haute Assemblée avait décidé de créer une commission de contrôle sur les établissements chargés d'accueillir les personnes âgées, conformément à l'avis du rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Chérioux (R.P.R., Paris) et comme le demandaient les sénateurs R.P.R., R.I. et M.M. Cantegrit, Girod et Moutet, tous trois membres du groupe de la Gauche démocratique. Les sénateurs communistes et socialistes, convenant de l'utilité d'une telle commission mais hostiles à sa création avant les élections municipales, se sont abstenus.

A. G.

**FOURRURES
GEORGE V
EXCEPTIONNELLEMENT
MAGASIN OUVERT
DIMANCHE 19 DECEMBRE**

de 10h00 à 19 h 00 sans interruption
40, Av. George V. Paris 8^e

CANTAL

AURILLIAC. — M. René Soucheon, député socialiste de la première circonscription, vice-président du conseil régional d'Auvergne et maire sortant, a annoncé qu'il sollicitera le renouvellement de son mandat.

Après un débat
sur les sondagesUNE LETTRE DE M. JÉROME
JAFFRÉ, DIRECTEUR DES
ÉTUDES POLITIQUES DE LA
SOFRES

Après la parution dans le Monde du 18 décembre d'un article dans lequel M. François Loncle, député de l'Eure (P.S.) et président de l'intergroupe d'étude des problèmes d'information à l'Assemblée nationale, mettait en cause certaines méthodes de la Sofres, le directeur des études politiques de cet institut, M. Jérôme Jaffré, nous a adressé la lettre suivante :

Ayant pris connaissance avec stupor des déclarations de M. François Loncle à l'Assemblée nationale des anciens de la Sofres, nous tenons à faire savoir que ces allégations sont dénuées de tout fondement.

Créé en février 1971, le baromètre mensuel Figaro-Sofres mesure, depuis cette date, l'état de l'opinion et la popularité des principales personnalités politiques. Il constitue ainsi, depuis près de douze ans, un instrument de connaissance sur l'opinion, précieux et incontestable.

Les personnalités, qui figurent en petit nombre au baromètre Figaro-Sofres, sont choisies en fonction de leur popularité dans l'opinion et des fonctions politiques qu'elles exercent. C'est en sa qualité de président d'une formation politique importante que M. Robert Fabre a occupé, durant plusieurs mois, la dernière place des leaders de l'opposition d'après avoir 7 % des réponses. Au fil des ans, sa popularité a progressé ou reculé, selon la conjoncture politique ou son action personnelle, comme le montrerait aisément un examen attentif de la chronologie.

Le débat sur les sondages est nécessaire et les critiques peuvent être fécondes. Mais la Sofres déplore qu'un député, président de surcroît d'un intergroupe sur les problèmes d'information, ait eu bon de l'alimenter en recourant à la calomnie.

L'ADOPTION DU RAPPORT BONNEMAISON

Soixante et une propositions pour améliorer la sécurité

Installée au mois de mai dernier et chargée d'une mission d'étude sur la sécurité, la commission présidée par M. Gilbert Bonnemaison, député (P.S.) de la Seine-Saint-Denis et maire d'Épinay-sur-Seine a adopté ses conclusions vendredi 17 décembre. Voici l'essentiel des soixante et une propositions qu'elle a retenues des quatre familles politiques qui composent cette commission (Le Monde du 4 décembre) et dont le premier ministre est maintenant saisi.

● Environnement social et cadre de vie

- Avoir une nouvelle politique du logement dont les élus locaux auraient la maîtrise, avec notamment une répartition équitable des logements sociaux entre les communes et un encouragement à la réhabilitation.

- Développer des équipements socio-éducatifs dans les grands ensembles.

- Étudier à l'échelon communal dans une cellule multidisciplinaire les problèmes de la circulation.

- Développer l'éclairage public, les voies piétonnes.

- Prendre des mesures pour renforcer la sécurité dans les transports publics et les parkings.

- Faire participer les médias à la prévention de la délinquance.

- Doter d'un statut les personnels d'animation et d'action sociale, et coordonner les interventions des travailleurs sociaux.

- Favoriser une répartition harmonieuse des immigrés dans les programmes de logements sociaux, instaurer une politique d'alphabétisation, améliorer l'intégration des enfants d'immigrés au système scolaire.

- Mettre en place un programme d'accueil des nomades.

- Accroître la prévention en matière de drogue et d'alcoolisme, qui posent souvent des problèmes analogues.

● Protection de la jeunesse

- Enseigner aux familles qui le souhaitent leurs droits et devoirs, la gestion de leur budget, en instituant de cours du soir et avec l'aide des médias.

- Réduire les effectifs des établissements scolaires et encourager les rencontres à l'intérieur des écoles.

- Mener des expériences de pédagogie nouvelle. Adapter l'instruction civique au monde contemporain.

- Revoir l'admission des jeunes inadaptes au service national (qu'ils n'en soient pas systématiquement écartés, qu'ils puissent aussi être orientés vers certaines formes de services civils).

- Réviser les conditions de prise en charge de certains jeunes (par exemple possibilité de formation itinérante inspirée du modèle « apprentis compagnons du Tour de France »).

- Poursuivre et étendre les actions de prévention de l'été 1982, développer les bureaux d'accueil pour

la jeunesse et faciliter l'acquisition d'une formation professionnelle de base.

- Utiliser de façon continue les équipements publics, ainsi que les locaux scolaires en dehors des heures de classe.

● Réforme et méthode administratives

- Améliorer la fiabilité des statistiques de la criminalité.

- Transférer aux collectivités locales certaines activités administratives effectuées par la police d'État (cartes d'identité, cartes de séjour, passeports, contrôles du stationnement et surveillance des sorties d'écoles par exemple).

- Améliorer l'accueil et l'information du public dans les commissariats de police, revoir la formation des policiers, développer l'usage, modifier le statut des agents de police municipale.

- Définir la place des sociétés de gardiennage dans la société, le vide juridique actuel n'étant pas satisfaisant.

- Préciser la réglementation des armes, le nombre des accidents mortels occasionnés par les détenteurs d'armes étant en augmentation.

● Les questions judiciaires

- Améliorer l'apport de la justice à la prévention et renforcer les effectifs de la magistrature.

- Organiser les travaux d'intérêt général.

- Organiser l'aide pratique et morale aux victimes de la délinquance, améliorer l'aide financière en leur faveur.

- Instaurer une procédure de recours gratuits en cas de refus de couverture de risques de vol (le refus d'assurer certains biens favorise l'antidépense).

- Donner à la population et aux élus locaux une meilleure connaissance de la prison.

● L'organisation permanente de la prévention

- Créer un conseil national de prévention de la délinquance ainsi que des conseils départementaux et des conseils communaux.

- Doter les instances de prévention d'un fonds national de prévention.

- Faire participer les demandeurs d'emploi à la prévention (que des chômeurs âgés de cinquante ans puissent, par exemple, encadrer le service de travail d'intérêt général et participer à des activités d'animation).

Les ministres européens veulent empêcher les importations de peaux de bœufs phoques

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Les ministres de l'environnement de la Communauté européenne sont convenus, dans la nuit du vendredi 17 décembre à Bruxelles, de prendre les mesures nécessaires et possibles pour empêcher les importations de peaux de bœufs phoques.

Le texte, pour le moins confus, adopté par les Dix jusqu'au mardi 19 décembre, impose au Parlement européen, reprise par la Commission de Bruxelles sous la forme d'une proposition de règlement communautaire, d'arrêter le commerce avec le Canada. En réalité, la formule retenue laisse une grande marge de manœuvre aux États membres, alors qu'une réglementation proprement dite de la C.E.E. leur aurait imposé un véritable embargo.

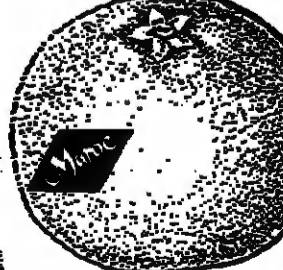
Ainsi, les Allemands, qui craignent des mesures de rétorsion du Canada dans le secteur de la pêche, ne pourront pas appliquer la « décision » des Dix, leur législation nationale, affirme-t-on à Bruxelles, ne leur permettant pas de prendre une mesure de ce genre. Les Britanniques, qui assurent pour une grande part le traitement des peaux, ont conclu avec leurs industries un accord de suspension des importations pour un an. La chasse des bœufs phoques au Groenland n'est pas non plus touchée, puisque seuls sont concernés les animaux de moins de trois mois.

Pour l'avenir, les Dix s'en remettent aux conclusions des scientifiques sur les méthodes d'abattage et la préservation de l'espèce avant de revoir le dossier. C'est, en quelque sorte, leur façon de répondre à

l'aide-mémoire d'Ottawa, transmis il y a quelques jours, qui demande l'ouverture de discussions avec les autorités de la C.E.E. Le document parle aussi de la possibilité, pour le gouvernement canadien, de recourir à l'arbitrage du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) au cas où la Communauté déciderait de fermer ses frontières aux importations de peaux de bœufs phoques. - M. S.

goûtez au soleil.

clémentines



QUALITÉ

Maroc

JUSTICE

Les geôliers du baron Empain ont été condamnés à des peines sévères

Il aura fallu près de cinq heures à la cour d'assises de Paris, présidée par M. Xavier Vassini, pour rendre son verdict dans le procès des geôliers du baron Empain. Un verdict sans ambiguïté, puisque tous les accusés ont été déclarés coupables et condamnés, pour les principaux, à des peines sévères, suivant ainsi pratiquement totalement les réquisitions de l'avocat général, M. Jean Libonnan.

Alain Caillot et Bernard Guillon se sont vu infliger vingt années de réclusion criminelle,

Georges Bertoncini quinze ans et François Caillot treize ans. Marc Le Gayan et sa sœur Marie-Annick ont, pour leur part, été condamnés à cinq ans de réclusion criminelle, dont trois assortis du sursis pour la jeune femme. Quant à Robert Matheron et André Boniface, qui n'étaient poursuivis que pour recel de malfaiteurs, la cour leur a infligé respectivement deux ans d'emprisonnement et dix-huit mois avec sursis. Tous les accusés ont bénéficié des circonstances atténuantes.

Ce verdict a été accueilli dans le plus grand calme, tant par les accusés que par le public. De son côté, le baron Edouard-Jean Empain est resté discret après la décision de la cour. Il a déclaré, dans un entretien accordé à *Autrefois*, que « la loi [P.] avait beaucoup aidé à résister pendant les très longues heures de sa captivité ». Il a ajouté : « Alors, quand vous posez une question à un catholique, si le pardon existe, la réponse va de soi. Bien sûr qu'il existe. »

Les zones d'ombre d'un rapt crapuleux

Le baron a pardonné, mais la justice est passée. Elle a tranché sans équivoque, estimant que ceux qui n'ont cessé de nier - à l'exception de Georges Bertoncini - leur participation à cette séquestration particulièrement inhumaine étaient coupables. Leurs déclarations n'ont pas été retenues. Il est vrai que le faisceau d'indices accumulés était troublant et que les explications avancées par les accusés n'étaient souvent guère convaincantes. Pour autant François Caillot et Bernard Guillon, qui avaient été remis en liberté au mois de mai 1981, espéraient sans doute pouvoir convaincre. Ils se sont constitués prisonniers au début du procès. Ils resteront en prison.

Pour Bernard Guillon, la déposition du baron Empain a été déterminante, puisqu'il a affirmé catégoriquement avoir reconnu sa voix. Il est le seul à avoir été désigné formellement. On pourra épiloguer longtemps sur la certitude de pouvoir reconnaître « à cent pour cent une voix », comme l'a déclaré la victime, M. Thierry Lévy, au beau, au cours d'une remarquable plaidoirie, parler d'« erreur de bonne foi de M. Empain ». Bernard Guillon a eu beau dire à la fin des débats qu'il était innocent, que « M. Empain fait erreur », rien n'y a fait. La conviction de l'industriel, le fait qu'il ait précisé : « Reconnaître à 98 %, cela n'est pas suffisant. Il faut reconnaître à 100 % et j'ai reconnu la voix de Bernard Guillon à 100 % », a sans doute pesé lourd.

François Caillot dans sa déclaration finale a réaffirmé n'avoir eu « connaissance de cette affaire à aucun moment ». Il a rappelé que, après une dizaine d'années passées au total en prison, il avait fait, en 1974, une promesse à sa femme, celle de rompre avec la délinquance. « Depuis, a-t-il dit, ma vie est allée. Je m'en tiens à cette pro-

messe. » Il est le seul, parmi les principaux accusés, pour lequel la cour a édicté la peine rétroactive. Son désir de vivre en homme tranquille, sa réintégration dans la société, son attitude au cours des débats et enfin le touchant témoignage de son épouse lui ont sans doute fait gagner deux ans.

En revanche, pour son frère, la cour a refusé d'entendre sa requête.

Aujourd'hui, avait-il déclaré, je peux prendre ma place dans la société comme un citoyen responsable. Je vous demande de me faire confiance. C'est difficile, je le sais, car je n'ai rien à offrir en contrepartie. C'est sans doute vrai qu'Alain Caillot avait, selon son expression citée par M. Georges Kiejman, « mis vingt ans à mettre ses pas dans ses pas ». Mais la cour a estimé qu'il avait joué un rôle important dans cette affaire en faisant partie de l'équipe chargée de récupérer la rançon.

« Était-il l'un des cerveaux, comme l'a affirmé l'accusation, ou un malfaiteur d'occasion ?

Des « Branquignols »

Après seize jours de débats, il est en tout cas évident que les accusés n'avaient, à eux seuls, pas l'envergure de mettre sur pied un tel projet. M. Kiejman, qui les a qualifiés de « membres de la troupe des branquignols », a estimé qu'ils faisaient partie de la deuxième équipe, de celle « qui ne s'intéressait qu'à un objectif, l'argent ». La première avait selon lui d'autres objectifs. « Comment oublier, a déclaré M. Kiejman, que derrière ceux-là il y avait des cerveaux pour qui quatre-vingt millions ne représentaient peut-être pas l'essentiel... »

Au cours de sa plaidoirie, il a rappelé les modalités de la prise de contrôle par Paribas de l'empire Empain-Schneider, le 26 février 1981, par le rachat de 35 % des actions du holding d'entreprise industrielle et financière qui possédait 44 % de Schneider. Ce rachat avait à l'époque été estimé à une somme légèrement supérieure à 71 millions de francs, soit sa valeur boursière, c'est-à-dire en fait autour de 80 millions de francs, soit le montant de la rançon initiale. Une simple coïncidence ? C'est vraisemblable. Il n'empêche que M. Kiejman voit là « la dimension d'une affaire qui n'a jamais été recherchée ». C'est peut-être chercher beaucoup de machiavélisme dans un rapt qui a toutes les apparences d'un fait divers crapuleux.

Malgré tout, on peut déplorer que les débats n'aient pas permis de faire toute la lumière sur les tractations qui ont eu lieu au sein du groupe Empain-Schneider lors de la séquestration de son président, Les auditions de MM. René Engen et Jean-Jacques Bierry n'ont guère été

approfondies. Des témoins importants comme MM. Raymond Vaillet et Pierre Salik, amis du baron Empain, n'ont pas été entendus, de même que M. Max Fernet, un ancien policier qui joua le rôle de « conseiller technique » lors des négociations. Le baron Empain lui-même avait déclaré en avril 1980 qu'il n'avait « jamais réussi à savoir ce qui s'était vraiment passé » au sein de son groupe pendant sa séquestration. Après le procès, le mystère reste entier. Et cette seconde dimension de l'affaire aurait mérité d'être quelque peu fouillée. Elle fait partie des zones d'ombre du dossier maintenant refermé.

Auteurs inconnus

On pourrait en citer d'autres. Pourquoi certaines lettres écrites par le baron pendant sa détention n'ont-elles pas été rendues publiques ? Enfin comment se fait-il qu'aucune expertise balistique n'ait été effectuée du côté de la police après la fusillade sur l'autoroute du Sud ?

Il est vrai que le corps n'a été opéré par la police est loin d'être complet. Les auteurs du rapt sont pas connus. La justice a-t-elle contenter des protagonistes qu'elle avait sous la main. Ont-ils payé pour les autres ? On se peut en rendre maître en présumant que les auteurs du rapt n'ont pas été les mêmes que ceux qui ont été condamnés. Les condamnations sont lourdes si l'on estime, comme l'a fait M. Jacques Martin, que les auteurs du rapt sont des « branquignols » dans l'attente des accusés avait, pendant et après la séquestration.

Il reste que cette affaire aura mis en lumière la personnalité d'un homme qui fut tout puissant et est aujourd'hui en bas d'un piédestal érigé par une famille illustre. Un capital d'industrie, devenu le patron d'une entreprise d'une cinquantaine d'ouvriers, d'Al-Matériau, qui commercialise des pièces d'aéronautique civile et militaire. Les soixante-trois jours de séquestration de cette figure de capitalisme ont marqué à jamais cet homme sûr de lui et arrogant, qui n'a rien de plus. Comment un pas si long à ce qu'il était six mois après sa libération, notamment même où viennent d'être condamnés ceux qui ont en fait les artisans de sa chute : « La privation de liberté est un état insupportable. Maintenant j'ai beaucoup plus tendance à arroser que les punitions que la justice inflige sont très sévères. »

MICHEL BOLE-RICHARD

mélange blond de Virginia bright. Burley et tabacs orientaux

MS

KING SIZE

SCIENCES

L'APPLICATION DE LA LOI D'ORIENTATION DE LA RECHERCHE

L'INSERM s'adapte à ses nouvelles missions

Une réorganisation administrative de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) vient d'être annoncée par son directeur général, M. Philippe Lazar. Ce dernier l'a présentée comme un moyen d'adapter l'organisme qu'il dirige aux missions qui résultent de la loi d'orientation et de programmation de la recherche votée il y a six mois par le Parlement, sans attendre la publication du décret de réforme de l'INSERM.

Ce dernier texte fera de l'INSERM un établissement public à caractère scientifique et technologique, ce qui requiert l'avis du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie. Ce Conseil vient tout juste d'être créé ; sa constitution, puis celle du Conseil d'Etat, s'ajoutent aux divers détails administratifs et ne laissent guère envisager une publication du décret de réforme avant quelques mois.

La nouvelle organisation de l'INSERM adapte l'organisme aux activités de transfert que prévoit la loi : valorisation des recherches, diffusion de l'information, formation par et pour la recherche. Quatre missions sont chargées du développement des activités de transfert : la mission de valorisation économique et sociale couvre les relations des laboratoires avec l'industrie, d'une part, le système de santé et de protection sociale, d'autre part ; la mission d'information et de communication s'occupe de la documentation et de son automatisat ; des relations avec la presse et avec l'édition, des colloques ; la mission de la formation sera d'abord une cellule de réflexion et d'analyse de ce qui existe dans ce domaine, puis s'occupera de le développer.

Une quatrième mission, dite des relations internationales, est plus particulièrement chargée, outre les activités que son nom implique, d'assurer la participation de l'INSERM au programme mobilisateur « recherche et innovation au service du développement du tiers-monde ». Un secrétaire général, M. Michel Dodet, coiffe l'ensemble de cette structure administrative.

L'organisation ainsi mise en place est proche de celle qui a été récemment créée au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), avec des différences, tenant pour l'essentiel à la différence de taille des deux organismes : en gros quatre mille agents à l'INSERM contre vingt-quatre mille au C.N.R.S. (le Monde du 26 novembre).

Les structures destinées à développer les activités de transfert sont moins fortes à l'INSERM qu'au C.N.R.S. En particulier, il ne devait pas être institué, en principe,

MEDICINE

Les « remèdes parallèles » contre le cancer

(Suite de la première page.)

Le caractère tabou du concept et le nombre des échecs thérapeutiques font apparaître, plus que nulle part ailleurs, un profond divorce : celui de la « médecine officielle » et des « médecines parallèles ».

Plusieurs médecines ? Des « parallèles » ? Le fait est acquis, mais les frontières sont mouvantes autant qu'imprécises. A en croire les schémas les plus simples, on aurait, d'un côté — celui de la respectabilité et des honneurs — la médecine officiellement enseignée et officiellement exercée, et, de l'autre — celui de l'ombre et du secret — les médecines « douces », « non invasives », « respectant l'individu ». Le divorce étant consommé, la médecine académique devient nécessairement « dure », « invasive » et « sanglante », oubliant qu'elle s'est fixée pour but de soigner l'être humain et ne raisonnant plus qu'« organe par organe ».

La réalité est beaucoup plus complexe. Force est de constater que les accusations de sectarisme ou de charlatanisme, qu'elles soient formulées par l'un ou l'autre camp, ne sont pas toujours sans fondement. Dans le domaine du diagnostic et des traitements des affections cancéreuses, les positions sont depuis longtemps marquées. Au fur et à mesure que se développait la cancérologie officielle, que s'institutionnalisait la prise en charge des malades et que se « professionnalisait » ce secteur d'activité, naissaient, en marge de l'institution, des théories originales. Exclues — volontairement ou non — de la communauté scientifique,

leurs défenseurs étaient soutenus par les malades et les familles pour lesquels la médecine officielle n'avait pas su trouver de réponse suffisante.

C'est ainsi que se sont développés des « écoles » ou des procédés portant le plus souvent le nom du fondateur ou du concepteur (Vernes, Mattei, Heitan, Villequez, Pinel, Gernez, etc.). S'il semble acquis que des soulagements — voire des guérisons — ont pu être obtenus, les conditions de reproductibilité n'ont jamais été définies. Mise à part l'inefficacité, les critiques des « médecines officielles » portaient sur les retards occasionnés par ces thérapeutiques dans le recours aux traitements conventionnels et le coût parfois élevé qui en résultait.

Les « physiétrons » du docteur Solomides

De cet ensemble, il faut détacher la théorie du docteur Solomides, compte tenu, notamment, du phénomène quasi religieux auquel elle a donné lieu et de l'écho qu'elle a trouvé dans le public. Le point majeur de discordance réside dans la volonté manifestée par les « solomidiens » de voir officiellement reconnue comme médicaments une gamme de substances dénommées « physiétrons synthétiques ». Régulièrement, naissent des polémiques sur l'existence et les résultats d'une expérimentation de ces produits sur des animaux. Les règles actuelles de la mise sur le marché d'un médicament imposent, en effet, la réalisation de plusieurs études préalables, analytiques et toxicologiques.

Où situer le blocage ? Il y a quelques années deux manifestes — réclamant solennellement l'expérimentation réelle dans le délai le plus rapproché des médicaments mis au point par le docteur Jean Solomides — étaient publiés, signés par près d'un millier de personnes, hommes politiques, médecins, soignants et responsables de mouvements associatifs (2).

En avril 1981, M. Mitterrand répondait dans le même sens (voir encadré). Quelques jours avant le 10 mai, sa réponse était publiée dans la revue *Remèdes*, organe de dé-

fense des « malades en péril », dont les responsables indiquaient : « Le vote [à l'élection présidentielle] est affaire de conscience, mais il nous a semblé indispensable de porter à la connaissance de nos lecteurs cette prise de position intéressante ». Les résultats de l'élection, le lancement par le ministre de la santé d'une concertation nationale sur le cancer avec un thème consacré aux « médecines parallèles », bref, la possibilité d'un dialogue et l'espoir d'une ouverture ont été vécus comme une chance à ne pas manquer, une occasion inespérée de vaincre les réticences du corps médical spécialisé.

Comment sera ressentie l'annonce faite le 17 décembre à Besançon selon laquelle la filiale pharmaceutique d'Elf-Aquitaine offrirait gracieusement la possibilité d'une expertise clinique des substances qu'on voudrait bien lui confier. Les études pourraient être menées selon un cahier des charges dans les centres de Montpellier, Bordeaux, Toulouse ou Milan en l'absence de tout *a priori*. Cette proposition qui s'inscrirait dans le cadre de l'intérêt que porte cette firme aux « médecines douces », s'assortit de clauses particulières concernant l'éventuel développement industriel et commercial des substances. D'autre part, une commission nationale pourrait être constituée, chargée du recueil et de l'analyse des dossiers médicaux des malades « abandonnés » par la médecine officielle et « sauvés » par les thérapeutiques parallèles.

Ce qui apparaît comme une ouverture indéniable risque d'être ressenti comme un piège par les associations qui ont déjà leur propre circuit de fabrication et de commercialisation. Les premières réactions observées à Besançon sont à cet égard significatives.

JEAN-YVES NAU.

(2) Le Journal le Matin avait publié ces manifestes le 28 mars 1979 et les 8 et 10 décembre 1980.

LES ENGAGEMENTS SOCIALISTES

En réponse à une lettre adressée par des amis du docteur Solomides, M. François Mitterrand, alors candidat à l'élection pour la présidence de la République, écrivait, le 22 avril 1981, que, s'il était élu, « les « physiétrons » synthétiques du docteur Solomides seraient expérimentés dans les conditions du droit commun ». Il soulignait aussi : « L'ordre des médecins sera supplanté dès que le Parlement, saisi très tôt par le gouvernement, aura adopté le projet de loi en ce sens » et « d'autre part, je n'exclue pas la création de la profession d'herboriste pour laquelle mes amis socialistes ont entrepris les études nécessaires préalablement au dépôt d'une proposition de loi ».

Depuis, à la demande de l'Elysée, une réunion a eu lieu entre des responsables de l'Institut Solomides et le docteur Jean-Claude Salomon, animateur de la Concertation nationale sur le cancer.

En décembre 1980, le quotidien *le Monde* publiait un manifeste en faveur de l'expérimentation des produits du docteur Solomides. On y trouvait notamment les noms de MM. Pierre Mauroy, alors député et maire de Lille ; Christian Piquet, député des Vosges ; Jacques-Antoine Goss, alors député et maire de Volron (décédé le 29 mai 1981) ; Yves Taverne, alors membre du comité directeur du parti socialiste, et de M^{me} Huguette Bouchard, secrétaire générale du parti socialiste unifié. — J.-Y. N.

DÉFENSE

M. HERNU DEMANDE A L'ARMÉE DE TERRE D'ÉVOLUER AVEC SON TEMPS

« Si la future loi de programmation militaire peut introduire des inflexions dans les concepts d'emploi des forces, ce ne sera pas, je le dis bien nettement, au détriment de l'armée de terre. C'est ce que le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a déclaré, vendredi 17 décembre, lors de sa visite de certaines unités à Épinal et à Saint-Dié, dans les Vosges.

« L'idée d'une armée de terre bien équipée, dotée d'une capacité de feu accrue, plus mobile, où la polyvalence des forces sera renforcée, doit être admise de tous. Gardes-vous de ceux qui sèment le doute par des informations dépassées, incomplètes ou par de pures inventions complaisamment colportées ici et là, pour des raisons que je souhaiterais dénuées d'arrière-pensées », a ajouté M. Hernu qui a invité l'armée de terre à « évoluer avec son temps ».

« La mobilité doit être accrue grâce à un renforcement des moyens aéroterrestres. J'ai demandé, a précisé le ministre de la défense, au Groupe de planification et d'études stratégiques et aux états-majors d'étudier ce domaine. Pour l'instant, aucune décision définitive n'a été prise. Des études poussées sont en cours de réalisation portant sur la constitution d'une force d'hélicoptères antichars et d'appui-protection, regroupant des moyens aujourd'hui relativement dispersés et des moyens nouveaux. Mais il demeure que la défense des frontières nécessite un corps de bataille solide, à base d'unités blindées modernes, installé de part et d'autre du Rhin ».

M. Hernu a ensuite indiqué que « la tâche de défendre en surface le territoire national doit être mieux partagée entre la gendarmerie et l'armée de terre. A la gendarmerie, le renseignement, la protection des installations, la neutralisation de commandos infiltrés. L'armée de terre de combattre les éléments les plus importants. Cette question fait également l'objet d'études communes ».

SPORTS

SKI. — La Suissesse Erika Hess a gagné, vendredi 17 décembre, le slalom spécial féminin de Piancavallo (Italie) avec un temps de 1 min. 47 sec. 4 ; elle a devancé de 4/100 de seconde la Française Perrine Pelen et de 87/100 de seconde l'Américaine Christin Cooper.

Le combiné (la descente de San Siro et le slalom de Piancavallo) a été gagné par Christin Cooper devant Erika Hess, qui est en tête de la Coupe du monde avec 105 points.

TENNIS. — L'Américaine Chris Evert-Lloyd s'est qualifiée pour les demi-finales du Masters féminin (tournoi des maîtres) en battant, vendredi 17 décembre, à East-Rutherford (New-Jersey), sa compatriote Pam Shriver (6-2, 6-3). Elle sera opposée à l'Américaine Tracy Austin, qui a battu Andrea Jaeger (6-4, 6-4). L'autre demi-finale sera jouée par l'Américaine Martina Navratilova et la Tchécoslovaque Hana Mandlikova.

Océanographie : LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS SIGNENT UN ACCORD DE COOPÉRATION.

Les Etats-Unis et la France ont décidé, vendredi 17 décembre, de prolonger leur collaboration dans le domaine de la recherche océanographique pour les deux ans à venir. Un accord a été conclu à Washington entre la National Oceanic and Atmospheric Administration et le Centre national pour l'exploitation des océans. Les recherches menées en commun porteront sur la genèse des processus hydrothermaux, dont un certain nombre ont déjà été découverts au cours des précédentes campagnes franco-américaines et sur des gisements de sulfure présents dans le Pacifique.

A cet effet, les bâtiments de surface des deux organismes concentreront leurs efforts, en 1983, sur la dorsale sous-marine s'étendant du large de l'Etat d'Oregon (Etats-Unis) à l'île de Pâques, tandis que l'année suivante il sera fait appel aux sous-marins américains *Alvin* et à la soucoupe plongante française *Cyane* pour étudier l'activité sous-marine de cette région et celle qui se manifeste le long de la dorsale du Pacifique oriental. Il est à noter que, en 1984, la France et les Etats-Unis devraient aussi disposer pour leurs recherches de deux nouveaux sous-marins capables de plonger à une profondeur de 6000 mètres.

FANTASTIQUES MINÉRAUX

Une fantastique collection de minéraux géants, et donc rares, vient d'arriver au Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Les soixante-dix huit pièces pesent au total 25 tonnes — la plus grosse pèse 4 tonnes — proviennent du Brésil. Elles ont été rassemblées par M. Ues Delfat, un exportateur brésilien qui a choisi de les vendre au Muséum dont la collection de minéraux était déjà l'une des plus riches du monde.

Au printemps prochain, ces minéraux géants seront exposés au Muséum.

FAITS DIVERS

INONDATIONS DANS PLUSIEURS RÉGIONS

- LES VOIES SUR BERGES SONT FERMÉES À PARIS
- LE PLAN ORSEC EST DÉCLANCHÉ EN HAUTE-SAÛNE

Le radoucissement de la température et d'importantes chutes de pluie ont provoqué dans plusieurs régions de France une augmentation rapide du débit des cours d'eau et des inondations graves. Les prévisions météorologiques pour la fin de cette semaine annoncent de nouveaux passages pluvieux. La situation devrait donc encore se dégrader.

• A Paris, la Seine monte de 60 centimètres par jour. Elle devrait atteindre dans la journée du 19 décembre la cote de 4,20 mètres. Des portions des voies sur berge ont été fermées à la circulation et notamment, rive gauche, les accès « Concorde » et « Invalides » et, rive droite, depuis les Tuileries jusqu'au boulevard Morland.

• La Saône provoquera, lundi 20 décembre, des inondations graves. Dans cette perspective, le plan ORSEC a été déclenché dans le département de la Haute-Saône. Dans le Doubs, la route nationale 84 a été recouverte par les eaux en plusieurs endroits.

• Le Rhin débite, en basse Alsace, 2 500 mètres cubes par seconde alors qu'à l'habitude sa capacité n'excède pas 900 mètres cubes en cette saison. La navigation pourrait être interrompue.

• La Charente a envahi les bas quartiers des villes de Saintes, de Cognac et d'Angoulême. Le plan ORSEC pourrait être déclenché dans les départements de Charente et de Charente-Maritime.

• La Dordogne, la Corrèze et la Vézère poursuivent leurs crues qui devraient provoquer l'évacuation d'habitants à Montignac (Dordogne) et l'interruption du trafic sur la route nationale 89.

• Dans le Loiret, M. Emile Boffin, soixante-huit ans, président-directeur général des Sablières de Puy-la-Laud, a été emporté par le courant en tentant de franchir avec son véhicule tout-terrain une rivière en crue, près de Gironles. Son corps n'a pas été retrouvé.

Faits et jugements

LE MEURTIER D'UN CAMBRIOLEUR EST INCARCÉRÉ

M. Charles Bernard, un libraire de Gonnesse (Val-d'Oise), membre de l'association *Librairie défense*, qui avait abrité un cambrioleur, Yaczi Chongri, le mercredi 15 décembre, avec ses pistoles 7,65, a été incarcéré, le vendredi 17 décembre, de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et écroué à la maison d'arrêt de Pontoise. M. Bernard, qui se trouvait dans son appartement face au malfrat, avait tiré à deux reprises sans l'atteindre. M. Chongri fut blessé mortellement par un troisième coup de feu alors qu'il s'enfuyait par la fenêtre.

• Le meurtrier de deux gendarmes jugé irresponsable. — Francis Oribuela, qui, le 16 septembre dernier, avait tué deux gendarmes, Gérard Chollon et Robert Joffre, dans la commune de Saint-Astier (Dordogne) (le Monde du 17 septembre), a été reconnu irresponsable de ses actes par le juge d'instruction de Périgueux chargé de ce dossier.

• Des gendarmes condamnés. — Trois gendarmes de la brigade de Rognac (Bouches-du-Rhône), MM. François Boisse, Flavien Harouin et Jean-Marie Vezzani, inculpés de coups et blessures avec armes, après avoir menacé et blessé, dans la nuit du 6 au 7 mai, M. Serge Py, interpellé dans une affaire de chèques volés (le Monde du 27 mai), ont été condamnés respectivement par le tribunal correctionnel de Nîmes à seize mois d'emprisonnement, dont neuf avec sursis ; dix mois, dont sept avec sursis, et huit mois, dont cinq avec sursis.

• Condamnation d'un propriétaire de chiens dangereux. — Le propriétaire de trois chiens (deux bergers belges et un berger allemand), qui avaient mordu et gravement blessé, en février dernier, Albin-des-Paluds (Vaucluse), une jeune femme enceinte de sept mois (le Monde du 4 février), a été condamné, jeudi 16 décembre par le tribunal correctionnel de Carpentras, à trois jours de prison ferme, quatre mois d'emprisonnement avec sursis et 15 000 francs d'amende.

Deux sympathisants présumés du groupe Orly sont remis en liberté

La chambre d'accusation de Paris a fait libérer MM. Charles-Antoine Sansonetti et Katchadour Gulianian — assistés de M^{me} Germaine Sénéchal et Patrick Devédjian — en les plaçant sous contrôle judiciaire par un arrêt rendu le 17 décembre. La chambre d'accusation examinait en appel une ordonnance du juge d'instruction de Bobigny du 2 décembre, qui avait accordé la liberté au premier, mais l'avait refusé au second. Les deux inculpés avaient été appréhendés à la suite de l'explosion, le 30 juillet, d'une bombe qui avait entraîné la mort d'un membre présumé du groupe Orly, Pierre Gulianian, frère de Katchadour, à Gagny (Seine-Saint-Denis), dans le pavillon des Sansonetti (le Monde des 3 et 6 août).

FOURRURES DU NORD

Exceptionnellement
MAGASINS OUVERTS
DIMANCHE 12 DEC
de 10h. à 19h.
sans interruption

115, 117, 119, rue La Fayette 100, Av. Paul Doumer
PARIS 10^e **PARIS 16^e**
PRES GARE du NORD ANGLE RUE de la POMPE

COMMUNICATION

Les quotidiens régionaux face aux nouveaux médias

II. - La contre-offensive sur écran

par YVES AGNES

Les quatre-vingts quotidiens régionaux et départementaux ont généralement bien défendu leurs territoires face à la poussée des médias audiovisuels. Ils ont investi le nouveau « créneau » des radios locales privées (le Monde du 18 décembre). Un autre danger les menace : la télématique. A travers les expériences en cours se dessine le visage de nouvelles entreprises de communication, aux supports diversifiés.

« Nous sommes partisans de toutes les expériences, ouverts à toutes les nouveautés et à toutes les concurrences. » Le propos est de M. Jean-Pierre Coudurier, patron du *Télégramme de Brest et de l'Ouest*, l'un des quotidiens régionaux qui a le plus accru sa diffusion ces dernières années, malgré la présence du puissant voisin *Ouest-France*, lui aussi en progression. Que de chemin parcouru depuis cinq ans, quand a commencé à poindre cette nouvelle menace : la télématique ! Danger réel. La possibilité d'avoir accès, sur son écran de télévision, à des banques de données ou à des systèmes d'information automatisés permet d'attaquer la presse régionale sur ses terrains de prédilection : l'information-service et la petite annonce. Avec deux atouts supplémentaires : la possibilité d'actualiser en permanence et l'interactivité, cette relation positive entre le système et celui qui l'interroge.

Le premier réflexe est d'inquiétude de la révolte. M. François Régis Hulin, le bouillant directeur général de *Ouest-France*, occupe le devant de la scène dans une croisade contre les nouveaux médias. Aujourd'hui encore, il ne manque pas d'arguments. « Quel est le journal qui peut aujourd'hui - se payer - tous ces supports, satellites de télévision, réseaux câblés, radios locales, télématique... ? Seul l'Etat peut et est en train de le faire, et merci pour la liberté d'expression à terme ! Ou encore de puissants groupes privés, pour gagner de l'argent et non pour assurer un service. » Et M. Hulin de fusiller les rayons, les fausses vidéos pour *Goldoraks*, *Nippo-américains* et « la culture de l'Etat payée par l'Etat ». Il craint en particulier que les nouveaux modes de communication « accroissent le brouhaha et l'effacement du public », au lieu de lui permettre, comme doit le faire un journal, « de se repérer dans la masse d'informations, dans la violence des images et des textes ».

Deuxième temps : autour de quelques directeurs la « nouvelle vague » de la P.Q.R. (presse quotidienne régionale), notamment M. Bernard Roux à Amiens, M. Jacques Saint-Cricq à Tours, M. Jean-François Lemoine à Bordeaux, M. Dominique Claudius-Petit à Nantes... se forge une approche plus « positive » du problème, partant du constat que le télématisme (comme les autres nouveaux médias) est une donnée désormais inéluctable. La Direction générale des télécommunications (D.G.T.) met au point l'annuaire électronique, le micro-ordinateur se développe dans les entreprises et chez les particuliers, les expériences étrangères se multiplient... L'Etat comme ailleurs, disent-ils, il faut être présent, si nous ne voulons pas que d'autres prennent notre place. Quelques expériences sont menées dans les foires et salons. La presse participe à l'expérience menée par la D.G.T. à Vélizy : elle crée un instrument de travail commun aux quotidiens de Paris et de province, le C.T.I.R. (Comité technique intersyndical pour la recherche de la presse quotidienne), dirigé par M. Jean-Claude Gayet. En octobre 1981, l'Union des syndicats de la presse quotidienne régionale publie un Livre blanc sur la télématique, et une déclaration où elle affirme le rôle prioritaire que doit jouer la P.Q.R. dans son développement.

« Il faut foncer »

Les conditions sont alors réunies pour une troisième étape : la mise en place effective de systèmes télématiques par les journaux eux-mêmes. D'autant que les pouvoirs publics poussent à la route. La D.G.T. trouve ainsi des partenaires sérieux pour tester en vraie grandeur ses terminaux Minitel et étendre rapidement son réseau avec un contenu plus attractif que l'annuaire du téléphone : le gouvernement, contrairement au cas des radios privées locales, ouvre largement les portes. « Les entreprises de presse disposent des meilleurs éléments pour constituer des banques de données et veulent être les premiers utilisateurs de la télématique », nous confirme M. Georges Fillou, ministre de la Communica-

tion. Soit. Toutes les demandes ont reçu depuis un an un avis favorable et cela va continuer. « Il faut foncer », ajoute de son côté M. Jérôme Clément, conseiller de M. Mauroy à Matignon. Il est très important que les responsables de journaux le comprennent. »

On assiste aujourd'hui à une floraison d'initiatives d'un bout à l'autre de l'Hexagone, avec déjà une bonne douzaine de réalisations ou de projets intéressants. Ainsi *La Dépêche du Midi* a constitué un groupeement d'intérêt économique (avec notamment la Caisse régionale d'assurance mutuelle, la Chambre d'agriculture et le Crédit Agricole) et diffuse à partir d'un centre serveur un service d'informations et de petites annonces ; 60 terminaux ont été installés par la D.G.T. à Toulouse. *Le Courrier Picard* prépare pour 1983 un réseau de télématique avec l'Agence nationale pour l'emploi (*Le Monde* du 28 octobre). *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, avec la chambre régionale du commerce et de l'industrie, installe 300 terminaux et dix « boutiques télématiques » dans les agences de la « N.R. » : cette banque de données sera destinée aux entreprises et sera donc axée principalement sur des informations les concernant. (*Le Monde* du 24 septembre).

Aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*, est mise en route une opération du type Vélizy, dans le quartier de l'Esplanade à Strasbourg, avec 600 terminaux. *Alain Télégramme*, une banque de données sera opérationnelle en janvier 1983, avec des informations locales et régionales, les petites annonces, le fichier des réponses que donne chaque année le service « courrier des lecteurs » (50 000 réponses en 1981 dans le journal, par courrier et par téléphone). *La Presse de la Manche* met au point deux banques de données sur les événements de la région et les biographies de personnalités. *Le Provençal* a doublé sa documentation informatisée d'une banque de données grand public (ENEE : électricité, énergies, nouvelles énergies) : sa filiale SEMI a réalisé pour la chambre de commerce un fichier de renseignements pour les entreprises. Le groupe *Sud-Ouest* a monté un journal électronique pour les récentes Olympiades de bridge à Biarritz, et créé un groupeement d'intérêt économique (Atlantel) ; celui-ci, associé au G. CAM (filiale de la Caisse des dépôts et consignations), développe actuellement un centre serveur, Télésud, qui sera relié à la fin de l'année à près d'un millier de terminaux Minitel dans les administrations, dans les entreprises, dans les écoles et chez les particuliers.

A travers ces diverses initiatives se dessine la stratégie des quotidiens régionaux. D'une part, mettre en place aussi rapidement que possible des centres serveurs. Ils en ont la capacité, à la fois en raison de leur puissance informatique (acquise grâce à la modernisation des procédés d'impression) et en raison de leur spécificité : ils disposent de quantités d'informations et d'un réseau d'informateurs incomparable, en plus du savoir-faire acquis dans l'écrit pour la collecte et le traitement de ces informations. « Il faut utiliser notre implantation, nos réseaux, notre notoriété, notre monopole », estime M. Olivier Metzger, secrétaire général des *Dernières Nouvelles d'Alsace*. D'autre part, miser dans un premier temps sur les milieux professionnels, les seuls capables aujourd'hui d'être des clients. En attendant le développement de la télématique à domicile, par l'intermédiaire des terminaux annuaires de D.G.T. - Ce qui intéresse tout le monde, commente M. Jean-Claude Gayet, c'est le grand public. Il faut survivre en attendant, et se préparer.

Etre prêt pour l'échéance, car « il y a une place à prendre », selon l'expression de M. Constant Vautravers, un pionnier, directeur du développement du *Provençal*. C'est ce qui revient sans cesse dans la bouche des patrons de la presse régionale. Et d'ici là investir (le minimum) et former du personnel. Ainsi la *Voix du Nord* (Lille) et l'*Union* (Reims) ont-ils commencé par une formation (plus de cent personnes à la *Voix du Nord*) à la télématique.

Cette stratégie reçoit l'aide de la D.G.T., qui prend généralement en charge l'équipement en terminaux. La puissante direction générale des télécommunications n'est plus le grand méchant loup, mais un allié avec qui l'on travaille en confiance.

L'engagement résolu des quotidiens régionaux dans l'aventure des nouveaux médias de communication suffira-t-elle à conjurer le péril ? Pour M. Louis Guéry, directeur des études au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, l'un des meilleurs spécialistes

de ces questions, « les journaux se sont rassurés à bon compte en affirmant qu'ils détenaient l'information et qu'ils étaient les mieux placés. Ils se trompent. Pour la première fois, les sources de l'information, en particulier les institutions, ne sont plus obligées de passer par un intermédiaire - le journaliste, le journal - pour renseigner le public. Les « régionaux » ont toutefois un avantage, c'est qu'on peut grâce à eux trouver des informations de toutes sortes chez un seul « fournisseur ». C'est cet avantage qu'ils comptent bien préserver. En parlant les premiers.

Parmi les succès, la création d'une commission du suivi des expériences télématiques, où la presse a déjà obtenu gain de cause sur deux principes : que chaque partenaire ne puisse faire que ce qui est dans la nature de son objet social ; que la diffusion de petites annonces ne soit autorisée que pour les journaux reconnus par la commission paritaire des publications et agences de presse. « Nous voulons faire triompher l'idée », déclare en outre M. Claude Puhl, directeur général du *Républicain lorrain* et président du Syndicat national de la presse quotidienne régionale, que la télématique est un nouveau média et non un service de communication privée. C'est un point de vue difficile à faire admettre à nos partenaires.

Un atout : le professionnalisme

Désormais sans complexe, la P.Q.R. commence à envisager l'avenir à plus long terme. « Il est indéniable que les journaux évoluent pour devenir de petites entreprises multimédias. Nous n'avons pas le droit d'hésiter », M. Jacques Saint-Cricq, président du directoire de la *Nouvelle République du Centre-Ouest*, affirme bien haut ce que la plupart de ses collègues commencent aussi à penser. « Notre métier, rappelle M. Louis-Guy Gayet, directeur du développement du groupe *Sud-Ouest*, c'est la communication. Si jusqu'ici nous avons fait de l'écrit, c'est qu'on ne nous a pas permis de faire autre chose. Avec les radios, l'écriture électronique, la voie s'ouvre. Nous avons une position offensive, qui s'appuie sur un atout : notre professionnalisme. »

Cela tombe bien : le gouvernement et la majorité veulent compléter la récente loi sur la communication audiovisuelle (29 juillet 1982) par une refonte de la législation sur la presse. La loi de juillet 1981 et les ordonnances de la Libération sont devenues, estime-t-on, inadéquates à la situation actuelle. Un propos que ne désavouerait pas M. Alain Madelin, député U.D.F. d'Ille-et-Vilaine, pour qui « il n'y a pas de différence de nature entre l'écrit et l'audiovisuel ». M. Georges Fillou a donc l'intention de « remettre à plat » la question et de préparer un nouveau cadre juridique pour les « entreprises de communication ». Une concertation doit être organisée à partir du début de l'année 1983, pour aboutir dans les deux ans à un texte législatif. En même temps, on reconsidérerait le régime des aides à la presse, en tenant davantage compte de la pluralité des situations.

Tout n'est pas aussi simple pour autant. La presse régionale veut par dessus tout chose maintenir la position dominante qu'elle a conquise et préservée. Certains estiment qu'elle exerce bien souvent un monopole de fait, contraire à une conception pluraliste de l'information. « Le service public FR 3 n'est pas à la hauteur pour exercer un contre-pouvoir dans les régions », estime M. Bernard Schreiner, député (P.S.) des Yvelines et rapporteur de la loi sur la communication audiovisuelle. Si la P.Q.R. veut être partie prenante des nouveaux médias, il faut revoir les règles du jeu. Un nouvel équilibre qui impliquerait notamment aux yeux du député la libération de la publicité sur l'ensemble des médias : radios locales, télévision, programmes de redistribution par câble...

La bataille des nouveaux médias ne fait que commencer.

FIN

(1) *Le Courrier picard* va investir 4 millions de francs, y compris un nouvel appareillage informatique ; *Sud-Ouest* prévoit 600 000 F en 1983 pour les dépenses de fonctionnement de Télésud et a investi 250 000 F en 1982 ; les *Dernières Nouvelles d'Alsace* ont investi 500 000 F dans leur opération ; *La Presse de la Manche* 60 000 F.

Samedi 18 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Droit de réponse
Emission de Michel Polac.
Droit de réponse aux lecteurs. Une quinzaine de personnes du troisième âge ont écrit la parole. M^{me} Georgina Dufols, secrétaire d'Etat à la solidarité, participe au débat.
21 h 50 Série : Dallas.
Série américaine de G. Hellstrom.
22 h 45 Magazine d'actualité : Sept sur sept.
De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.
Au sommaire : A Beyrouth, des enfants pas comme les autres ; Jean-Paul II, les suites d'un attentat ; En Suisse, des prisonniers soviétiques en suisses ; La télévision des autres sera celle de Thaïlande et le grand témoin de la semaine Claude Imbert, directeur de la rédaction du Point.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

François Valéry
"Stars le samedi soir"
Nouveau 45 tours
Distribution : PATHE MARCONI

20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.
De M. Drucker.
Avec : autour de Sheila, M. Schuman, C. Dumont, P. Chazel, R. Didier, Popeck...

Ce soir à Champs-Élysées
Charles DUMONT
Chante "Les Fleurs"
Disque 33 tours : PATHE MARCONI

LE GRAND MARC
ALICE SAPPITZ
SUPERSTAR
ODEON
325.70.32 THEATRE NATIONAL

21 h 50 Téléfilm : La secte des possédés.
Réal. W.A. Graham (2 parties).
Avec P. Bothe, N. Beatty, I. Cara, V. Cartwright.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 La minute nécessaire de M. Cyclopede.
Comment ça va le 18 décembre d'un être cher.
20 h 35 On sort ce soir... Exercices de style de R. Queneau, mise en scène J. Seiler, avec D. Labrun, J. Boudet, J. Seiler au Théâtre Moutonpasse, réal. M. Blauval (coprod. ministère de la culture).



21 h 20 Journal.
21 h 40 Prélude à la nuit.
Cassation pour crimes de Petrovitch, par les Philharmoniques de Châteaufort sous la direction de Y. Kovine.

FRANCE CULTURE

19 h 25 Jazz à l'antenne.
10 h 30 à 11 h, Léo Gambetta, de C. Dufrenoy. Avec R. Legrain, N. Nerval, A. Talmi.
22 h 15, La Fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 15 Concert (donné au grand auditorium de Rueil-France le 30 novembre 1982) : Orphée aux enfers d'Offenbach par le Nouvel Orchestre philharmonique ; chœurs et maîtres de Radio-France : dir. J. Valdes ; chef de chœurs : M. Lasserre de Romel ; chef de maîtrise : H. Furge ; chef de chœur : M. Paulin ; premier violon : J. Escourret ; réal. : E. Frumy ; M. Dange, M. Jacin, M. Bataillon, T. Raffalli, A. Moyet, T. Cédelle, T. Dran.
23 h 15 La nuit sur France-Musique : musiques de nuit.
23 h 15, Poèmes d'or.

Dimanche 19 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Orthodoxie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Sologneur.
11 h Messe célébrée avec la paroisse Saint-Pierre du Gros-Cailhou (Paris 7).
Prédicateur : P. Bernard Goureau.
12 h Télé-foot.
13 h Journal.
14 h 20 Noël ensemble (à 13 h 40, 18 h 40 et 19 h 45).
15 h 30 Série : Starsky et Hutch.
16 h 25 Jeu : Qui êtes-vous ?
17 h 5 Sports Dimanche.
Spécial sport en France : Palatinage ; Tiercé à Vincennes ; Cross du Figaro.
17 h Pour vous.
17 h 40 Série : Madame S.O.S.
Réal. A. Dhénaut. Avec A. Cordy, J.-P. Darras, J. Rony.
Un visage pour deux hommes (dernier épisode).
18 h 50 Les animaux du monde.
Histoire des oies blanches et des renards bleus.
19 h 20 Jeu : J'ai un secret.
20 h Journal.
20 h 35 Concours Mozart.
21 h 40 Cinéma : Le Retour du grand blond.
Film français d'Yves Robert (1974), avec P. Richard, M. Darc, J. Rochefort, J. Carmet, M. Duchaussoy (rediffusion).
21 h 50 Pleins feux : spécial fêtes.
Magazine culturel de J. Artur et C. Garbisa.
22 h 35 Documentaire : Les arts du feu et de la lumière.
Réal. J. Vigoureux.
23 h Journal.
23 h 20 A Bible ouverte.
Emission du rabbin J. Eisenberg.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h Gym tonique.
(à 10 h 45).
10 h 30 Magazine du cheval.
11 h 15 Dimanche Martin.
Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
Incrovable mais vrai : 14 h 25, série : l'homme qui tombe à pic ; 15 h 20, L'école des fans ; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire ; 16 h 25, Thé dansant.
17 h 05 Série : Le mythomane.
L'émir est arrivé. (Redif.).
18 h La course autour du monde.
19 h Stade 2.
20 h Journal.

le nouveau disque 45T de **BRIGITTE BARDOT**
Toutes les bêtes sont à aimer
La chasse
polydor

20 h 35 Portrait : Brigitte Bardot telle quelle.
d'A. Bougnin-Dubourg, réal. C. Poubau.
21 h 35 Mœurs en direct : 33 tours et puis s'en vont.
Une enquête de L. Roca, réal. B. Bouthier, avec la participation du Fonds de création du ministère de la culture.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h 10 Luges d'Algérie.
10 h 30 Musique.
Spécial 1982, les meilleurs chanteurs et les extraits des repertoires que vous avez aimés.
12 h 15 On se voit à l'autre.
Magasinier de J.-C. Wideman.
13 h Les Jeux du dimanche.
14 h Fellation : Rocombo.
15 h Ouvert le dimanche.
Voir public : la création et les médias avec François Andrieu et les Français Kahn ; 16 h, Musiques : les Arts florissants ; Spinoza : le Quinze Vingt ; F. Les ; 17 h, littérature : J. Privat (Fidélité) ; D. Boulanger (Table d'or et Hôtel de l'Image) ; G.-O. Châteauneuf (Le Faculté des songes).
18 h Magazine de la photo : Flash 3.
Revue de presse ; portrait d'E. Ionesco ; l'actualité intellectuelle défilée ; concours.
18 h 45 L'échec benayou.
Avec Clément, Vavasseur, Level 42, Renaud, C. P. Chérel.
19 h 40 Spécial OM-TOM.
20 h Série : L'amy Hill.
20 h 30 La minute nécessaire de M. Cyclopede.
Compétitions sportives humaines à pied : 19 h 45, 20 h 30, 21 h 15, 22 h 15, 23 h 15.
20 h 35 A la recherche du temps présent : don d'amour, don d'âme.
Réal. D. Bertaut.
21 h 35 Aspects : court métrage français.
M. Marco, de R. Idic, scènes non exhaustives de la vie d'un chien, de P. Bonneau.
22 h 5 Journal.
22 h 35 Cinéma déjanté : Madame Bovary.
Film américain de M. M. (1949), avec J. Jones, J. Mason, Van Heflin, J. Jourdan, C. Kent (v.a. sous-titrée, N. redif.).
0 h 25 Prélude à la nuit.
Chorale internationale de Varsovie : Ecoutez Dieu, d'A. Scharlat, et J. Lord, what a morning ! de Williams.

FRANCE CULTURE

14 h 5, La Comédie-Française présente : « Léonora ou les dangers de la vertu », de M. Joubert, avec G. Casle, C. Salvia, G. Winter, G. Deschamps.
17 h 30 Rencontre avec... général de Boissieu.
18 h 30 Ma non troppo.
19 h 10, Le chef des chasses.
20 h, Albatros : Pierre Mille.
20 h 40, Atelier de création radiophonique : Dotsman, par R. Farabon.

FRANCE-MUSIQUE

14 h 4, D'une oreille l'autre.
17 h, Comment l'estendard ? par F. Vitoux ; œuvres de Rossini.
19 h, Jazz vivant : Le Jazz et les Modern Jazz Masters.
20 h, Les chants de la terre : Magazine de musiques traditionnelles.
20 h 30, Concert (donné au Festival de Vienne le 16 août 1982) : « Le Wein, air pour soprano et orchestre », de Ber ; « Concerto pour piano et orchestre », de Mozart ; « Symphonie n° 4 », de Mendelssohn ; par l'Orchestre symphonique de Vienne ; direction : G. Rojdestvenski, solistes : S. Hagg, soprano ; V. Postnikova, piano.
22 h 30 La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; œuvres de Beethoven ; 3 h, Entre guillemets ; 0 h 5, Un voyage en hiver.

TRIBUNE ET DÉBATS

DIMANCHE 19 DÉCEMBRE
- M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, participe au « Cb de la presse » d'Europe 1 à 19 h.

LUNDI 20 DÉCEMBRE
- M. Edmond Hervé, ministre de l'énergie, est l'invité du journal de R.M. à 12 h 45.
- Mgr Lualaba, archevêque de Paris, participe au journal de T.F. à 13 h.
- M. Jean Popper, secrétaire national du parti socialiste, est reçu à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

DOCUMENTATION

Les publications de l'économie de

Les dernières publications de l'observatoire économique de l'INSEE

1982, 1981, 1980, 1979, 1978, 1977, 1976, 1975, 1974, 1973, 1972, 1971, 1970, 1969, 1968, 1967, 1966, 1965, 1964, 1963, 1962, 1961, 1960, 1959, 1958, 1957, 1956, 1955, 1954, 1953, 1952, 1951, 1950, 1949, 1948, 1947, 1946, 1945, 1944, 1943, 1942, 1941, 1940, 1939, 1938, 1937, 1936, 1935, 1934, 1933, 1932, 1931, 1930, 1929, 1928, 1927, 1926, 1925, 1924, 1923, 1922, 1921, 1920, 1919, 1918, 1917, 1916, 1915, 1914, 1913, 1912, 1911, 1910, 1909, 1908, 1907, 1906, 1905, 1904, 1903, 1902, 1901, 1900, 1899, 1898, 1897, 1896, 1895, 1894, 1893, 1892, 1891, 1890, 1889, 1888, 1887, 1886, 1885, 1884, 1883, 1882, 1881, 1880, 1879, 1878, 1877, 1876, 1875, 1874, 1873, 1872, 1871, 1870, 1869, 1868, 1867, 1866, 1865, 1864, 1863, 1862, 1861, 1860, 1859, 1858, 1857, 1856, 1855, 1854, 1853, 1852, 1851, 1850, 1849, 1848, 1847, 1846, 1845, 1844, 1843, 1842, 1841, 1840, 1839, 1838, 1837, 1836, 1835, 1834, 1833, 1832, 1831, 1830, 1829, 1828, 1827, 1826, 1825, 1824, 1823, 1822, 1821, 1820, 1819, 1818, 1817, 1816, 1815, 1814, 1813, 1812, 1811, 1810, 1809, 1808, 1807, 1806, 1805, 1804, 1803, 1802, 1801, 1800, 1799, 1798, 1797, 1796, 1795, 1794, 1793, 1792, 1791, 1790, 1789, 1788, 1787, 1786, 1785, 1784, 1783, 1782, 1781, 1780, 1779, 1778, 1777, 1776, 1775, 1774, 1773, 1772, 1771, 1770, 1769, 1768, 1767, 1766, 1765, 1764, 1763, 1762, 1761, 1760, 1759, 1758, 1757, 1756, 1755, 1754, 1753, 1752, 1751, 1750, 1749, 1748, 1747, 1746, 1745, 1744, 1743, 1742, 1741, 1740, 1739, 1738, 1737, 1736, 1735, 1734, 1733, 1732, 1731, 1730, 1729, 1728, 1727, 1726, 1725, 1724, 1723, 1722, 1721, 1720, 1719, 1718, 1717, 1716, 1715, 1714, 1713, 1712, 1711, 1710, 1709, 1708, 1707, 1706, 1705, 1704, 1703, 1702, 1701, 1700, 1699, 1698, 1697, 1696, 1695, 1694, 1693, 1692, 1691, 1690, 1689, 1688, 1687, 1686, 1685, 1684, 1683, 1682, 1681, 1680, 1679, 1678, 1677, 1676, 1675, 1674, 1673, 1672, 1671, 1670, 1669, 1668, 1667, 1666, 1665, 1664, 1663, 1662, 1661, 1660, 1659, 1658, 1657, 1656, 1655, 1654, 1653, 1652, 1651, 1650, 1649, 1648, 1647, 1646, 1645, 1644, 1643, 1642, 1641, 1640, 1639, 1638, 1637, 1636, 1635, 1634, 1633, 1632, 1631, 1630, 1629, 1628, 1627, 1626, 1625, 1624, 1623, 1622, 1621, 1620, 1619, 1618, 1617, 1616, 1615, 1614, 1613, 1612, 1611, 1610, 1609, 1608, 1607, 1606, 1605, 1604, 1603, 1602, 1601, 1600, 1599, 1598, 1597, 1596, 1595, 1594, 1593, 1592, 1591, 1590, 1589, 1588, 1587, 1586, 1585, 1584, 1583, 1582, 1581, 1580, 1579, 1578, 1577, 1576, 1575, 1574, 1573, 1572, 1571, 1570, 1569, 1568, 1567, 1566, 1565, 1564, 1563, 1562, 1561, 1560, 1559, 1558, 1557, 1556, 1555, 1554, 1553, 1552, 1551, 1550, 1549, 1548, 1547, 1546, 1545, 1544, 1543, 1542, 1541, 1540, 1539, 1538, 1537, 1536, 1535, 1534, 1533, 1532, 1531, 1530, 1529, 1528, 1527, 1526, 1525, 1524, 1523, 1522, 1521, 1520, 1519, 1518, 1517, 1516, 1515, 1514, 1513, 1512, 1511, 1510, 1509, 1508, 1507, 1506, 1505, 1504, 1503, 1502, 1501, 1500, 1499, 1498, 1497, 1496, 1495, 1494, 1493, 1492, 1491, 1490, 1489, 1488, 1487, 1486, 1485, 1484, 1483, 1482, 1481, 1480, 1479, 1478, 1477, 1476, 1475, 1474, 1473, 1472, 1471, 1470, 1469, 1468, 1467, 1466, 1465, 1464, 1463, 1462, 1461, 1460, 1459, 1458, 1457, 1456, 1455, 1454, 1453, 1452, 1451, 1450, 1449, 1448, 1447, 1446, 1445, 1444, 1443, 1442, 1441, 1440, 1439, 1438, 1437, 1436, 1435, 1434, 1433, 1432, 1431, 1430, 1429, 1428, 1427, 1426, 1425, 1424, 1423, 1422, 1421, 1420, 1419, 1418, 1417, 1416, 1415, 1414, 1413, 1412, 1411, 1410, 1409, 1408, 1407, 1406, 1405, 1404, 1403, 1402, 1401, 1400, 1399, 1398, 1397, 1396, 1395, 1394, 1393, 1392, 1391, 1390, 1389, 1388, 1387, 1386, 1385, 1384, 1383, 1382, 1381, 1380, 1379, 1378, 1377, 1376, 1375, 1374, 1373, 1372, 1371, 1370, 1369, 1368, 1367, 1366, 1365, 1364, 1363, 1362, 1361, 1360, 1359, 1358, 1357, 1356, 1355, 1354, 1353, 1352, 1351, 1350, 1349, 1348,

1520

INFORMATIONS « SERVICES »

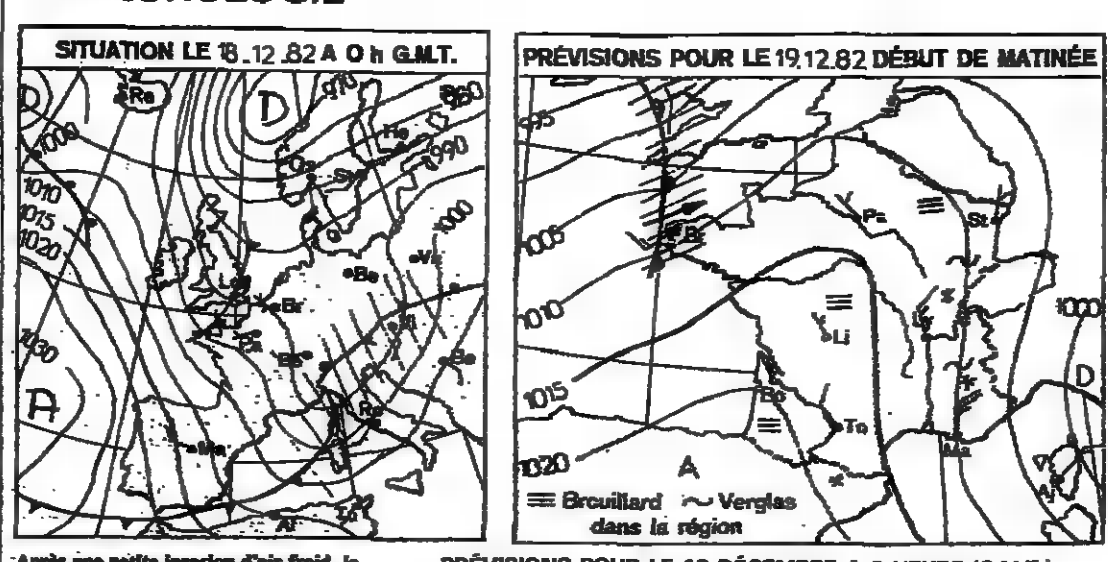
DOCUMENTATION

Les publications de l'observatoire économique de Paris

Voici les dernières publications de l'observatoire économique de Paris :

- **Extraits et tableaux des comptes nationaux 1981**, 84 p., 20 F.
- **Tableaux économiques de l'Île-de-France 1982**. - Ce complément des tableaux de l'économie française permet au lecteur de retrouver aisément les principales données concernant la région parisienne, et ses départements. Juin 1982, 102 p., 20 F.
- **Propagande-matériau de l'appareil productif français**. - Propagande-matériau de projection économique est un modèle économique-mathématique de grande taille (plus de 5.000 équations) destiné à étudier et à prévoir l'évolution du système productif français à moyen terme. Projections détaillées en quarante branches à horizon de cinq à dix ans. Juillet 1982, 280 p., 55 F.
- **Perspectives de l'horizon 1985**. - Quel sera le visage de l'appareil productif français en 1985 ? La durée du cycle dans chaque branche ? L'emploi, l'investissement, chaque région ? Octobre 1982, 148 p., 60 F.
- **Les comptes de l'industrie**. - La situation de l'industrie française en 1981. - Après un essai de mesure de l'impact de la crise sur le développement de longue période de l'industrie française, la première partie est consacrée à l'analyse de l'année 1981. La deuxième partie est constituée de vingt-trois cahiers sectoriels. Février 1982, 224 p., 48 F.
- **Les comptes de l'agriculture française en 1981**. - Août 1982, 111 p., 45 F.
- **Inventaire communal**. - 1970-1980. Cartographie : équipement des départements. - L'inventaire communal est une enquête relative au cadre de vie et à l'environnement au niveau des communes. Août 1982, 189 p., 45 F.
- **Modélisation macroéconomique des structures financières** (le modèle DEFI). - La méthode DEFI, intégrée avec Mini-D.M.S.,

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 18.12.82 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 19.12.82 DÉBUT DE MATINÉE

Après une petite invasion d'air froid, le vent se rafraîchira progressivement à l'ouest avec l'arrivée d'une vaste perturbation océanique.

Dimanche matin, il fera froid ; en toutes régions, les bancs de brouillard se formeront au lever du jour dans les vallées. Localement, des brouillards seront givrants ; en effet, toutes les régions de l'intérieur auront des gelées de -2 à -4. Encore quelques averses de neige sur les Alpes. Sur la Bretagne, les chutes de neige de la Normandie et de la Bretagne à la Loire et à l'ouest. Massif Central. Au cours de la journée, les régions pyrénéennes et méditerranéennes seront égarées par la pluie et la neige. Dans l'après-midi, net radoucissement partout au nord d'une ligne Bordeaux-Lyon. En Manche et sur l'Atlantique, le vent soufflera fort ; il stagnera même la tempête.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer était à Paris, le 19 décembre à 7 heures, de 998,9 millibars, soit 749,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 décembre ; le second le minimum de la nuit du 17 décembre au 18 décembre) : Ajaccio, 15 et 10 degrés ; Biarritz, 15 et 5 ; Bordeaux, 12 et 2 ; Bourges, 8 et 1 ; Brest, 7 et 2 ; Casablanca, 13 et 1 ; Clermont, 5 et 1 ; Clermont-Ferrand, 10 et 1 ; Dijon, 6 et 1 ; Grenoble, 13 et 1 ; Lille, 5 et 0 ; Lyon, 12 et 1 ; Marseille-Marinade, 16 et 5 ; Nancy, 4 et 1 ; Nantes, 8 et 2 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 6 ; Paris-Le Bourget, 6 et 2 ; Pau, 16 et 2 ; Perpignan, 16 et 5 ; Rennes, 10 et 0 ; Strasbourg, 4 et 1 ; Tours, 7 et 0 ; Toulouse, 12 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 11 degrés ; Amsterdam, 5 et -1 ; Athènes, 17 et 15 ; Berlin, 5 et 1 ; Bonn, 4 et 1 ; Bruxelles, 5 et 0 ; Le Caire, 19 et 12 ; Les Canaries, 21 et 17 ;openhague, 3 et -1 ; Dakar, 22 et 18 ; Djibouti, 13 et 10 ; Gênes, 11 et 1 ; Jérusalem, 14 et 7 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 5 et -2 ; Luxembourg, 2 et -1 ; Madrid, 12 et 8 ; Moscou, 3 et 0 ; Nairobi, 24 et 16 ; New-York, 3 et -7 ; Palma-de-Majorque, 17 et 11 ; Rome, 17 et 15 ; Stockholm, -1 et -4 ; Toulouse, 12 et 3 ; Tunis, 15 et 8.

PARIS EN VISITES

MARDI 15 DÉCEMBRE

- L'Opéra. 13 h 15, statue de la Danse, M^{me} Garnier-Ahlberg.
- L'UNESCO. 14 h 30, métro Cambronne, M^{me} Legrégois.
- Manufacture des Gobelins. 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M^{me} Oswald.
- Hôtel de Lauzun. 15 heures, 17, quai d'Anjou, M^{me} (Caisse nationale des monuments historiques).
- Carthage à Kairouan. 15 heures, Petit Palais, (Approche l'art).
- De Carthage à l'arsenal. 14 h 30, Petit Palais (Arcus).
- Mouffetard et secrets. 15 heures, métro Monge, M^{me} Montard.
- L'art du dix-septième dans les carrels. 15 heures, Petit Palais, M^{me} Leblanc.
- Le Salon, ses vieux ponts, leur histoire. 14 h 30, 30, rue du Théâtre (Paris autrefois).
- Le festin et l'art. 15 heures, 2, place du Palais-Royal.
- La Tunisie, carrefour des civilisations. Grand Palais (Paris et son histoire).
- Hôtels, églises, ruelles du Marais. 14 h 30, Saint-Paul (Régénération du passé).
- Appartements de l'arsenal de la Meilleraye à l'arsenal. 14 h 30, Métro Sully-Morland, E. Romann.

CONFÉRENCES

18 heures, 12, rue Vivienne, J. Huby :
● Le mythe de l'Alchimie (projections) (Ergonia).
18 h 30, 21 bis, rue d'Armaille, Huby :
● Le dialogue judéo-chrétien - t-il sens ? (Amitié judéo-chrétienne France).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés le Journal officiel des samedis 18 et dimanche 19 décembre :

UNE LOI

● Relative à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général. Sécurité sociale.

UN DÉCRET

● Portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils et territoriaux d'outre-mer.

CARNET

Réceptions

● A l'occasion de la visite officielle en France de ministres des affaires étrangères, M. Nicolas Rolands, l'ambassadeur de Chypre et M^{me} Petros Michalides ont donné une réception vendredi.

● Pays-Bas et M^{me} Tamara Bakker ont donné, jeudi, une réception à l'occasion des fêtes de Noël.

● Giampietro Agos et l'Institut Mayrargue ont la joie d'annoncer la naissance de Judith-Vera. Paris, le 15 décembre 1982.

● M. Louis Benoit, M. Dominique Benoit et M^{me} née Catherine Benoit, heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille.

● Camille. Versailles, Saint-Mandé.

● M. Jean-Pierre Durand-Gastelin, M^{me} Isabelle Le Maresquier, M. et M^{me} Nicolas Le Maresquier, enfants.

● M. et M^{me} René Galy-Dejean, Carl-Erik, Marie-Isabelle, Marie-Caroline et Marie-Victoire Hennin, Eléonore Le Maresquier, ses petits-enfants.

Cyril, Adrien et Jérôme Galy-Dejean, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} LE MARESQUIER, née Conception Lopez et Tejada, survenue le 16 décembre 1982. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 décembre, à 10 h 30, l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e. Cet avis tient lieu de faire-part.

22, boulevard Flandria, 75016 Paris.

On nous prie d'annoncer la

Clara MALRAUX, née André (Eure), survenue le 15 décembre 1982. De la part de Florence Malraux et Alain Resnais, Des familles Goldschmidt et Heymann.

Et tous ses amis. Ses obsèques auront lieu le mardi 21 décembre, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, à Paris. 191, rue l'Université, Paris 75007.

M^{me} Jean-Pierre Queysanne, M. et M^{me} Antoine Queysanne et leur fille.

M. et M^{me} Georges Kervers-Pascals et leurs enfants.

M. et M^{me} Michel Queysanne et leurs enfants et petits-enfants.

M. et M^{me} Jean et leurs enfants et petits-enfants.

Les familles Veillard, Rabou, Droit, Berthier, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre QUEYSANNE, croix de guerre 1939-1945, ancien directeur de l'Agence M^{me} Pont-Mousson S.A.

mort subitement le 15 décembre 1982, dans sa cinquante-neuvième année.

Un office religieux aura lieu le 15 décembre à 9 heures, à l'église de Boulogne (Yvelines).

L'inhumation aura lieu mardi 21 décembre 1982, à 11 heures, l'inhumation à Saint-Chaffrey (Hautes-Alpes).

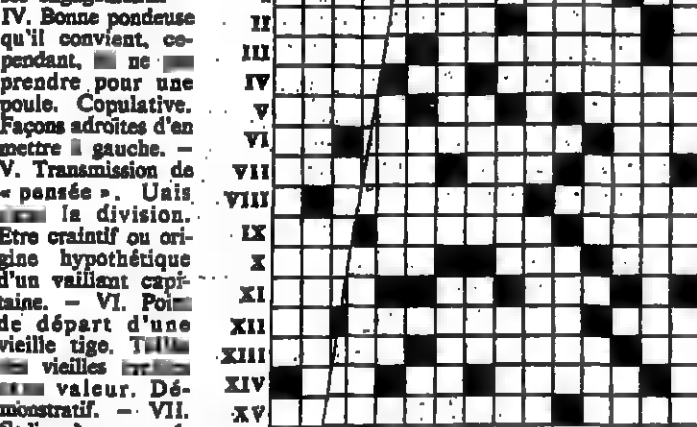
Cet avis tient lieu de faire-part.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 344

HORIZONTALLEMENT

I. Perce certains dessous quand il est tant. Vieux langage. - II. Peut manquer d'action ? théâtre, mais elle est toujours très aimée à la maison. Remplit plus souvent son verre que ses engagements. - IV. Bonne pondeuse qu'il convient, cependant, ne pas prendre pour une poule. Copulative. Façons adroites d'en mettre à gauche. - V. Transmission de « pensée ». Uais. - VII. La division. Etre orantif ou originaire hypothétique d'un vaillant capitaine. - VI. Point de départ d'une vieille tige. - VIII. Vieilles. - XIV. Valeur. Démonstratif. - VII. Se livre à un acte ségrégationniste. Point de départ d'un exode. Répond pour les absents. - VIII. Variété de blé. Pour eux, le bon n'est pas d'or. - IX. Tête hiérarchique. Révolution. Injections grammaticales. Tête de cochon ou à broches. - X. Seigne dans la joie ou se pose dans l'angoisse grave, il ne présente pas toujours un sujet d'inquiétude. Manifeste une expression d'appartenance à l'homme. - XI. On confond souvent et précipitation. Possessif. Lettre minuscule. - XII. L'espace d'un matin. Famille à des gens de théâtre. S'échappent au moment même où l'on s'enchaîne. - XIII. Modèle de doublure faite pour un acteur. Faisait la cour à Messaline. Préposition. - XIV. Rastignac s'était juré de s'en faire un. Négation. Elément de base vu sous un certain angle. - XV. Notre bas pavillons. Sorte de bonzes hindous.



VERTICALEMENT

1. Eventuelle d'actes que leur rôle fait beaucoup suer. - 2. Equipe un tableau de bord. Il est logique qu'on soit soufflé quand leur sonnet est apaisé. - 3. Place de l'étoile. Se pèlent se plume, selon le genre. Signal d'alarme. - 4. En Amérique centrale. Rang pour un laïque. - 5. Blanche quelque grise. Facteur de l'absence. Rassen. En meeting. - 6. Paris. Cipe passé. Origine d'un ordi boiteux. Négation. - 7. Peut-être un V. recrutait à l'œil. Aïe. Auteur de « Delphine » et de « Co-

LA SEMAINE DE LA BONTÉ

Reconnue d'utilité CAS N° 13

Ce jeune homme, à la suite du décès de sa mère, vient de recueillir ses deux frères de dix-sept et dix-huit ans. Ce changement de situation et de logement a déséquilibré la famille, déjà amputée par des périodes de chômage. En attendant que soient résolus les retards administratifs des allocations familiales et des bourses scolaires, on sollicite un aide de 1 600 F.

● Prière d'adresser les dons à la Semaine de la bonté, 175, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris, C.C.P. Paris 4-52 X ou chèques bancaires.

Aucune quête n'est faite à domicile.

LA MAISON

TOUT OREILLE. - Un nouveau magasin Hi-Fi vient s'ouvrir à Montparnasse. Spécialiste des enregistrements, Ferohm propose cent cinquante albums français et étrangers. Petites, volumineuses, cubiques, rondes, encastrées sont à découvrir plusieurs auditeurs, y compris les dernières sorties : la « Nouvelle » à panoramique (6 000 francs la paire), la « transparente » en Plexiglas de Magnat et le haut-parleur absolu la « Plume ». Une fois les choix choisis, on y trouve les accessoires, amplificateurs, etc., etc.

● Ferohm, 11, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris.

Décès

La famille et les amis de **René-Marie CLÉMENT,** ont le grand chagrin d'annoncer son décès, survenu le 12 décembre 1982. La cérémonie religieuse sera l'inhumation au lieu dans la stricte intimité, le 16 décembre, à Mancy (Moselle). Cet avis tient lieu de faire-part.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris, début janvier 1983, 2, avenue d'Iéna, 75116 Paris.

M^{me} Anne-Marie Claveuil, sa mère, M. André Huk, son père, M. René Huk, son frère, M. et M^{me} Raymond Claveuil, ses grands-parents, Ses oncles et tantes, cousins et cousines, ainsi que toute la famille, ont la grande douleur de faire part du décès de

Denis HUK, artisan relieur, survenu le vendredi 17 décembre 1982, dans sa vingt-sixième année. Les obsèques ont eu lieu le 19 décembre en l'église de Micy (Yonne), 11, rue Guénégaud, 75006 Paris.

M^{me} Martial Laurens-Henard, M. et M^{me} Eouen-Henard, Le docteur et M^{me} Puyuelo, Le colonel et M^{me} E. Segnier, Le docteur et M^{me} René Puyuelo et leurs enfants.

Le docteur Françoise Segnier, Les familles Saunoy-Goussart, Saunoy-Delcluse, parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Martial LAURENS, conseil général de France à Bangui, survenu le 16 décembre 1982 à Bangui, dans des conditions de l'Église.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bangui, le lundi 20 décembre 1982 à 15 heures.

Remerciements

M^{me} Jehan Venthénat et toute la famille remercient bien sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages, leurs prières, se sont unies à leur peine lors du rappel à Dieu de

M. Jehan VENTHENAT.

La direction, L'encadrement, le personnel de la société Venthénat-Papeteries Charentes S.A. remercient sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages, leurs prières, se sont unies à leur peine lors du rappel à Dieu de leur président,

M. Jehan VENTHENAT.

Anniversaires

A l'occasion du cinquantième anniversaire de

GARETS, nous demandons à tous ceux qui l'ont aidé de nous pardonner.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT - Université de Paris-X (Nanterre), mardi 21 décembre, à 14 heures, salle C-26, M. Yann Le Bohec : Recherches sur l'armée romaine d'Afrique.

Université Paris-I, mardi 21 décembre, à 9 h 30, salle des fêtes (centre Panthéon), M. Yves Doluis : Les investissements privés occidentaux dans les pays socialistes membres du Comecon : aspects juridiques.

Les remous chez Citroën

en faillite. Puis au moment où
un économiste qui s'est fait
cause, nous avons demandé aux dé-
légués de choisir d'être vigilants, de
surveiller les intérêts ou les sabo-
tages qu'ils en commettent ».

qui nous a vainement donné la possibilité d'aller informer en place sur les faits signalés par le *Libération* — évidemment par suède du *Libération* — Les *Libération* : la *Libération* *Libération* se retrouve prise au piège de sa propre structure, qui aujourd'hui après les premières libérations de l'entreprise, les instances hiérarchiques de la C.S.L., véritable contre-pouvoir interne, et les contre-pouvoir *Libération* sont les délégués de la *Libération* marocains, plus ou moins liés par la C.G.T.

UNE Talbot, et même une Renault. Ces symptômes alarmants apparaissent, avec une montée de l'absentéisme. Quel qu'il en soit, les dirigeants du groupe P.S.A., principal fournisseur de Citroën, nuancent à présent leurs propos : les menaces de fermeture de l'usine d'Aulnay, brandies un peu à la légère la semaine dernière, n'étaient pas de nature à ternir une image de marque qui n'a été que trop récemment ré-

JEAN BENOIT.
■ **Renault :** la C.G.T. critique le « tout à l'exportation ». — La politique de « tout à l'exportation » est à la base de toutes les difficultés de la régie Renault, a expliqué le 17 décembre à la presse les responsables C.G.T. du **syndicat d'exportation**. Selon eux, les opérations lancées par Renault au Mexique, au Portugal, et même aux Etats-Unis se sont toutes révélées largement dé-

URBANISME

Le c

(Suite de la première page.)


... quel niveau se sont produites les fuites ? à quel stade de la procédure (commission technique, fabrication de permis de construire, projets de loi, etc.) ?

... la compétition pour le dernier

Ayant entériné le choix, **président** du jury, ce qu'il n'était pas tenu à faire, le président de la République, a coupé **la** certains commentaires, en donnant un poids **à** qui **ont** prises **les** prochains **pour** le **l'** Opéra de la Bastille.

de l'Etat. Le concours d'architecture. Doit-il suivre les décisions du jury ? Le jury qui pouvait choisir « souverainement », celui de La Villette, ayant désigné neuf lauréats, a renoncé d'une certaine façon son pouvoir en dévoilant l'identité

... du tout, a répondu M. Jack Lang, ministre de la culture, au



L'axe vue cavalière du projet, prise en premier plan, schématiquement, le palais architectes Andraud et Parat (en construction) au boulevard de Bercy, le bâtiment principal d'Andraud retenu pour le concours final. Les grands portiques, le bâtiment enjambe, adapté et s'appuie sur la berge, forme monumentale à l'une des entrées de appartements. Les ministres seraient au fin de la fin avec les immeubles qui seraient au boulevard de Bercy et des voies S.N.C.F. de la grande ville de Paris. Ce dessin est assuré par

URBANISME

Le concours du ministère des finances

et il n'a pas exclu, dans certains cas, la commande directe.

L'architecture est, comme l'Afrique : elle fait traditionnellement partie du domaine réservé des bords de l'Etat de la V^e République. Si général de Gaulle avait délégué sa pouvoir en la matière à André Malraux (qui approuve notamment, à tour Montparnasse), si Georges Pompidou s'était résolu à contre-cœur à respecter les choix du jury de Beaubien,

et avait alors conçu l'idée de se faire élire député de la 1^{re} circonscription de Paris, dans le 13^e arrondissement, où il avait une maison et un atelier de peintre. Mais M. Giscard d'Estaing s'était, quant à lui, complu dans un certain mystère, refusant les interviews et contournant le choix de La Villette ou de la Défense, après des avis de « commissions de classement » le lui ayant fait connaître.

dairement expliqués. En outre, les grands projets étaient réservés aux architectes français, pour une architecture qui devait être « à la française ».

Le pouvoir socialiste a ouvert les frontières et on ne peut que s'en féliciter. Il a lancé une ambitieuse politique de concours internationaux, invitant des étrangers dans les jurys et respectant les règles établies par l'Union internationale des architectes. On verra à l'usage si cette ouverture était de pure forme, ou si elle permettait de relever le niveau de qualité des réalisations. En acceptant pour le

tion de métro Bercy. Les lauréats ont
de cet ensemble, destiné à abriter cinq
qui pourrait atteindre 15 000 mètres
plusieurs tranches; le centre du bâtiment
aurait été construit en premier, sur la
à libérer, actuellement occupé par le
sens combattants. Le calendrier de
terre; le chantier doit commencer à in
pour être terminé en 1986, afin que
puisse être libéré et affecté à d'autres
septennat et l'Exposition universelle

mesure de 1982, le trafic d'anvers a augmenté de 11,4 %.

quelques-uns des thèmes
d'exposition du futur. Mais
des sciences, des techniques
des industries. C'est ainsi
voir, en compagnie de M. Paul
Louvrier, président de l'États-
ment public du parc, des
sciences faisant appel au laser et aux

Opéra de la Bastille
LE JURY DU CONCOURS
EST DÉSIGNÉ
Les candidatures des architectes
qui désirent participer au concours

Le jury se réunit pour la première fois le mardi 21 décembre. Il sera composé de : **Maurice Fleuret**, directeur **de la musique au ministère de la culture**; **Jean-Pierre Dupont**, directeur de l'architecture au ministère de l'urbanisme et du logement; **Pierre-Yves Ligen**, directeur de l'aménagement urbain à la Ville de Paris; **Georges de Selve**, directeur de l'architecture à la Ville de Paris.

Eye ; Michael Hampe, directeur de l'Opéra de Cologne (Allemagne fédérale) ; Le critique d'architecture britannique Dennis Sharp ; les architectes français Bernard Huet,

Trois suppléants ont été désignés :
Mazo Jotta, architecte (Suisse),
Hofz Br. (Berlin), et Paul Puaux,
président du conseil d'administra-

Les Dix adoptent le budget européen

De l'autre côté, les communistes ont obtenu 10,5 pour cent des voix, soit 1,5 million de voix de plus qu'en 1974. Mais ils n'ont obtenu que 10,5 pour cent des sièges, soit 1,5 million de sièges de plus qu'en 1974. C'est la même situation qu'en 1974, où les communistes ont obtenu 10,5 pour cent des voix, soit 1,5 million de voix de plus qu'en 1974. Mais ils n'ont obtenu que 10,5 pour cent des sièges, soit 1,5 million de sièges de plus qu'en 1974.

OPEP tenta

Produced by
J. J. Production

[illegible]

1. 凡在本行开立存款账户的客户，均可向本行申请开立支票。
 2. 支票的有效期为自签发之日起六个月内。
 3. 支票的金额不得超过账户余额。
 4. 支票的签发人必须为账户持有人。
 5. 支票的收款人必须为本行客户。
 6. 支票的签发人必须对支票的金额负责。
 7. 支票的收款人必须对支票的金额负责。
 8. 支票的签发人必须对支票的金额负责。
 9. 支票的收款人必须对支票的金额负责。
 10. 支票的签发人必须对支票的金额负责。

[illegible]

destockage

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

1. Exigências do cliente e do mercado;
 2. Capacidade de produção da fábrica;
 3. Disponibilidade de matéria-prima;
 4. Disponibilidade de recursos humanos;
 5. Disponibilidade de recursos financeiros;
 6. Disponibilidade de recursos tecnológicos;
 7. Disponibilidade de recursos de transporte;
 8. Disponibilidade de recursos de energia;
 9. Disponibilidade de recursos de informação;
 10. Disponibilidade de recursos de comunicação.

[illegible]

...
...
...
...
...

[illegible]

C.E.E.

SOUCEUX D'ÉVITER UN CONFLIT AVEC LE PARLEMENT

Les Dix adoptent le budget européen pour 1983

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Les Dix, jouant l'apaisement, veulent s'efforcer de désamorcer le conflit budgétaire qui les oppose au Parlement européen. C'est ce qui ressort de la déclaration publiée, vendredi 17 décembre, par les ministres des finances, puis de la décision prise dans la soirée par leurs représentants d'approuver le budget de la C.E.E. pour 1983, au niveau voulu par le Parlement.

Le problème politique majeur pour les gouvernements membres est de parvenir à exécuter, malgré l'opposition du Parlement, l'accord qu'ils ont conclu en juin dernier sur l'alignement de la contribution nette du Royaume-Uni au budget européen de 1982. Les ministres des finances ont réaffirmé, vendredi, leur volonté maximale de respecter les engagements pris, autrement dit de verser 850 millions d'ECU (5,5 milliards de francs) aux Britanniques et 150 millions d'ECU (975 millions de francs) à la R.F.A. (1).

Il reste à savoir comment atteindre cet objectif. Les ministres des finances ont renoncé à l'idée d'essayer de forcer le consentement du Parlement et de régler l'affaire en 1982. Ils ont invité la Commission européenne à présenter, pour pouvoir payer les Britanniques et les Allemands, un budget rectificatif au budget de la Communauté pour 1983. Ils ont l'intention d'ouvrir un dialogue avec le Parlement afin de l'amener à revenir sur son attitude négative de jeudi dernier, et approu-

ver cette fois le nouveau budget rectificatif.

Mais pour adopter un budget rectificatif, il faut disposer du budget lui-même. Or, ce n'était pas le cas dans la mesure où jeudi dernier le Conseil n'avait pas accepté d'augmenter les « dépenses non obligatoires » du budget 83 d'un montant aussi élevé que celui voulu par le Parlement. L'écart entre les deux positions était de 137 millions d'ECU (900 millions de francs). Le Conseil a levé cet obstacle par un vote autorisant l'augmentation des dépenses non obligatoires au niveau voulu par le Parlement. Si bien que, désormais, le président du Parlement, M. Dankert, va pouvoir formellement arrêter le budget de la Communauté pour 1983.

Une base juridique et financière existe pour un débat entre le Parlement et le Conseil sur l'affaire anglaise, c'est-à-dire sur le budget rectificatif 1983. Il reste à savoir jusqu'où le Parlement pourra et voudra aller et quelle est la portée des engagements politiques qu'il exigera du Conseil pour donner son feu vert.

Ph. L.

(1) Dans le cas de la R.F.A., il ne s'agit pas de proprement parler d'alléger sa contribution au budget européen, mais de faire le sort (puisque elle est déjà celle qui verse la contribution la plus importante au budget européen) qu'elle ne supporte que partiellement la charge de l'effort consenti en faveur du Royaume-Uni.

ÉTRANGER

Accord des banques françaises pour le prêt au Mexique

Il se confirme que les banques françaises ont donné leur accord pour participer, à hauteur de 350 millions de dollars, au prêt de 5 milliards de dollars sollicité par le Mexique auprès des banques commerciales (et qui viendra appuyer le crédit de 3,8 milliards de dollars du F.M.I.). Une trentaine de banques françaises participent à cette opération, mais les principales contributeurs, comme nous l'avons indiqué, proviendront des trois grandes banques nationales : Paribas, le C.C.F. et la Banque de l'Union européenne.

Les banques françaises doivent se prononcer à très bref délai sur leur participation à deux prêts internationaux pour l'Argentine. Il s'agit d'un crédit relais de 1,1 milliard de dollars à quinze mois et d'un crédit à moyen terme de 1,5 milliard de dollars sur quatre ans et demi avec un délai de grâce de trois ans. Buenos Aires demande également le rééchelonnement des échéances fin 1982 et 1983, estimées à 5,5 milliards de dollars. La dette de l'Argentine est de 39 milliards de dollars.

Les banques britanniques ont fait savoir qu'elles participaient à l'opération : la Banque d'Angleterre a donné son accord. Le prêt à l'Argentine avait donné lieu à une controverse à la suite de la publication d'un article paru dans le journal dominical *The Mail on Sunday*, qui avait affirmé que les banques britanniques allaient contribuer à un prêt international devant servir à l'achat d'engins Exocet. Les banques avaient répondu que le prêt serait assorti de strictes conditions qui ne

permettraient pas son utilisation pour l'achat d'armements.

L'aide au Brésil

L'aide de la Banque des règlements internationaux (B.R.I.) au Brésil se précise, d'autre part. Il s'agit d'un crédit relais de 1,2 milliard de dollars, demandé d'urgence par Brasilia en attendant de pouvoir tirer la première tranche de l'accord de confirmation (créditstand-by) que sera conclu avec le F.M.I. (voir le Monde du 17 décembre). La B.R.I. prête de l'argent qui, pour l'essentiel, lui est fourni par les banques centrales des grands pays créanciers du Brésil. La participation des États-Unis s'élève à près de la moitié (550 à 600 millions de dollars) et celles des autres grands pays industrialisés — R.F.A., France, Grande-Bretagne, Canada et Japon — entre 90 et 100 millions de dollars chacun.

Enfin, le ministre espagnol de l'économie et des finances, M. Miguel Boyer, a signé vendredi avec les représentants d'un consortium bancaire international un accord portant sur un crédit de 200 millions de dollars en faveur de l'Espagne. Si par le gouvernement socialiste deux semaines, jour pour jour, après son entrée en fonctions, ce crédit avait été négocié par le précédent gouvernement : il est remboursable en huit ans, le taux est l'addition d'une marge de 0,2 % au-dessus du taux de base des banques américaines. Il s'agit là de conditions favorables.

Aux États-Unis

Les syndicats et la direction de Chrysler signent un nouveau contrat de travail

De notre correspondant

Washington. — Pour la première fois depuis deux ans, les quarante mille ouvriers de Chrysler aux États-Unis vont voir leurs salaires augmenter. Ils ont approuvé, vendredi 17 décembre, un nouveau contrat de travail établi par la direction du groupe et le syndicat des travailleurs de l'automobile (U.A.W.). Légèrement moins avantageux que le contrat ratifié voilà une semaine par les dix mille ouvriers canadiens de Chrysler, il est cependant basé sur les mêmes principes.

Le vote de vendredi a été obtenu à une très large majorité. Il met un terme à plusieurs mois de négociations agitées et devrait permettre à la troisième firme automobile américaine d'affronter avec plus d'assurance une conjoncture qui reste très difficile.

Le nouveau contrat rétablit une partie des avantages auxquels les ouvriers avaient renoncé en 1979 pour permettre à Chrysler d'échapper à la faillite. Le salaire sur les chaînes de montage, qui est actuellement de 9,07 dollars par heure (63 francs), passera à 9,81 dollars, en raison d'une augmentation de 27 cents et d'un réajustement de 47 cents sur le coût de la vie. Malgré cela, le traitement horaire restera inférieur de 2 dollars à celui qui est pratiqué chez Ford et General Motors.

Valable un an, le nouveau contrat coûtera un supplément de 115 millions de dollars à la firme de Detroit. Cette somme s'ajoutera aux 100 millions perdus au Canada, en novembre

et en décembre, à cause d'une grève de trente-sept jours.

Entre le 1^{er} janvier et le 10 décembre, Chrysler n'a vendu que 649 000 voitures aux États-Unis, soit 6,7 % de moins que l'année dernière, qui était déjà très mauvaise. Ses deux grands concurrents ont également baissé : - 8,6 % pour General Motors et - 4,7 % pour Ford.

Chrysler a cependant rétabli son équilibre financier en 1982, réalisant 256 millions de dollars de bénéfices aux deux premiers trimestres. S'y ajouteraient une dizaine de millions au troisième trimestre. Mais ces chiffres comprennent des allègements fiscaux et, surtout, la vente de la division militaire, cédée en février pour 239 millions de dollars. C'est dire que la situation du groupe est encore très fragile.

La ratification du contrat de travail va permettre à M. Douglas Fraser, président de l'U.A.W., de retrouver son siège au conseil d'administration de Chrysler. Il l'avait violemment quitté, le 5 novembre, pour ne pas confondre ses deux « casquettes », après avoir été très critiqué, aussi bien par le patronat que par une partie de la base ouvrière.

M. Fraser est le seul dirigeant syndical américain à occuper un tel siège, offert en 1979 par Chrysler en échange des concessions salariales. Agé de soixante-cinq ans, il quittera la présidence de l'U.A.W. au printemps prochain, pour être remplacé par un syndicaliste de General Motors, M. Owen Bieber. — R. S.

ÉNERGIE

L'OPEP tente d'éviter une chute des prix du pétrole

(Suite de la première page.)

Quant aux quotas de production fixés initialement par l'OPEP, il n'en reste quasiment plus rien. Sur treize membres, seuls « quatre ou cinq pays se conforment encore aux niveaux de production agréés », estime la revue *Le Pétrole et la Gas* arabes du 16 décembre. Plusieurs pays dépassent largement leur quota : l'Irak d'abord, qui produit actuellement, selon les sources, de 2,2 à 2,5 millions de barils par jour pour un quota de 1,2 millions de barils par jour, la Libye et le Venezuela. D'autres, à l'inverse, restent très en deçà des quantités qui leur ont été allouées : l'Arabie Saoudite (6,79 millions de barils par jour contre 7,15 millions agréés) et l'Irak (du fait de la guerre). Au total, la production des pays de l'OPEP atteint actuellement environ 19 millions de barils par jour, soit une quantité bien supérieure au plafond fixé en mars (17,5 millions). Pourtant, cette production représente moins de la moitié du total mondial : 45,2 % selon l'Agence internationale de l'énergie. Car, c'est une des causes principales de ses déboires actuels, l'OPEP n'est plus seule en course.

Un important déstockage

Des pays producteurs non membres de l'OPEP, au premier rang desquels le Mexique et la Grande-Bretagne, augmentent sans cesse leur production, quinze à vingt millions de barils par jour, ce qui fait baisser les prix, afin de s'ajuster une part du marché significative. Impuissante face à ces nouveaux venus, l'OPEP est également largement démunie devant le déstockage important pratiqué par les compagnies depuis un an, lequel a largement accentué l'affaiblissement du marché. Les stocks américains de pétrole brut sont ainsi passés de 366 millions de barils en 1981 à 349,1 millions de barils cette année, tandis que leurs importations de brut chutaient de 19,6 % au cours des onze premiers mois de 1982 par rapport à l'année précédente.

Dernière et principale cause du marasme : la diminution de la demande de pétrole dans tous les pays industrialisés. Elle est liée à la récession mondiale et aux efforts faits depuis 1973 par les pays consommateurs pour économiser l'énergie et trouver des énergies de substitution.

Contrainte de jouer les cartels de crise et de répartir la pénurie, l'OPEP a certes réussi à maintenir à quelques entorses près jusqu'ici son prix de référence. Mais elle s'est révélée incapable de faire respecter les règles du jeu qu'elle s'était fixées, en l'occurrence une baisse ordonnée de la production. D'où l'exaspération croissante de ceux qui, parmi ses membres, ont respecté, voire amplifié les consignes de baisse de production, au prix d'une diminution importante de leurs revenus — au total pour la première fois l'ensemble

des échanges des pays de l'OPEP devrait enregistrer un déficit de 11 milliards de dollars en 1982 ! — alors que d'autres pays, l'Irak et la Libye surtout, ont tiré profit de la situation.

« Or rien n'indique un raffermissement du marché à court terme, au contraire. Passé le surcroît de l'hiver, la demande mondiale risque de s'effondrer à nouveau au printemps prochain, aggravant, si rien n'est fait, le déséquilibre et pouvant même, selon certains experts, entraîner les prix dans une baisse en spirale pouvant atteindre 5 à 10 dollars par baril. Celle-ci serait désastreuse pour tous.

« Il est un point, en effet, sur lequel tout le monde tombe d'accord, c'est le danger d'un effondrement des prix. La chute des revenus qu'il entraînerait dans tous les pays producteurs — membres ou non de l'OPEP — risquerait non seulement d'assécher le marché international des capitaux, déjà fort tendu, mais aussi de provoquer chez certains pays les plus fragiles — Mexique, Nigeria, etc. — des difficultés telles que le système bancaire occidental risquerait d'en souffrir. Pour les pays de l'OPEP, ce mouvement l'Arabie Saoudite, il consacrerait, sans même parler des risques de déstabilisation politique, la perte de sa maîtrise du marché. Pour les pays consommateurs enfin, il risquerait, passé l'allègement à court terme, d'ailleurs relatif, de leur balance commerciale, d'entraîner les politiques à long terme de mise en valeur des ressources nouvelles et d'économie d'énergie.

« Le prix de référence est devenu une sorte de compromis autour duquel se retrouvent non seulement les pays exportateurs, mais aussi les importateurs et les compagnies », notait récemment des experts du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), lors de la présentation du dernier numéro de leur revue devant le Club d'information et de réflexion sur l'économie mondiale (CIREM).

« Dans ces conditions, les tentatives de la politique commune ont des limites. Il nous semble que tous les pays en sont conscients. Chacun peut désirer jouer son propre jeu aussi loin qu'il est possible, mais aucun n'a intérêt à une baisse généralisée des prix et donc des revenus. Ils ont tous besoin du parapluie de l'OPEP, c'est-à-dire de l'Arabie Saoudite. Les multiples déclarations faites par les responsables des pays de l'OPEP avant la conférence manifestent une volonté ferme de maintenir le prix de référence à son niveau actuel. Reste à savoir comment, c'est-à-dire au prix de quel sacrifice sur la production.

L'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis, qui, jusqu'à présent, ont absorbé le plus gros de la diminution nécessaire, ont fait savoir en octobre qu'ils n'étaient guère décidés à sup-

porter cette situation plus longtemps. Le peuvent-ils d'ailleurs ? Si le marché pétrolier s'effondre au printemps, l'Arabie Saoudite pourrait réellement rester longtemps détreillée du prix effectif du marché ? Et quand bien même ses réserves — énormes — le lui permettraient, voudra-t-elle le faire alors que les seuls bénéficiaires en seraient des pays « indisciplinares » et qui plus est adversaires politiques, comme l'Irak ou la Libye ? « Le problème de l'OPEP se situe où la logique finit et où commence la panique », écrivait récemment M. Youssif Ibrahim dans le *Wall Street Journal*.

La répartition des quotas

Il y a gros à parier que la prochaine conférence de l'OPEP portera sur la répartition des quotas de production, indispensable à la maîtrise du marché, et sur les moyens de faire respecter un minimum de discipline interne. Le problème des quotas est ardu, bien que tout le monde ou presque semble d'accord sur la nécessité de les réaménager. D'une part, l'Arabie Saoudite a refusé jusqu'ici de discuter officiellement de cette question, arguant de l'absence de la part de la souveraineté nationale. D'autre part, l'Irak, la Libye, l'Irak et un certain nombre de pays dont la marge de manœuvre est moins grande du fait de besoins financiers plus importants (Venezuela, Indonésie, Nigeria) n'acceptent pas les quotas fixés en mars dernier par l'OPEP et demandent des plafonds beaucoup plus élevés.

En septembre, le comité de surveillance du marché, émanation de l'OPEP, avait déjà envisagé une nouvelle structure des quotas, basée sur une prévision de demande mondiale de 20,3 millions de barils par jour en 1983. Or cette base est contestée notamment par les Irakiens, qui estiment que la demande n'augmentera pas. En outre, de nombreux pays demandent que les parts respectives des États membres dans la production globale tiennent compte des « parts historiques de production ». L'Irak par exemple réclame 2 millions de barils par jour c'est-à-dire 10 % du total, sa part traditionnelle depuis dix ans, bien qu'il soit incapable, compte tenu de la guerre en cours, de l'écouler, — de l'importance des réserves pétrolières et monétaires de chaque pays, de leur population et de leurs besoins financiers propres. Tous ces éléments reviendraient au bout du compte à réduire le quota — d'ailleurs important — jusqu'ici attribué à l'Arabie Saoudite.

Il y a donc fort à parier que la bagarre sur ce point sera rude. Il est cependant vital pour l'OPEP d'arriver à une entente, même partielle. Sinon la pagaille actuelle en se prolongeant, risque d'amener l'Arabie Saoudite à brander la seule arme réellement à sa portée pour obtenir

le respect des règles fixées en commun : une diminution des prix officiels, qui, associée à une relance à la production, mettrait à genoux ses concurrents. C'est ce que préconisait à titre de menace le rapport des sept experts membres du groupe de recherche sur la politique pétrolière des pays exportateurs, publié peu avant la conférence (le Monde du 7 décembre). Il souhaitait que soit offerte la possibilité aux membres disciplinés de recourir si nécessaire à des diminutions officielles de prix dans le but de dissuader d'autres membres de violer l'accord ainsi conclu. Mais ce serait se priver sans doute pour longtemps du « parapluie de l'OPEP ».

VÉRONIQUE MAURIS.

OCCIDENTAL PETROLEUM SE RETIRE DE L'ENOX

La firme américaine Occidental Petroleum (OXY) se retire de l'ENOX, groupe italien rassemblant la chimie de l'ENI, de l'ANIC et de L'Essochimica, qu'elle avait constituée à 50/50 il y a moins d'un an avec l'office italien des hydrocarbures (ENI) en vue d'en faire un pôle de la pétrochimie européenne.

Le divorce a été prononcé au cours d'une réunion houleuse, qui s'est tenue ces derniers jours à Los Angeles au siège de l'OXY. C'est la firme américaine qui a décidé de mettre fin à l'association, après avoir refusé d'adopter le plan initial de l'ENOX, comme le plan initial le prévoyait, plusieurs usines de la Montedison, numéro un italien de la chimie, jugeant trop onéreux le rachat de ces unités en ces temps de crise.

En annonçant la nouvelle vendredi soir, M. Umberto Colombo, président de l'ENI à ce moment précis, a déclaré que cette séparation n'entraînerait pas la disparition de l'ENOX, ni la fin immédiate de toute collaboration avec l'OXY. S'agissant de l'ENOX, il a déclaré que, en dépit de pertes substantielles, le groupe avait obtenu « des résultats concrets ». « Ses structures commerciales et de ventes ont été organisées sur une échelle internationale et ses parts de marché ont été accrues pratiquement dans toutes les lignes de production. L'achat de l'International Synthetic Rubber (Grande-Bretagne) en a fait le producteur de caoutchouc le plus important en Europe. »

La collaboration avec OXY se poursuivra dans le domaine du charbon quelque temps encore. Ainsi l'ENOX Coal, filiale américaine du groupe chargée de gérer des mines de charbon aux États-Unis restera opérationnelle jusqu'à la fin de 1984. Un plan financier visant à indemniser l'OXY a été mis au point mais ses détails n'ont pas encore été rendus publics.

Faits et chiffres

Agriculture

■ Une amende de 1 million de francs pour le Bureau national du cognac. — La Commission européenne reproche au Bureau national interprofessionnel du cognac (B.N.I.C.) d'avoir fixé, entre 1979 et mars 1982, des prix minimaux pour la commercialisation de ce produit, qui ont été rendus obligatoires pour l'ensemble de la profession. Selon la Commission, cette mesure a pour effet de limiter la concurrence et est donc contraire au traité de Rome.

■ Le Bordeaux 83 : une récolte record et un millésime exceptionnel. — Selon M. Paul Glotin, président du comité interprofessionnel des vins de Bordeaux (C.I.V.B.), la récolte 82 a atteint 4,570 millions d'hectolitres contre 4,509 millions, précédent record de 1979. Par rapport à cette même année, la récolte de vin rouge progresse de 6 % et celle de blanc diminue de 12 %.

Le chiffre d'affaires du secteur a atteint 4,8 milliards de francs dont 2 milliards à l'exportation. Ces ventes à l'étranger sont restées stables en volume, mais la demande a été plus importante pour les vins en bouteille (75 % des exportations), alors que les ventes de vin en vrac ont chuté. Le vin de Bordeaux est produit sur 78 000 hectares, par 20 000 vignerons. Le budget de promotion (26,5 millions de francs) sera en 1983 quatre fois celui de 1980. Enfin, dès janvier 83, le vin de Bordeaux disposera d'une nouvelle bouteille sur l'épaule de laquelle le nom de Bordeaux et les armes de la ville seront gravés.

Étranger

ÉTATS-UNIS

■ L'Eximbank s'ouvre aux coopérateurs agricoles. — La Banque export-import des États-Unis a annoncé, vendredi 17 décembre, qu'elle offrirait désormais une assurance pour les crédits d'exportations des coopératives agricoles. La Banque centrale des coopératives et l'Association de l'assurance du crédit à l'exportation (qui regroupe quarante-cinq compagnies) ont signé avec l'Eximbank un contrat de réassurance, qui garantit les prêteurs en cas de pertes sur les crédits consentis pour la vente de denrées agricoles par les coopératives. Ce contrat porte sur 750 millions de dollars pour douze mois. — (A.F.P.)

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE A DE NOUVEAU FLÉCHI EN NOVEMBRE

L'indice de la production industrielle aux États-Unis a fléchi de 0,4 % en novembre, tombant à 135,6 (base 100 en 1967). Il s'agit de la quatorzième baisse mensuelle de cet indice au cours des seize derniers mois. En septembre et en octobre, le recul de l'indice avait été de 0,8 % en septembre et en octobre.

Bien que la baisse ait été moins forte en novembre, elle indique que la récession n'est pas terminée. On s'attend à une aggravation du chômage, déjà très élevé, puisqu'il représentait 10,8 % de la population active en novembre.

La Maison Blanche a cependant affirmé une nouvelle fois son opposition à toute mesure de relance et s'est déclaré opposé au programme de création d'emplois d'un montant de 5,4 milliards de dollars approuvé, le 14 décembre, par la Chambre des représentants.

En Grande-Bretagne

MICHELIN VA SUPPRIMER 4 000 EMPLOIS

Le groupe Michelin a décidé de réduire de 23 % les effectifs de sa filiale britannique Michelin U.K. (17 500 personnes). Cette mesure, qui touchera 4 000 emplois, sera appliquée dans les deux années à venir. La firme de Clermont-Ferrand ferme d'abord courant 1983 son usine de Mallusk, près de Belfast (Irlande du Nord), où 2 150 personnes sont actuellement employées. Par la suite, 1 000 postes de travail seront supprimés à Stoke-on-Trent (Staffordshire), où se trouve, outre une fabrique de pneus, le siège britannique de la firme. Des réductions de personnels seront enfin effectuées à Burnley (Lancashire), Dundee, Aberdeen (Ecosse) et Ballymena. Cette décision a été rendue nécessaire par la crise très dure qui frappe l'industrie britannique des pneumatiques.

Pour le premier semestre 1982, Michelin U.K. a enregistré un déficit de 3,33 millions de livres (40 millions de francs), et la direction de la société s'attend à de nouvelles et importantes pertes pour la seconde partie de l'année.

La nouvelle a produit l'effet d'une douche glacée en Grande-Bretagne, où les effectifs de l'industrie des pneumatiques ont été déjà sérieusement réduits ces cinq dernières années, pour tomber de 40 000 à 25 000. « C'est surtout un désastre pour l'Irlande du Nord », a précisé M. Adam Butler, ministre d'État, responsable pour l'industrie dans l'Ulster, où le nombre de chômeurs (120 000) excède déjà celui des personnes possédant un emploi (97 000).

M. Butler a tenté de fléchir Michelin en lui offrant une aide financière. Il s'est vu opposer un refus poli mais ferme. Le ministre va maintenant s'efforcer d'obtenir du groupe français un décalonnement des réductions d'effectifs, dans l'espoir d'une reprise économique.

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Semaine du 13 au 17 décembre 1982

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Reprise en fin de semaine

Wall Street revient de loin. Après avoir littéralement plongé durant les premières semaines de l'année, la barre des 1 000 sur les trois vives craintes suscitée par la situation économique et monétaire, le marché s'est fortement redressé à la veille du week-end, regagnant ainsi une bonne partie du terrain abandonné. L'indice des industriels a été inscrit vendredi à 1 011,49 (contre 1 018,76), après être tombé au voisinage de 990.

Ce retournement brutal de tendance en fin de parcours a été essentiellement dû à des causes techniques (rachats massifs des tendances à découvert).

Autour du « Big Board », les opérateurs ont encore froid dans le dos. Il faut dire que la décision inattendue de la Fed d'abaisser son taux d'escompte de 9 % à 8 1/2 % avait glacé la communauté boursière, cette dernière étant apparue à ses yeux comme une mesure d'urgence prise pour éviter une déroute économique, mais aussi un désastre financier lié à l'aide massive accordée par les banques américaines aux pays d'Amérique latine (Brésil, Mexique, notamment).

Corrélativement, les opérateurs ont également redouté une reprise de l'inflation.

	Cours 10 déc.	Cours 17 déc.
Alcoa	29 1/2	28 1/4
A.T.T.	60 1/8	59
Boeing	32 1/4	32 7/8
Chase Man. Bank	51 5/8	52 5/8
Du Pont de Nem.	36 3/4	35 5/8
Eastman Kodak	90 7/8	84 3/4
Exxon	29 3/8	28 1/8
Ford	33 3/8	37 3/4
General Electric	93 1/2	92 3/4
General Foods	41 7/8	40 1/8
General Motors	58 5/8	59 1/4
Goodyear	32 1/4	31 1/2
I.B.M.	92 7/8	93 7/8
J.P. Morgan	29 3/4	30 1/8
Mobil Oil	26 1/2	25 1/8
Pfizer	73 3/8	69 1/8
Schlumberger	44	44
Texaco	41	30 1/4
U.A.L. Inc.	28 5/8	32
Union Carbide	50	48 7/8
U.S. Steel	19 1/8	17 3/4
Westinghouse	27 3/8	28 3/8
Xerox Corp.	36 3/4	37 1/4

FRANCFORT

Découragé par le plongeon de Wall Street, le marché allemand n'a pas réussi à maintenir son avance précédente et, sur des ventes bénéficiaires, quand même assez bien absorbées, nous le, il a été contraint d'abandonner un peu de terrain. Indices de la Commerzbank du 17 décembre : 743,8 (contre 755,4).

	Cours 10 déc.	Cours 17 déc.
A.E.G.	29 50	29 30
B.A.S.F.	116	116 90
Bayer	113 50	112
Commerzbank	134 50	130
Deutschebank	276 50	274
Hoechst	112 40	109 80
Karsdat	203	199
Mannesman	133	132 80
Siemens	256	252 30
Volkswagen	142 10	141 50

LONDRES

Asses bien orienté
Malgré une certaine irrégularité entretenue par des craintes suscitées par la baisse de Wall Street mais aussi par les incertitudes régnant sur la détermination des prix des pétroles à l'approche de la réunion des pays membres de l'OPEP, le London Stock Exchange s'est assez bien comporté.

Les mines d'or ont atteint leur plus haut niveau depuis septembre 1980. Indices « F.T. » du 17 décembre : mines d'or, 520,1 (contre 494,1) ; Fonds d'État, 78,63 (contre 78,36).

	Cours 10 déc.	Cours 17 déc.
Beecham	343	350
Bovril	353	354
Brit. Petroleum	314	312
Charter	210	225
Courtauld	75	74
De Beers (*)	5,55	5,70
Dunlop	41	41
Free State Gold	39 7/8	43 7/8
Glaxo	12,73	12,93
Gl. Univ. Stores	586	598
Imp. Chemical	342	348
Shell	416	412
Unilever	765	735
Vickers	80	92
War Loan	32 1/8	32 1/2

(*) En dollars

TOKYO

Très affaibli la semaine précédente après sa dernière ascension, le Kabutocho a réussi ces derniers jours à reprendre un peu sa respiration, grâce en particulier à la détente des taux aux États-Unis et aux espoirs d'un raffermissement de fin d'année. Mais la chute de Wall Street a freiné son élan. L'activité hebdomadaire a porté sur 153,75 millions de titres contre 156,3 millions.

Indices du 18 décembre : Nikkei Dow Jones, 7 865,88 (contre 7 852,06) ; indice général, 579,55 (contre 577,59).

	Cours 10 déc.	Cours 17 déc.
Akai	276	310
Bridgestone	490	489
Canon	1 170	1 210
Fuji Bank	507	500
Honda Motor	971	965
Mitsubishi Electric	1 380	1 340
Mitsubishi Heavy	218	218
Sony Corp.	4 000	3 710
Toshiba Motor	1 000	995

Toujours un peu frileux

pièdes : en abscisse, la nouvelle baisse des taux d'intérêt ; en ordonnée, les réserves cachées de ce « coup de ponce » de la Réserve fédérale, à savoir la persistance de la crise et une perspective de reprise qui s'estompe chaque jour davantage à l'horizon 1983.

A Paris, frileusement regroupés autour de la corbeille, les professionnels comptent sur les mailleurs de l'Onclé Sam en revendiquant, eux aussi, le droit à l'infatigable, gazettes à l'appui : les industriels qui s'attendent, résignés, à un nouveau ralentissement de leur activité (cf. la dernière enquête mensuelle de la Banque de France), la forte hausse des prix de détail au mois de novembre (1 %) dans un régime de semi-liberté, après quatre mois et demi de blocage, le tour de vis de l'encadrement enfin, qui devrait plonger dans l'embarras les organismes de crédit à la consommation, pénalisés par les restrictions apportées aux prêts aux particuliers.

Tout occupés à égrener ce chapelet de mauvaises nouvelles, les boursiers avaient à peine réalisé que, tout compte fait, les cours des valeurs françaises n'ont baissé que de 0,9 % pour l'ensemble de la semaine. Pas de quoi pavoiser, certes, mais quelques raisons de se rassurer sur ce marché où le volume d'affaires s'est un peu contracté en

novembre (1), des garde-fous sont encore là pour pallier un éventuel accès de faiblesse trop marqué.

Pour l'instant, nous n'avons rien à vendre pratiquement et bien peu de chose à acheter », affirme un familier de la rue Vivienne, soulignant que les valeurs vedettes de la cote se sont montrées bien discrètes cette semaine. Il est vrai que les replis successifs du dollar sont autant de coups bas portés aux seules actions qui réussissent encore à tirer parfois le marché : les titres tournés vers l'exportation.

Dans le même temps, on se livre à un savant calcul. Dans le pire des cas, fait-on valoir, le « retour de papier » (les ventes qui pourraient intervenir au début de janvier) ne devrait pas dépasser les 2 milliards de francs. Par contre, les liquidités nouvelles qui vont affluer sur le marché au début de 1983 (coupons du 7 % 1973, demi-coupon sur les obligations indémittibles et souscriptions de Sica inemployées) devraient avoisiner les 10 milliards de francs, dont un minimum de 4 à 5 milliards pourraient être réinvestis, en Bourse, soit le double des ventes redoutées. De quoi faire face.

SERGE MARTI.

(1) Le chiffre d'affaires a atteint 20,7 milliards de francs en novembre, soit 5,5 % de moins que le mois précédent (22,3 milliards en actions et 15,5 milliards en obligations).

Valeurs à revenu fixe

	17 déc.	Diff.
4 1/2 % 1973	8 189	- 1
5 % 1973	8 955	+ 305
10 % 1973	86 825	+ 0,25
P.M.E. 10 % 1976	85 650	+ 0,20
8,80 % 1979	182 780	+ 6,65
10 % 1978	83 770	+ 0
9,80 % 1978	82 770	+ 0,10
8,80 % 1978	83 555	+ 0,05
9 % 1979	79 580	+ 0,20
10,80 % 1979	85 885	+ 0,05
12 % 1980	93 440	+ 0,20
13,80 % 1980	96 660	+ 0,40
16,75 % 1981	105 445	+ 0,15
16,20 % 1982	103 330	+ 0,30
16,20 % 1982	103 330	+ 0,60
15,75 % 1982	102 025	+ 0,55
C.N.E. 3 %	3 001	- 14
C.N.E. 3 000 F	97 440	+ 0,30
C.N.B. 5 000 F	97 440	+ 0,30
C.N.L. 5 000 F	97 530	+ 0,30

Banques, assurances

	17 déc.	Diff.
Bail Équipement	193,80	+ 9,80
B.C.T.	127,50	+ 9,40
Cetolac	127,50	+ 1,50
Chargé Réunis	154	- 9
Banque (Cie)	242	- 7,40
C.F.P.	395	- 16
C.F.L.	218,50	+ 5,50
Eurafrance	360	+ 2,50
Hélin (La)	358	- 6
Imm. P. Monceau	198	- 2
Locafiance	198,30	+ 1,30
Locindus	675	- 3
Midi	657	- 3
O.F.P. (Omn. Fin.)	671	- 19
Paris	349	+ 12
Parimont de rées.	570	- 25
Préval	511	+ 7
Révilon	78,60	- 7,40
Schneider	125	- 8
U.C.B.	125	- 8

	17 déc.	Diff.
Bail Équipement	193,80	+ 9,80
B.C.T.	127,50	+ 9,40
Cetolac	127,50	+ 1,50
Chargé Réunis	154	- 9
Banque (Cie)	242	- 7,40
C.F.P.	395	- 16
C.F.L.	218,50	+ 5,50
Eurafrance	360	+ 2,50
Hélin (La)	358	- 6
Imm. P. Monceau	198	- 2
Locafiance	198,30	+ 1,30
Locindus	675	- 3
Midi	657	- 3
O.F.P. (Omn. Fin.)	671	- 19
Paris	349	+ 12
Parimont de rées.	570	- 25
Préval	511	+ 7
Révilon	78,60	- 7,40
Schneider	125	- 8
U.C.B.	125	- 8

Matra : bruits et chuchotements

Depuis le début du mois de décembre, l'action Matra a été passablement chahutée en Bourse. De reprise en rechute, elle a baissé de près de 16 %, alors qu'en moyenne les valeurs françaises ne sont que légèrement déclinées de 4 %.

Dans les tranches, les rumeurs vont bon train, faisant état, pour les plus optimistes, d'espoirs sur une solide amélioration des résultats (140 F par action), pour les plus pessimistes - ce sont les plus nombreuses - d'une entrée dans l'ère des déficits. Certains marquent même que le départ de M. J. L. Lagardère serait imminent.

Matra s'engage et, en réponse préliminaire, lance : « Les boursiers n'ont pas le droit d'oublier les investissements colossaux faits pour l'avenir ». Cette mise au point faite au siège de la société, l'on lui offre un démenti cinglant aux bruits de pertes. Certes, le déficit est encore dans l'air dans l'« Automobile », point noir du groupe, dans l'« Horlogerie » (mais elle sert en nette régression), dans l'« Électronique automobile » en pleine restructuration et, peut-être également un peu, dans les « Télécommunications ». Mais les branches « Informatique » et « Transports » équilibreront au moins leurs comptes. L'activité militaire (25 % du chiffre d'affaires) marche très fort avec une forte augmentation des prises de commandes (+ 5 milliards de francs) et dans ce domaine l'année 1983 sera aussi bonne, sinon meilleure. L'« espace » aussi se porte bien avec un chiffre d'affaires prévisionnel de 950 millions de francs (+ 20 %).

per ses activités. Sur le plan boursier les filiales Crédit Foncier Immobilier (C.F.I.) et Salles du Midi représentent, à elles seules, plus que la capitalisation boursière de la maison mère. Le C.F.I. va distribuer une action gratuite pour dix anciennes, jouissance 1^{er} janvier 1983.

Bâtiment, travaux publics
Bouygues versera le 20 décembre un acompte sur le dividende 1982 de 12 F par action. Toutes les actions sont concernées y compris les 824 000 attribuées gratuitement en février (2 pour 5).

	17 déc.	Diff.
Auxil. d'entreprises	920	+ 19
Bouygues	781	- 2
Compt. Français	143,10	- 3,90
Dumez	1 120	- 24
J. Lefebvre	153	- 15
Générale d'Entrepr.	275,40	- 7,60
G.T.M.	358	- 19,40
Lafarge	258	- 5
Matras Financ.	288	- 2
Poiet et Chausson	800	- 00
S.C.R.E.G.	109,40	- 0,60

Métallurgie

construction mécanique
Le groupe Valéo renverra cette année dans l'ère des bénéfices après 220 millions de francs de déficit en 1981. Cependant, son redressement financier ne sera pas aussi sensible qu'annoncé en raison de l'impact du blocage des prix et des mesures sociales. La marge brute consolidée est évaluée à 480 millions de F (+ 16 %), soit 6 % du chiffre d'affaires (environ 8 milliards de francs). Les frais financiers ont été réduits (5,6 % du chiffre d'affaires contre 6,2 %). L'endettement, tou-

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

	Nbre de titres	Vol. en cap. (F)
Machines Bull (1)	1 238 000	52 397 460
Schlumberger	97 375	36 389 501
4 1/2 % 1973	14 000	25 490 700
L'Air Liquide (2)	51 800	24 745 200
E.B.M.	29 690	19 876 690
Mot.	24 900	19 796 100
Matra (2)	10 540	13 306 185
(1) Trois séances seulement.		
(2) Quatre séances seulement.		

tefois, reste lourd (2,9 milliards de francs). Pour 1983, le président Bouygues table sur une progression de 10 % de l'activité et sur une marge brute de 600 millions de francs (7 % du chiffre d'affaires).

	17 déc.	Diff.
Alpi	54,50	- 2,60
Antipr	852	+ 12
Avions Dassault	425	inch.
Chiers-Châtillon	11,70	- 0,05
Creusot-Loire	57	+ 2,50
De Dietrich	315	inch.
F.A.C.M.	885	+ 10
Fives-Lille	141,50	- 1,50
Fonderie (Générale)	17,90	- 4,10
Marine-Wendel	46,90	+ 0,20
Mécat. Normandie	9,30	- 0,10
Penhoit	327,80	+ 170
Pengot S.A.	117	- 5
Poclain	81	+ 2,50
Pompey	94	- 4
Sailler	12,50	- 0,80
Sagem	996	- 22
Sauter	14,50	- 1,10
Sauter-Duval	25,50	- 3,50
Unimor	1,80	- 0,05
Vallo	208	+ 3
Valloire	94,90	- 2,10

Filatures, textiles, magasins

	17 déc.	Diff.
André Rouiller	58,70	+ 7,90
F.F. Agence-Wille	104,50	+ 2,30
B.H.	108,80	+ 2,30
C.F.A.O.	476	- 6
Dumart-Serviposte	825	+ 24
Dury	78	- 16
Euronorm	28,50	- 1,50
Galerie Lafayette	142,50	+ 4,50
La Redoute	897	- 6
Neuvelles Galeries	70	- 1,80
Prestitemp	120	- 10
S.C.O.A.	22	- 0,90

Alimentation

	17 déc.	Diff.
Beglio-Say	218	+ 8
Bégis	1 045	+ 20
B.S.N. G. Danone	1 471	- 24
Carrefour	3 325	inch.
Casino	1 058	+ 8
Cédis	602	+ 4
Euronorm	28,50	- 1,50
Guyenne et Gasc.	336	- 9
Lesieur	818	- 22
Martell	748	- 27
Martell-Hennessy	818	- 27
Mumm	842	+ 5
Occidentale (Gale)	409,50	+ 7,70
Oldis-Cab	151,50	+ 4,70
Perrier-Ricard	370	+ 3
Prestitemp	120	- 10
Sourire Perrier	290	inch.
St-Louis-Bouchon	163	inch.
C.S. Saupiquet	245	- 4
Yverre Clapot	1 205	- 12
Vinylux	838	- 12
Nordis	15320	+ 250

Pétroles

Elf Gabon versera le 21 décembre un acompte de 2 400 F C.F.A. sur le dividende 1982, soit 48 F français.

	17 déc.	Diff.
Elf-Aquitaine	104,90	+ 0,80
Elf	104,90	+ 0,80
Francor	309	+ 9
Pétroles français	116,50	+ 4,40
Pétroles B.P.	37,50	+ 1,40
Primagaz	249	- 6
Raffinaz	73,80	- 1,40
Sogepa	289	inch.
Exxon	236,50	+ 1,40
Petrofina	778	- 2
Royal Dutch	282,40	+ 0,90

Mines, caoutchouc, outre-mer

	17 déc.	Diff.
Géophysique	867	+ 2
Imetal	45,30	+ 4,40
Michellie	645	- 46
M.M. Penaroya	46	+ 0,80
Charter	29,80	+ 1,40
INCO	76,40	+ 0,30
R.T.Z.	60,50	- 1,45
Z.C.L.	2,45	+ 0,26

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'ON		
	Cours 10 déc.	Cours 17 déc.
Or fin (100 g en barre)	98 000	97 000
(fils en lingot)	97 500	96 500
Pièce française (20 fr.)	600	600
Pièce française (10 fr.)	400	400
Pièce suisse (20 fr.)	600	600
Pièce suisse (10 fr.)	400	400
Pièce suisse (5 fr.)	200	200
Pièce suisse (2 fr.)	80	80
Pièce suisse (1 fr.)	40	40
Pièce suisse (0,5 fr.)	20	20
Pièce suisse (0,2 fr.)	10	10
Pièce suisse (0,1 fr.)	5	5
Souverain	760	750
de Dasi-souverain	375	380
Pièce de 20 dollars	3 350	3 310
- 10 dollars	1 625	1 647,50
- 5 dollars	812	820
- 20 francs	3 300	3 340
- 10 francs	1 650	1 675
- 5 francs	825	837,50
- 2 francs	330	334
- 1 franc	165	167,50
- 0,5 franc	82,5	83,75
- 0,2 franc	33	33,5
- 0,1 franc	16,5	16,75
- 0,05 franc	8,25	8,375
- 0,02 franc	3,3	3,35
- 0,01 franc	1,65	1,675
- 0,005 franc	0,825	0,8375
- 0,002 franc	0,33	0,335
- 0,001 franc	0,165	0,1675
- 0,0005 franc	0,0825	0,08375
- 0,0002 franc	0,033	0,0335
- 0,0001 franc	0,0165	0,01675
- 0,00005 franc	0,00825	0,008375
- 0,00002 franc	0,0033	0,00335
- 0,00001 franc	0,00165	0,001675
- 0,000005 franc	0,000825	0,0008375
- 0,000002 franc	0,00033	0,000335
- 0,000001 franc	0,000165	0,0001675
- 0,0000005 franc	0,0000825	0,00008375
- 0,0000002 franc	0,000033	0,0000335
- 0,0000001 franc	0,0000165	0,00001675
- 0,00000005 franc	0,00000825	0,000008375
- 0,00000002 franc	0,0000033	0,00000335
- 0,00000001 franc	0,00000165	0,000001675
- 0,000000005 franc	0,000000825	0,0000008375
- 0,000000002 franc	0,00000033	0,000000335
- 0,000000001 franc	0,000000165	0,0000001675
- 0,0000000005 franc	0,0000000825	0,00000008375
- 0,0000000002 franc	0,000000033	0,0000000335
- 0,0000000001 franc	0,0000000165	0,00000001675
- 0,00000000005 franc	0,00000000825	0,000000008375
- 0,00000000002 franc	0,0000000033	0,00000000335
- 0,00000000001 franc	0,00000000165	0,000000001675
- 0,000000000005 franc	0,000000000825	0,0000000008375
- 0,000000000002 franc	0,00000000033	0,000000000335
- 0,000000000001 franc	0,000000000165	0,0000000001675
- 0,0000000000005 franc	0,0000000000825	0,00000000008375
- 0,0000000000002 franc	0,000000000033	0,0000000000335
- 0,0000000000001 franc	0,0000000000165	0,00000000001675
- 0,00000000000005 franc	0,00000000000825	0,000000000008375
- 0,00000000000002 franc	0,0000000000033	0,00000000000335
- 0,00000000000001 franc	0,00000000000165	0,000000000001675
- 0,000000000000005 franc	0,000000000000825	0,0000000000008375
- 0,000000000000002 franc	0,00000000000033	0,000000000000335
- 0,000000000000001 franc	0,000000000000165	0,0000000000001675
- 0,0000000000000005 franc	0,0000000000000825	0,00000000000008375
- 0,0000000000000002 franc	0,000000000000033	0,0000000000000335
- 0,0000000000000001 franc	0,0000000000000165	0,00000000000001675
- 0,00000000000000005 franc	0,00000000000000825	0,000000000000008375
- 0,00000000000000002 franc	0,0000000000000033	0,00000000000000335
- 0,00000000000000001 franc	0,00000000000000165	0,000000000000001675
- 0,000000000000000005 franc	0,000000000000000825	0,0000000000000008375
- 0,000000000000000002 franc	0,00000000000000033	0,000000000000000335
- 0,000000000000000001 franc	0,000000000000000165	0,0000000000000001675
- 0,0000000000000000005 franc	0,0000000000000000825	0,00000000000000008375
- 0,0000000000000000002 franc	0,000000000000000033	0,0000000000000000335
- 0,0000000000000000001 franc	0,0000000000000000165	0,00000000000000001675
- 0,00000000000000000005 franc	0,00000000000000000825	0,000000000000000008375
- 0,00000000000000000002 franc	0,0000000000000000033	0,00000000000000000335
- 0,00000000000000000001 franc	0,00000000000000000165	0,000000000000000001675
- 0,000000000000000000005 franc	0,000000000000000000825	0,0000000000000000008375
- 0,000000000000000000002 franc	0,00000000000000000033	0,000000000000000000335
- 0,000000000000000000001 franc	0,000000000000000000165	0,0000000000000000001675
- 0,0000000000000000000005 franc	0,0000000000000000000825	0,00000000000000000008375
- 0,0000000000000000000002 franc	0,000000000000000000033	0,0000000000000000000335
- 0,0000000000000000000001 franc	0,0000000000000000000165	0,00000000000000000001675
- 0,00000000000000000000005 franc	0,00000000000000000000825	0,000000000000000000008375
- 0,00000000000000000000002 franc	0,0000000000000000000033	0,00000000000000000000335
- 0,00000000000000000000001 franc	0,00000000000000000000165	0,000000000000000000001675
- 0,000000000000000000000005 franc	0,000000000000000000000825	0,0000000000000000000008375
- 0,000000000000000000000002 franc	0,00000000000000000000033	0,000000000000000000000335
- 0,000000000000000000000001 franc	0,000000000000000000000165	0,0000000000000000000001675
- 0,0000000000000000000000005 franc	0,0000000000000000000000825	0,00000000000000000000008375
- 0,0000000000000000000000002 franc	0,000000000000000000000033	0,0000000000000000000000335
- 0,0000000000000000000000001 franc	0,0000000000000000000000165	0,00000000000000000000001675
- 0,00000000000000000000000005 franc	0,00000000000000000000000825	0,000000000000000000000008375
- 0,00000000000000000000000002 franc	0,0000000000000000000000033	0,00000000000000000000000335
- 0,00000000000000000000000001 franc	0,00000000000000000000000165	0,000000000000000000000001675
- 0,000000000000000000000000005 franc	0,000000000000000000000000825	0,0000000000000000000000008375
- 0,000000000000000000000000002 franc	0,00000000000000000000000033	0,000000000000000000000000335
- 0,000000000000000000000000001 franc	0,000000000000000000000000165	0,0000000000000000000000001675
- 0,0000000000000000000000000005 franc	0,0000000000000000000000000825	0,00000000000000000000000008375
- 0,0000000000000000000000000002 franc	0,000000000000000000000000033	0,0000000000000000000000000335
- 0,0000000000000000000000000001 franc	0,0000000000000000000000000165	0,00000000000000000000000001675
- 0,00000000000000000000000000005 franc	0,00000000000000000000000000825	0,000000000000000000000000008375
- 0,00000000000000000000000000002 franc	0,0000000000000000000000000033	0,00000000000000000000000000335
- 0,00000000000000000000000000001 franc	0,00000000000000000000000000165	0,000000000000000000000000001675
- 0,000000000000000000000000000005 franc	0,000000000000000000000000000825	0,0000000000000000000000000008375
- 0,000000000000000000000000000002 franc	0,00000000000000000000000000033	0,000000000000000000000000000335
- 0,000000000000000000000000000001 franc	0,000000000000000000000000000165	0,0000000000000000000000000001675
- 0,0000000000000000000000000000005 franc	0,0000000000000000000000000000825	0,00000000000000000000000000008375
- 0,0000000000000000000000000000002 franc	0,000000000000000000000000000033	0,0000000000000000000000000000335
- 0,0000000000000000000000000000001 franc	0,0000000000000000000000000000165	0,00000000000000000000000000001675
- 0,00000000000000000000000000000005 franc	0,00000000000000000000000000000825	0,000000000000000000000000000008375
- 0,00000000000000000000000000000002 franc	0,0000000000000000000000000000033	0,00000000000000000000000000000335
- 0,00000000000000000000000000000001 franc	0,00000000000000000000000000000165	0,000000000000000000000000000001675
- 0,000000000000000000000000000000005 franc	0,000000000000000000000000000000825	0,0000000000000000000000000000008375
- 0,000000000000000000000000000000002 franc	0,00000000000000000000000000000033	0,000000000000000000000000000000335
- 0,000000000000000000000000000000001 franc	0,000000000000000000000000000000165	0,0000000000000000000000000000001675
- 0,0000000000000000000000000000000005 franc	0,0000000000000000000000000000000825	0,00000000000000000000000000000008375
- 0,0000000000000000000000000000000002 franc	0,000000000000000000000000000000033	0,0000000000000000000000000000000335
- 0,0000000000000000000000000000000001 franc	0,0000000000000000000000000000000165	0,00000000000000000000000000000001675
- 0,00000000000000000000000000000000005 franc	0,00000000000000000000000000000000825	0,000000000000000000000000000000008375
- 0,00000000000000000000000000000000002 franc	0,0000000000000000000000000000000033	0,00000000000000000000000000000000335
- 0,00000000000000000000000000000000001 franc	0,00000000000000000000000000000000165	0,000000000000000000000000000000001675
- 0,000000000000000000000000000000000005 franc	0,000000000000000000000000000000000825	0,0000000000000000000000000000000008375
- 0,000000000000000000000000000000000002 franc	0,00000000000000000000000000000000033	0,000000000000000000000000000000000335
- 0,000000000000000000000000000000000001 franc	0,000000000000000000000000000000000165	0,0000000000000000000000000000000001675
- 0,0000000000000000000000000000000000005 franc	0,0000000000000000000000000000000000825	0,00000000000000000000000000000000008375
- 0,0000000000000000000000000000000000002 franc	0,000000000000000000000000000000000033	0,0000000000000000000000000000000000335
- 0,0000000000000000000000000000000000001 franc	0,0000000000000000000000000000000000165	0,00000000000000000000000000000000001675
- 0,00000000000000000000000000000000000005 franc	0,00000000000000000000000000000000000825	0,000000000000000000000000000000000008375
- 0,00000000000000000000000000000000000002 franc	0,0000000000000000000000000000000000033	0,00000000000000000000000000000000000335
- 0,00000000000000000000000000000000000001 franc	0,00000000000000000000000000000000000165	0,000000000000000000000000000000000001675
- 0,000000000000000000000000000000000000005 franc	0,000000000000000000000000000000000000825	0,0000000000000000000000000000000000008375
- 0,000000000000000000000000000000000000002 franc	0,00000000000000000000000000000000000033	0,000000000000000000000000000000000000335
- 0,000000000000000000000000000000000000001 franc	0,000000000000000000000000000000000000165	0,0000000000000000000000000000000000001675
- 0,0000000000000000000000000000000000000005 franc	0,0000000000000000000000000000000000000825	0,00000000000000000000000000000000000008375
- 0,0000000000000000000000000000000000000002 franc	0,000000000000000000000000000000000000033	0,0000000000000000000000000000000000000335
- 0,0000000000000000000000000000000000000001 franc	0,0000000000000000000000000000000000000165	0,00000000000000000000000000000000000001675
- 0,005 franc	0,00000000000000000000000000000000000000825	0,000000000000000000000000000000000000008375
- 0,002 franc	0,0000000000000000000000000000000000000033	0,00000000000000000000000000000000000000335
- 0,001 franc	0,00000000000000000000000000000000000000165	0,000000000000000000000000000000000000001675
- 0,0005 franc	0,000000000000000000000000000000000000000825	

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. EUROPE
 - U.R.S.S. : le reniement à la tête des organes de sécurité.
 - POLOGNE.
 - R.F.A.
3. DIPLOMATIE
 - La visite à Paris du président Chadi.
3. PROCHE-ORIENT
 - ISRAËL : le trentième congrès sioniste s'est achevé dans la plus grande confusion.
4. ASIE
 - CHINE : « A travers les steppes de Mongolie intérieure » (III), par Manuel Luciani.
4. AFRIQUE
4. AMÉRIQUES

POLITIQUE

5. La préparation des élections municipales.
- Les travaux parlementaires.

SOCIÉTÉ

6. L'adoption du rapport Bonnamaison : sobriété et une proposition pour améliorer la sécurité.
- JUSTICE : aux assises de Paris, les gendarmes du baron Empain ont été condamnés à des peines sévères.
- ÉDUCATION : le syndicat C.G.T. de l'enseignement technique rappelle à M. Savary que le temps perdu ne se rattrape pas.
7. MÉDECINE
 - SCIENCES : l'application de la loi d'orientation de la recherche.
 - DÉFENSE.

CULTURE

8. Festival « Afrique noire » à Grenoble.
- CINÉMA : menaces sur le film canadien.
- MUSIQUE : Yuri Egorov et Michel Plasson au Théâtre du Rond-Point.
10. COMMUNICATION : « Les quotidiens régionaux face aux nouveaux médias » (III), par Yves Agnès.

ÉCONOMIE

12. SOCIAL : la grève des dockers français.
- URBANISME.
13. C.E.E. : l'adoption du budget européen.
- ÉTRANGER.
- ÉNERGIE.
14. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.
15. LA REVUE DES VALEURS.

RADIO-TÉLÉVISION (10) INFORMATIONS « SERVICES » (11) :
Documentation ; Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Carnet (11) ; Programmes des spectacles (9).

Le numéro du « Monde » daté 18 décembre 1982 a été tiré à 485 465 exemplaires.

Portez-la pour les fêtes
avec le crédit

MP



Bague saphirs et diamants 4 300 F

Crédit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont 3 à 6 mois de crédit gratuit (après acceptation du dossier)

Un choix considérable :
Diamants - Rubis - Saphirs - Emeraude et tous les bijoux or

MP 4 place de la Madeleine 200.31.44
86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette
Catalogue couleur gratuit sur demande

A B C D E F G

Au printemps dernier

Mgr LUSTIGER A BÉNÉFICÉ PENDANT DEUX MOIS D'UNE PROTECTION POLICIÈRE EXCEPTIONNELLE

L'archevêque de Paris, Mgr Jean-Marie Lustiger, a bénéficié, en mars dernier, d'une protection policière exceptionnelle à la suite d'informations parvenues à l'époque au ministre de l'Intérieur et faisant état de menaces pesant sur sa vie.

L'hebdomadaire *Paris-Match* a révélé, dans son numéro daté du 24 décembre, que M. Gaston Deferra avait rencontré Mgr Lustiger pour l'informer « des menaces graves qui pesaient sur lui à la suite de propos tenus lors de plusieurs discours sur les affaires polonaises ». L'hebdomadaire affirme que ces menaces venaient de « la filière bulgare » et précise : « Le ministre avait conseillé à l'archevêque d'accepter d'être gardé en permanence par deux policiers armés jusqu'aux dents. Ce qui fut réellement le cas durant deux ou trois mois, jusqu'au jour où l'archevêque en eut assez d'être sans cesse suivi par des anges gardiens, à ses yeux trop encombrants ».

A la suite de ces révélations, le ministre de l'Intérieur a déclaré, jeudi 16 décembre : « S'il est exact que j'ai rendu visite à Mgr Lustiger à son bureau, pour le mettre au courant des informations que j'avais reçues, il n'a pas été question d'une filière bulgare. Les renseignements que j'avais venaient du Proche-Orient et non pas de Bulgarie ».

A l'archevêché de Paris, on confirme que Mgr Lustiger a reçu le ministre de l'Intérieur à la demande de celui-ci. L'archevêque, toujours à la demande du ministre de l'Intérieur, a accepté une protection « pendant environ deux mois, à partir de février-mars ; elle a cessé d'un commun accord », nous a-t-on précisé. L'archevêque se refuse à tout commentaire sur les interprétations données à cette mesure de protection.

Incidents à Douai

LE S.N.P.M.I. PORTE PLAINTE CONTRE LA C.G.T.

Une série d'incidents, parfois violents, viennent de troubler un climat social qui dans l'ensemble est caractérisé par le calme et l'absence de grèves importantes : occupation, jeudi 16 décembre, d'une chambre patronale dans la basilique de Rennes, trains de marchandises bloqués, vendredi 17, dans plusieurs gares de la Meuse et de la Moselle par des cheminots qui protestent contre la fermeture de leurs stations ; un chauffeur routier blessé lors d'une dispute avec des dockers du port du Havre.

A Douai, de vifs incidents ont opposé des cégétistes à des dirigeants d'une entreprise de produits chimiques, STEPPE, où les conditions de travail sont mauvaises. Le S.N.P.M.I. a porté plainte contre la C.G.T. Il accuse notamment d'avoir séquestré les employés et « gravement touché » un cadre qui, vendredi, affirme le syndicat des P.M.I., était toujours dans la coma. Selon la sous-préfecture, s'il y a bien eu séquestration et de vifs incidents entre cégétistes et employeurs, le cadre en question aurait été victime d'un malaise au moment des échauffourées.

Prétraite

LE LIVRE C.G.T. RÉPOND À LA C.F.D.T.

Le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T., réuni le 16 décembre, déclare « refuser toute querelle stérile avec la C.F.D.T. », qui, au cours d'une conférence de presse (*le Monde* du 16 décembre) consacrée aux négociations engagées sur la prétraite, a « lancé une campagne nationale à l'encontre du Livre C.G.T. ». Repoussant l'accusation de politique « exclusive », le Livre parisien C.G.T. se borne à dire qu'il a « négocié comme il se devait, ponctuellement, avec les textes en vigueur et pour les mandats qu'il représente ».

Le Comité inter fait ensuite le point des résultats acquis pour les vingt-deux entreprises de la presse parisienne : huit contrats de solidarité se traduisent « par l'embauche de plus de quatre cents salariés, ouvriers du Livre, et la conclusion d'une douzaine de conventions d'allocation spéciale du Fonds national de l'emploi permettant la mise en prétraite à cinquante-six ans et deux mois - et plus - de plus de deux cent cinquante salariés ».

L'AFFAIRE DE LA « FILIÈRE BULGARE »

La conférence de presse de Sofia a tourné à la confusion de Bechir Celenk

Correspondance

Sofia. - Trois faits nouveaux sont apparus au cours de la conférence de presse convoquée le 17 décembre par M. Boyan Traikov, directeur de l'agence B.T.A., pour discuter les diplomates bulgares en poste à Rome de l'accusation d'avoir participé à l'organisation de l'attentat contre le pape Jean-Paul II :

- Bechir Celenk se trouvait effectivement à Sofia entre le 10 et le 15 juillet 1980, c'est-à-dire pendant la période indiquée par Agos ;
- Le juge d'instruction italien Martella, qui enquête sur la tentative d'assassinat contre le pape, est officiellement invité par le procureur général bulgare à venir à Sofia pour interroger les personnes soupçonnées ;
- La femme de M. Antonov, l'officier de la Balkan Air arrêté à Rome pour complicité dans l'attentat, qui avait obtenu de l'ambassade italienne un visa pour elle et pour son fils afin de rendre visite à son mari en prison, a affirmé ne pas vouloir aller en Italie par crainte pour sa sécurité personnelle.

Ces trois éléments nouveaux, seuls d'une conférence de presse étonnante qui s'est déroulée pendant près de quatre heures dans la confusion des langues (bulgare, turc et italien), sont apparus lentement au fil de coups de théâtre, dont certains étaient préparés mais d'autres non prévus, dans l'étonnante mise en scène réalisée par les Bulgares. Cette conférence de presse a été un prétexte pour réfuter les accusations de la magistrature italienne contre les trois citoyens bulgares impliqués dans la tentative d'attentat contre le pape. Les « accusés » en liberté, les deux fonctionnaires de l'ambassade de Bulgarie à Rome, l'officier Koley Vassilev, secrétaire de l'attaché militaire, et M. Ayvasov, caissier de l'ambassade, étaient assis à côté de M. Antonov. En face d'eux, flân-

M. DE MARENCHES : LE S.D.E.C.E. AVAIT PRÉVU LE PAPE

Dans un très court entretien qu'il a accordé au *Figaro* de ce samedi 18 décembre, M. Alexandre de Marenches, ancien directeur général de Service de documentation et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.), devenu, aujourd'hui, la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.), affirme qu'il avait fait parvenir, dès le début de juin 1979, à Rome, une mission, composée d'un officier général et d'un officier supérieur, pour mettre en garde Jean-Paul II contre les menaces sur sa vie.

« Trois semaines avant l'attentat de la place Saint-Pierre du 13 mai 1981, me trouvant au Maroc, précise M. de Marenches, j'ai appris de sources sûres, mais véridiques qu'une action ponctuelle risquait d'être menée contre Jean-Paul II. J'ai prévenu personnellement le nonce apostolique du danger mortel que courait le pape. Le nonce en a, bien sûr, averti le Vatican ».

international visant à diffamer les autorités et le peuple bulgares. Ils précisent qu'ont été fournies à Agos, par on ne sait qui, des informations calomnieuses sur la Bulgarie, qui sont pourtant retenues sans discussion par la magistrature italienne et diffusées « délibérément » par la presse.

Du point de vue de la propagande, la conférence de presse a eu un certain succès : MM. Vassilev et Ayvasov ont protesté de leur innocence et ont fait bonne figure, à la différence de l'équivoque Bechir Celenk, dont on ne comprend pas bien jusqu'à quel point il bénéficie de la protection de la Bulgarie.

Son entrée en scène après une heure et demie de conférence de presse - proche a été théâtrale. Au fond de la salle, une porte s'est ouverte lentement : l'armateur est apparu, petit, rond, flanqué de deux colosses en uniforme. Était-il en état d'arrestation, assigné à demeure ou simplement surveillé ? Il a été impossible de le savoir. Celenk a affirmé avoir été arrêté « sans raison » et être interrogé quotidiennement par des agents de la sécurité, qu'il ne connaît, de ses connivences dans le monde du trafic d'armes et de drogue, et de ses voyages à l'étranger sous un faux nom.

TITO SANSA
(la Stampa).

• M. Michel Camdessus, directeur français du Trésor, a été élu mercredi à Bruxelles président du Comité monétaire. M. Camdessus succède au docteur Horst Schulmann, ancien premier secrétaire d'État au ministère fédéral des finances allemand. Instituté par le traité de Rome, le Comité monétaire rassemble des responsables des administrations des finances et des banques centrales des pays de la Communauté européenne. Il suit l'évolution de la situation monétaire dans la Communauté et formule des avis.

Se perfectionner, on apprend la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec applications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BECM
8, rue de Solf - 75008 Paris

COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

Reprise des exportations et maintien d'un important déficit en novembre

M. Jacques Delors, qui doit se rendre en Arabie Saoudite du lundi 20 au mercredi 22 décembre, a déclaré vendredi soir 17 décembre à Bruxelles que « la parité de franc était bonne, qu'elle assurait la compétitivité de notre économie et qu'un surplus nous nous étions dotés des moyens pour mettre en déroute toute spéculation contre notre monnaie ». M. Delors a ajouté que les nouvelles annonces sa dévaluation prochaine « faisaient aussi partie des attaques politiques menées contre le gouvernement français (...), d'autant plus fortes que notre politique va dans le bon sens ». « Je pense », a conclu M. Delors, que certains seraient très satisfaits, à l'étranger comme en France, s'il pouvaient enlever cette politique avant qu'elle ne donne pleinement ses résultats. Les socialistes sont raisonnables et ils sont en train de procéder à l'ajustement que le gouvernement Barre n'a pas osé politiquement et socialement faire ».

Les résultats du commerce extérieur de la France pour le mois de novembre semblent confirmer une stabilisation du déficit commercial aux alentours de 7 milliards de francs par mois. Ce chiffre est en retrait sur les résultats catastrophiques enregistrés en avril, juin, juillet, août et septembre, qui, en moyenne, dépassaient les 10 milliards de déficit mensuel.

Le déséquilibre actuel n'est pas moins important puisqu'il correspond à un déficit annuel supérieur à 80 milliards de francs concentré sur nos partenaires les plus directs (la R.F.A. notamment). Il est significatif qu'au sein des échanges intracommunautaires la France soit le pays dont le commerce extérieur est le plus déséquilibré. D'autre part, si les exportations semblent de nouveau progresser grâce à la cherté du dollar, les importations continuent de croître malgré l'état de récession dans lequel est entrée la France au second semestre, ce qui traduit une dépendance de notre économie vis-à-vis de l'étranger.

Le déficit du commerce extérieur de la France est resté important en novembre : 8,7 milliards de francs en chiffres bruts, 6,9 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières. Ainsi, sur les onze premiers mois de l'année, le déficit cumulé atteint 86,3 milliards de francs (86,7 milliards de francs après correction des variations saisonnières).

Les importations se sont élevées, en novembre, à 66,1 milliards de francs (+ 4,9 % par rapport à octobre et + 15,9 % en un an) et les exportations à 57,4 milliards de francs (+ 3,9 % en un mois, + 11,7 % en un an). Le taux de couverture des

achats par les ventes a été de 86,7 %.

Après correction des variations saisonnières, le chiffre des importations s'élève à 64,5 milliards de francs (+ 3 % en un mois, + 14,4 % en un an), celui des exportations à 57,6 milliards de francs (+ 2,3 % en un mois, + 13,2 % en un an). Le taux de couverture est plus élevé qu'en données brutes puisqu'il atteint 89,3 %.

Les services de M. Jobert ont publié en même temps qu'étaient rendus publics les résultats de novembre un communiqué soulignant les « très bons résultats de l'agro-alimentaire, qui enregistre un excédent record de 2 milliards, et de l'aéronautique, où nos ventes d'avions s'élèvent à 1,7 milliard ».

« On observe également, poursuit le communiqué, le maintien de l'excédent traditionnel sur les biens d'équipement professionnel (1 milliard de francs) - matériel militaire non compris - et dans le secteur automobile (1,8 milliard de francs). Les produits chimiques et demi-produits divers confirment leur rétablissement en faisant apparaître une balance légèrement excédentaire ».

« Les résultats globaux de novembre ont été obtenus malgré une progression de la facture énergétique imputable à la forte augmentation du dollar et malgré le maintien du solde déficitaire dans le secteur des biens de consommation (1,2 milliard de francs) ».

Géographiquement, les résultats de novembre restent passables : les ventes de la France vers les États-Unis, traduisant qu'on s'ouvre avec les pays de l'Est.

EN ALBANIE

M. Hodja affirme dans ses Mémoires que l'ancien premier ministre Mehmet Shehu avait voulu le tuer

Vienne (Reuter). - Le premier ministre albanais Mehmet Shehu, qui se serait suicidé en décembre 1981, avait voulu, avec l'aide de sa femme et de deux ministres, ceux de l'Intérieur et de la Défense, tuer M. Enver Hodja, révèle celui-ci dans le dernier tome de ses Mémoires.

Mais Mehmet Shehu, se sentant pris au piège et craignant d'être finalement démasqué, choisit de se suicider. Sa femme accepta de l'aider, pensant qu'elle-même et son fils seraient épargnés, et que leur réputation serait sauvée.

M. Hodja révèle encore que c'est le ministre de l'Intérieur, Fecor Shehu, qui se rendit au domicile du premier ministre le 16 décembre 1981 à 22 heures, pour lui transmettre l'ordre d'assassiner le chef du parti.

Fecor Shehu était, selon M. Hodja, « un élément anti-parti et un ennemi juré de l'Albanie », qui fut démasqué après la mort du premier ministre et livré aux organes de la justice.

Il avait été ministre de l'Intérieur de mars 1980 à janvier 1982. Il était auparavant vice-ministre. On ne sait s'il existe un lien de parenté entre les deux, ou s'il s'agit d'une simple homonymie.

Le ministre de la défense, M. Kadri Hazbiu, qui fut aussi pendant

soixante ans ministre de l'Intérieur, était lui aussi de la conspiration. M. Hazbiu, nommé à la défense en 1980, a été remplacé à ce poste le mois dernier. Il avait en fait disparu de la scène depuis le mois de septembre.

M. Hodja avait déjà annoncé le mois dernier l'arrestation d'un groupe de comploteurs de Mehmet Shehu. C'est cependant la première fois qu'il cite leurs noms.

Selon lui, M. Shehu a servi successivement ou ensemble les services secrets des États-Unis, du Grand-Bretagne, de Yougoslavie et d'Union soviétique pendant plus de quarante ans, comme le prouvent des documents trouvés dans son coffre et les aveux de ses complices.

S'il a réussi à dissimuler ses véritables activités pendant si longtemps, c'est parce que ses complices contrôlaient les services secrets, explique M. Hodja.

Celui-ci ne dit rien du sort de la femme du premier ministre, Fieket Shehu, qui fut membre du comité central et directrice de l'école des cadres du parti.

Mais il écrit que celle-ci s'était rendue en avril 1981 à Paris où un agent yougoslave lui avait donné un poison dont on devait lui administrer.

POUR BIEN S'ASSEoir ET BIEN DORMIR

Sans s'éloigner du mur, la banquette-lit

STEINER

se transforme en vrai lit pour 2 personnes par un simple basculement.

CAPÉLOU

37, Av. de la République
75011 PARIS - M. Permettier
DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES

sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347.21.32

شركة الاموال